MAGEL

Ministère de l'agriculture et de l'elevage



RAPPORT DES ETATS GENERAUX

DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

Conakry les 3, 4 & 5 juillet

2024

PROGRAMME SIMANDOU 2040

Un pont vers la prospérité !

2. ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ACGP	Agence de Contrôle et de Gestion des Grands Projets
AGUIPEX	Agence Guinéenne de Promotion des Exportations
AK	Arachide Kilissi
APIP	Agence de Promotion des Investissements Privés
BM	Banque Mondiale
BND	Budget National de Développement
BSD	Bureau de Stratégie et de Développement
BTGR	Bureau Technique du Génie Rural
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CIRAD	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CK	Centre de Kilissi
CNA	Chambre Nationale d'Agriculture
CNRD	Comité National du Rassemblement pour le Développement
CNT	Conseil National de la Transition
CONASEG	Confédération Nationale des Organisations Socio-Professionnelles du Secteur de l'Élevage
CPA	Centre de Prestation Agricole
CR	Commune Rurale
DG	Directeur Général
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNPV-DS	Direction Nationale de la Protection des Végétaux et des Denrées Stockées
DPAE	Direction Préfectorale de l'Agriculture et de l'Élevage
DRAE	Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Élevage
EGAE	Etats Généraux de l'Agriculture et de l'Elevage
FAO	Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
FFOM	Forces - Faiblesses - Opportunités - Menaces
FINA	Fédération Interprofessionnelle Nationale Avicole
FODA	Fonds de développement de l'Agriculture
GNF	Guinée Nouveau Franc
IRAG	Institut de Recherche Agronomique de Guinée
IRLI	Institut International de Recherche sur l'Élevage
LFI	Loi de Finances Initiales
MAGEL	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
MC2	Mutuelle Communautaire de Croissance
mm	Millimètre
MUFA	Mutuelles Financières des Femmes Africaines
ODD	Objectifs de Développement Durable rganisation Non Gouvernementale
ONG	Organisation socioprofessionnelle
OSP	Projet d'Assistance Revolving aux Femmes en Agriculture
PARFA	Produit Intérieur Brut
PIB	Partenaire Technique et Financier
PTF	Service National des Sols
SENASOL	Service de Promotion Rurale et du Conseil Agricole
SERPROCA	Société Financière Internationale
SFI	Société Minière de Boké
SMB	Société Nouvelle de Commerce
SONOCO	Service Préfectoral du Génie Rural
SPGR	Zonage Agroécologique de Guinée
ZAEG	

3. AVANT-PROPOS



La République de Guinée, en plus d'être un scandale géologique, est un pays à vocation essentiellement agricole. Pendant des siècles, l'agriculture et l'élevage ont participé à l'identité rurale et à la tradition guinéenne.
Au-delà de sa dimension traditionnelle, le secteur agropastoral est un pilier essentiel pour l'avenir de notre nation. Il n'est pas seulement une activité économique et de sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais il est également un contributeur majeur de la croissance de notre économie.

L'agriculture et l'élevage ont façonné nos terroirs. Ils constituent les principales activités quotidiennes des hommes et des femmes de nos villages et permettent à notre pays la Guinée d'avoir un patrimoine gastronomique spécifique à chaque région naturelle qui, dans son ensemble, constitue une fierté nationale.

La conviction de **Son Excellence le Général de Corps d'Armée, Mamadi DOUMBOUYA, Président de la République, Chef de l'État, Commandant Suprême des Forces Armées est, qu'en ce début du 21ème siècle, notre secteur agropastoral puisse nourrir la population guinéenne.**

L'agriculture et l'élevage doivent assurer, à court terme, l'autosuffisance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Guinée, pour réduire notre dépendance aux importations alimentaires. A moyen et long terme, ce secteur devra offrir des réponses durables à la résorption de la pauvreté en milieu rural, participer à la diversification de notre économie et au développement agro-industriel de notre pays.
La souveraineté nationale sera entière lorsque la Guinée aura atteint la souveraineté alimentaire, notamment en ce qui concerne la denrée principale de consommation de la population, le riz et améliorer notre sécurité alimentaire et nutritionnelle par la variété de nos habitudes alimentaires.

Il est temps, grand temps, de réadapter nos interventions afin que nous soyons plus concrets dans les réalités de nos concitoyens pour de véritables changements quantitatifs et qualitatifs dans le monde rural.

Les présents États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage qui ont été participatifs et inclusifs, ont pris en compte les préoccupations de notre paysannerie avec des solutions concertées.
Les différentes thématiques débattues au cours des panels et master class se sont appesanties sur les grands axes suivants :

Soutenir nos agriculteurs, en proposant des solutions pour le renforcement des aides financières directes afin d'accompagner les petites exploitations, les jeunes et les femmes tout en simplifiant les démarches administratives afin de rendre attrayant le secteur agropastoral pour les nouvelles générations et de garantir la transmission des savoir-faire.
Promouvoir une agriculture et un élevage durables, par le respect de notre environnement en encourageant les pratiques agricoles respectueuses de la nature, telles que l'agriculture biologique, la permaculture et l'agroforesterie, qui seront soutenues par des investissements dans la recherche et le développement des innovations.

Assurer la sécurité alimentaire, par l'intensification et la diversification de nos productions agricoles pour réduire notre dépendance aux importations et renforcer notre résilience face aux crises. La création de réserves stratégiques et l'amélioration des infrastructures de stockage et de distribution seront des mesures clés pour atteindre cet objectif.
Valoriser les produits locaux, par le lancement d'un label de qualité pour garantir l'origine et la qualité de nos produits locaux qui sont le reflet de notre richesse culturelle, assurant ainsi une meilleure rémunération pour nos producteurs.

Améliorer les infrastructures rurales, par l'élaboration d'un programme d'aménagement et de réhabilitation des infrastructures hydroagricoles, des pistes rurales, d'aménagements d'espaces pastoraux afin que nos agriculteurs puissent travailler dans de meilleures conditions et que nos campagnes soient des lieux de vie agréables et dynamiques.

Notre politique agricole se veut ambitieuse et visionnaire. Elle repose sur un engagement fort de l'État en témoigne l'inscription de l'Agriculture comme premier pilier du Programme Simandou 2040, avec la mobilisation de tous les acteurs du secteur rural : agriculteurs, chercheurs, entrepreneurs, consommateurs.

Ensemble, nous construirons une agriculture résiliente, innovante et respectueuse de notre environnement, capable de créer la richesse et de nourrir notre population tout en préservant nos ressources pour les générations futures.

Felix Lamah
Ministre de l'Agriculture
et de l'Elevage.

PROGRAMME

SIMANDOU 2040

Un pont vers la prospérité !

La Guinée, notre Paradis

TERRE DE RICHESSE ET D'INNOVATION



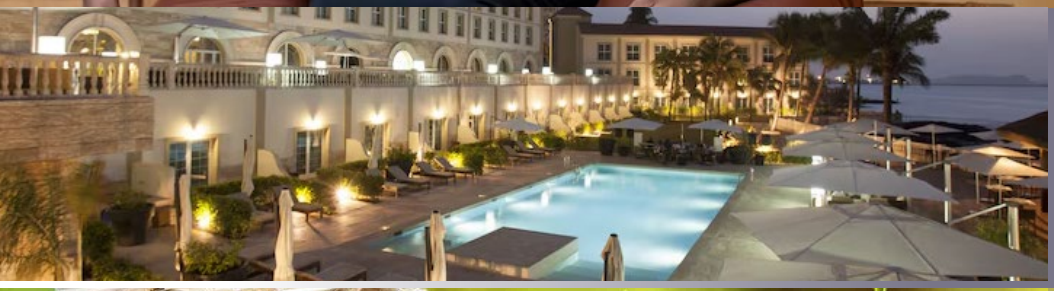
1

Agriculture, Industrie Alimentaire & Commerce



2

Éducation & Culture



3

Infrastructures, Transports & Technologies



4

Économie, Finance & Assurance



5

Santé & Bien-être

Guinée

LES ETATS GENERAUX DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE C'EST ...



06
Panels
scientifiques
et techniques



20
Groupes
de travail



60
Jours de
préparatifs



03
Jours de
concertations
régionales dans
les quatre régions
naturelles



360
Participants
aux concertations
régionales



1572
Participants dont
1152 en présentiel
420 en ligne



03
Jours des
États Généraux



24
Filières
agropastorales
concernées



08
Experts
nationaux



75
Jeunes
Agripreneurs
en dialogue
avec le MAGEL



18
Stannds
de produits
agropastoraux



02
Masters class
de haut niveau

CONTEXTE ET JUSTIFICATION



La République de Guinée est un pays à forte vocation agropastorale. Sa diversité agroécologique, l'abondance des précipitations allant de 1300 à 4000 mm d'eau selon les régions, un potentiel de 13.7 millions d'hectares de terres arables soit 56% du territoire national, une base productive constituée de pâturages naturels riches et variés d'environ 70 000 km□ avec près de 350 espèces fourragères, font de ce secteur le levier du développement économique et social de la Guinée.

Le secteur agricole occupe 79% de la population rurale estimée à 64,41% de la population nationale. C'est pourquoi, l'agriculture et l'élevage demeurent au centre des politiques de développement de la Guinée.

Cet engagement de la Guinée à développer durablement son secteur Agricole a été réaffirmé dans la Politique Nationale de Développement Agricole (PNDA) et son cadre de planification stratégique, le Plan National d'Investissement Agricole de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN 2018-2025) et le Programme de Référence Intérimaire (PRI 2022-2025).

En dépit de ces potentiels et malgré la volonté du Gouvernement, la mise en œuvre de nombreux projets et programmes de développement agropastoral n'ont pas permis d'atteindre les objectifs souhaités de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté en milieu rural.

En effet, 45% de la population rurale est encore touché par la pauvreté contre 22% en milieu urbain.

Le sous-secteur agriculture n'offre que peu d'opportunités de développement de chaînes des valeurs agro-industrielles pour diversifier l'économie, accélérer la croissance et asseoir sa résilience. La pauvreté est exacerbée en milieu rural par le déficit en matière d'infrastructures de production, de services financiers et sociaux de base et d'accès aux marchés. De plus, l'agriculture guinéenne est du type extensif dominé par un système de culture traditionnelle utilisant très peu d'intrants (semences améliorées, engrais, produits phytosanitaires) et de mécanisation.

Le sous-secteur élevage est encore caractérisé par la prédominance des systèmes extensifs traditionnels qui ne permettent pas de satisfaire la demande.

Les performances zootechniques du cheptel ont très peu évolué. Ce cheptel est également soumis à d'importantes contraintes sanitaires (persistance de certaines maladies, difficultés d'accès aux services vétérinaires ...). La gestion des espaces pastoraux est faiblement maitrisée.

Malgré son importance socioéconomique, les investissements publics consacrés au sous-secteur représentent moins de 3% du volume total affecté au secteur agricole. On note une insuffisance notoire d'infrastructures de production, de conservation et de commercialisation des produits issus des filières bétail-viande et lait.

C'est dans ce contexte que se sont déroulés les États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage pour approfondir ce diagnostic et esquisser les pistes de solutions devant gouverner les actions publiques de développement agropastoral des prochaines années.

OBJECTIFS



5.1. GENERAL

L'objectif général a été d'identifier les voies et moyens garantissant un accroissement durable de la production et de la productivité dans le but d'assurer l'autosuffisance ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

5.2. SPECIFIQUES

Les objectifs spécifiques rattachés aux états généraux étaient :

- Partager la vision du Président de la République sur le secteur agropastoral ;
- Approfondir le diagnostic du secteur Agricole ;
- Identifier les contraintes dans la mise en œuvre des politiques, stratégies, programmes et projets des sous-secteurs agriculture et élevage ;
- Formuler des recommandations pour améliorer la performance du secteur ;
- Elaborer une feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations issues des EGAE.

RÉSULTATS ATTENDU

- La vision du chef de l'Etat est partagée ;
- Le diagnostic du secteur Agropastoral est approfondi ;
- Des projets prioritaires sont ciblés pour contribuer à l'atteinte de l'autosuffisance ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- La participation du niveau régional à l'élaboration de la feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations issues des EGAE est assurée.
- Des recommandations pour améliorer la performance du secteur sont formulées ;
- Une feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations majeures issues des EGAE est élaborée.

PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE

7.1.PREPARATIFS

La tenue des EGAE a nécessité une mobilisation de ressources humaines et matérielles substantielles pour une bonne préparation. Un comité technique de réflexion, dont la FAO, a été mis en place par le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage en vue de donner une orientation globale pour l'organisation de ces EGAE.

Ce comité était composé de cadres du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et de huit (8) experts nationaux, fonctionnaires à la retraite. Ces experts ont apporté leurs expériences pour la réussite des EGAE.

Le comité s'est réuni les 7 et 8 juin 2024 à Coyah pour élaborer le programme global et détaillé des EGAE, proposer les thématiques pertinentes à débattre, ainsi que les outils d'analyse par thématique.

Suite au rapport du comité technique de réflexion, le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage a mis en place une commission d'organisation chargée de préparer les États Généraux sur l'Agriculture et l'Élevage.

Cette commission était subdivisée en cinq (5) sous-commissions d'appui : communication, logistique, technique, secrétariat et gestion/finances.

Les préparatifs et la tenue des EGAE ont nécessité une grande mobilisation de fonds en provenance essentiellement des partenaires techniques et financiers ainsi que des sponsors.

Afin de favoriser et faciliter une grande participation aux débats, des moyens technologiques adéquats ont été déployés dont une traduction simultanée des débats en français-anglais, ainsi qu'une projection multi-écrans de toutes les présentations visuelles.

7.2. PARTICIPATION

Ce sont 1572 participants provenant des institutions et des organisations représentant l'ensemble des parties prenantes du secteur de l'agriculture et de l'élevage qui ont participé aux travaux des EGAE.

Ces participants étaient composés de représentants des agriculteurs et éleveurs des quatre régions naturelles, de représentants des institutions républicaines, d'illustres hôtes des pays invités, de partenaires techniques et financiers, du secteur privé, des organes consulaires, des institutions d'enseignement supérieur, des Écoles Nationales d'Agriculture et d'Élevage (ENAE) et de nombreux internautes.

7.3. METHODOLOGIE

Organisés par le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, les États Généraux se sont déroulés en quatre phases à savoir : (i) préparatoire, (ii) concertations régionales, (iii) concertations nationales à Conakry et (iv) élaboration du rapport final et formulation de la feuille de route.

7.3.1. PHASE PRÉPARATOIRE

Cette phase a consisté en :

- L'organisation d'une série de réunions préparatoires au MAGEL ;
- La mise en place d'un Comité technique interne ;
- Le recrutement des experts nationaux en agriculture et en élevage ;
- La retraite des experts à Coyah ;
- La mise en place des commissions de travail ;
- La tenue des concertations régionales ;
- La synthèse des travaux des concertations régionales.

7.3.2. PHASE DES CONCERTATIONS RÉGIONALES

Un atelier a été organisé dans chacune des régions naturelles du pays (Guinée Maritime, Moyenne Guinée, Haute Guinée et Guinée Forestière), respectivement à Kindia, Labé, Kankan et Nzérékoré. Placées sous la présidence des Gouverneurs de Région, les concertations se sont déroulées les 13, 14 et 15 juin 2024 et ont porté sur :

- Les communications et débats en plénière ;
- Les travaux de groupes en ateliers ;
- La restitution des travaux de groupe par filière.

7.3.3. PHASE DES CONCERTATIONS NATIONALES À CONAKRY

Placée sous la présidence du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, les concertations nationales se sont déroulées les 3, 4 et 5 juillet 2024 selon le programme suivant :

- Cérémonie d'ouverture ;
- Tenue des panels et master class ;
- Communications et débats en plénière ;
- Cérémonie de clôture.

Les experts nationaux, appuyés par les Directions Techniques du MAGEL, ont été chargés de centraliser les résultats de l'ensemble des travaux pour leur restitution.

7.3.4. PHASE POST ÉTATS GÉNÉRAUX

Cette phase a reposé essentiellement sur une retraite, du 15 au 21 juillet 2024, pour rédiger le rapport final des états généraux et élaborer une feuille de route avec la participation des Directions Techniques et projets du MAGEL en vue d'une mise en œuvre effective des recommandations.

RESULTATS DES ÉTATS GENERAUX DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE

8.1. CONCERTATIONS REGIONALES

Du point de vue agroécologie, la Guinée comprend quatre régions naturelles assez bien distinctes. Le pays doit cette originalité à son milieu naturel qui se caractérise par des contrastes climatiques, ses reliefs variés qui se combinent pour donner à chaque région des particularités du point de vue climat, sols, végétation et mode de vie des populations.

Les concertations régionales ont posé les diagnostics concrets par région naturelle à travers de riches débats avec toutes les parties prenantes sur les thématiques générales retenues, de façon à recueillir leurs contributions pour la consolidation des résultats attendus des Etats Généraux.

Ces concertations qui ont été animées par une équipe d'experts et de cadres du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage se sont déroulées autours de sept (7) thématiques qui sont les suivantes :

Défis		Orientations
01	Problématique des infrastructures rurales (aménagements hydro-agricoles et pastoraux, pistes rurales, magasins de stockage, fermes...) quelle approche de durabilité.	Ce thème a invité les participants à se pencher sur les aménagements hydro agricoles et pastoraux, la construction des pistes rurales, des ouvrages de franchissement, la réalisation des infrastructures de production (fermes), de stockage, de transformation et de conservation réalisés dans la région naturelle, de leur état actuel, des dispositions régionales pour leur entretenir et exploitation rationnelle, des principales difficultés existantes, des besoins de nouveaux aménagements et constructions. Il a interrogé sur l'existence des institutions (ONG, sociétés minières, ...) capables de participer (techniquement ou financièrement) aux aménagements et constructions ; de l'implication des structures faitières des OSP dans leur réalisation, leur entretien et leur exploitation efficiente.
02	Défis liés à l'accès durable aux intrants agricoles et d'élevage, à la mécanisation et état des lieux des institutions nationales d'appui à l'agriculture et à l'élevage.	La thématique a interrogé sur les mécanismes d'approvisionnement en intrants agricoles, la production d'intrants locaux, la qualité des intrants, des circuits de commercialisation, la mécanisation des opérations agropastorales, la digitalisation et la modernisation des opérations culturales et fermières. Elle a mis l'accent sur les difficultés et contraintes majeures, sur l'adaptation des intrants et des équipements aux besoins de chaque filière et aux réalités de terrain, sur le service après-vente des outils et pièces de rechange, les ateliers spécialisés d'entretien et de réparation. Le besoin d'information a concerné également les services déconcentrés préfectoraux et régionaux en charge de l'agriculture et de l'élevage, les centres de recherche, les démembrements de la CNA, etc. Elle a invité à émettre des avis sur la qualité de leurs interventions, de l'adéquation de la recherche avec les besoins du secteur agropastoral, du conseil agricole, de l'efficacité des interventions des projets.
03	Défis de la recherche agropastorale pour la génération des technologies résilientes, adaptées et leur transfert via les canaux de vulgarisation de conseils agricoles appropriés.	La thématique a interrogé sur les mécanismes d'approvisionnement en intrants agricoles, la production d'intrants locaux, la qualité des intrants, des circuits de commercialisation, la mécanisation des opérations agropastorales, la digitalisation et la modernisation des opérations culturales et fermières. Elle a mis l'accent sur les difficultés et contraintes majeures, sur l'adaptation des intrants et des équipements aux besoins de chaque filière et aux réalités de terrain, sur le service après-vente des outils et pièces de rechange, les ateliers spécialisés d'entretien et de réparation. Le besoin d'information a concerné également les services déconcentrés préfectoraux et régionaux en charge de l'agriculture et de l'élevage, les centres de recherche, les démembrements de la CNA, etc. Elle a invité à émettre des avis sur la qualité de leurs interventions, de l'adéquation de la recherche avec les besoins du secteur agropastoral, du conseil agricole, de l'efficacité des interventions des projets.
04	Employabilité des jeunes et des femmes dans le secteur agropastoral entre les défis et les opportunités à saisir.	Les participants à la concertation régionale ont parlé des opportunités régionales de création d'emploi et d'entreprenariat dans les différentes chaines de valeur (production, transformation, commercialisation) des filières agropastorales, de l'autonomisation et entreprenariat féminin, de l'efficacité des structures chargées de l'appui aux femmes (MUFA, MC2, PARFA, FODA ...) Ils se sont également prononcés sur les initiatives régionales en faveur des personnes vivants avec des handicaps en vue de leur insertion dans le secteur agropastoral.

05	Valorisation des produits agricoles et animaux ; accès aux marchés locaux et régionaux (transformation, conditionnement et amélioration des circuits commerciaux).	Ce thème a invité les participants à s'exprimer sur les initiatives locales de transformation des produits agricoles et animaux, sur les infrastructures d'abattage, les rizeries, les mielleries, les mini laiteries, sur l'accompagnement des startups agropastorales (PME/PMI). Il a questionné aussi sur les possibilités d'accès aux marchés des produits végétaux et animaux, des volumes et de la qualité de ces produits, de la régularité des offres, des circuits de commercialisation, du respect des normes et règlements, etc.
06	Problématique de financement du secteur agropastoral et état des interventions des partenaires au développement, du secteur privé (agro-business, cohérence et coordination des interventions).	Considéré comme le nerf de la guerre, il a été question de parler du financement du secteur agropastoral par l'Etat, les bailleurs de fonds, du secteur privé, les mécanismes incitatifs mis en place pour motiver les acteurs externes à financer les activités (mécénat).
07	Défis du secteur agropastoral face aux effets du changement climatique, la santé des sols, des végétaux et des animaux : quelle perspective pour le développement agropastoral en Guinée.	Reconnaissant les réalités du changement climatique, de l'importance de la santé des sols, des végétaux et des animaux, à travers ce thème les participants à la concertation régionale ont été invités à parler des impacts du changement climatique sur les différentes activités agropastorales, des réponses qu'ils ont apportées, des besoins d'accompagnement et d'adaptation, des pratiques susceptibles d'être nocives pour la santé des sols, des végétaux et des animaux ainsi que les mesures d'atténuation et de bonnes pratiques visant à améliorer la santé des sols, des végétaux et des animaux. Quant aux perspectives pour le développement agropastoral de leur région, ils ont indiqué comment ils entrevoient le développement des filières agropastorales de leur région, de la structuration et la professionnalisation des organisations de producteurs (OP), de la création de mécanismes durables de financement du secteur agropastoral régional, etc.

Ces thématiques ont fait l'objet de débats par le biais d'une démarche participative et inclusive, permettant de faire un diagnostic approfondi et partagé avec l'ensemble des parties prenantes.Pour cela, il a été mis à la disposition de tous les participants l'outil **FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces)** leur permettant de proposer des solutions et recommandations à l'échelle régionale.

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
• Acquis capitalisables • Qualité des services • Potentialités (terres, filières) • Qualité des produits et productions • Etc.	• Insuffisance de formation • Faible structuration • Insuffisance d'aménagements hydroagricoles et pastoraux • Faible transformation des produits • Difficultés d'accès au marché • Etc.	• Présence d'institutions pour partenariat • Existence de marchés de proximité • Environnement d'échange favorable • Existence de partenaires techniques et financiers et de mécanismes innovants • Etc.	• Vulnérabilité face au changement climatique, aux évènements sociopolitiques, à la concurrence déloyale des produits manufacturés étrangers, aux maladies végétales, animales • Etc.

BASSE GUINEE

La Basse Guinée constitue le bassin alluvionnaire des rivières côtières. Située dans la partie ouest du pays, elle est large de 150 km et s'étale le long de l'Océan Atlantique sur environ 300 km de côtes. Elle couvre près de 44 000 km2. Son climat est influencé par la mousson, alizé maritime qui apporte une abondante précipitation sur la côte. La pluviométrie moyenne varie de 2000 à 4000 mm.
Les températures sont constamment élevées tout au long de l'année. À cause de ses précipitations abondantes, la Basse Guinée est le domaine par excellence des cultures vivrières et fruitières notamment, le riz, le palmier à huile, l'anacarde, l'ananas, les agrumes et la banane.
Le lancement Officiel des concertations de la Basse Guinée a été fait par Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage en présence des autorités régionales, préfectorales et communales.
Ont pris part aux travaux, environ 100 participants provenant des Préfectures de Kindia, Coyah, Dubréka, Forécariah, Boké, Boffa, Fria et Télimilé, représentant les DRAE, DPAE, CNA, les organisations socio-professionnelles des filières Riz, bétail viande, maraichage, avicole, fruitier, anacarde, palmier à huile.

8.1.1.1 DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Avec une approche filière pour concentrer les connaissances et les compétences, une première étape de la méthodologie a consisté à valider les principales filières de production reconnues en Basse Guinée à savoir les filières riz, maraichage, fruitière, anacarde, arachide, palmier à huile, manioc pour l'agriculture et les filières bétail viande/lait, avicole, porcine pour l'élevage.
Les filières porcine et sel ont été retenues comme filières spécifiques par les participants.
Quatre (4) sous-groupes de travail ont été formés à savoir :

- Cultures Vivrières : riz, manioc ;
- Cultures de rente : anacarde, arachide, palmier, maraichère et fruitière ;
- Bétail viande et lait ;
- Aviculture.

Pour chaque sous-groupe, furent désignés 1 président, 1 modérateur et 2 rapporteurs. Les outils de l'atelier ont ensuite été présentés et partagés.



8.1.1.2. RÉSULTATS ET RECOMMANDATIONS PAR THÉMATIQUE

1. Problématique des infrastructures rurales (aménagements hydro-agricoles et pastoraux, pistes rurales, magasins de stockage, fermes...) quelle approche de durabilité ?

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Existence de plusieurs fermes avicoles ; • Existence de domaines favorables à l'aviculture ; • Existence de 5 couvoirs ; • Disponibilité des services techniques ; • Disponibilité foncière pour l'aménagement de pâturages et la construction de magasins de stockage ; • Bonne pluviométrie ; • Existence de domaines aménagés et aménageables et de quelques magasins de stockage.	• Non-respect des règles d'installation des fermes avicoles ; • Non application des mesures de biosécurité au niveau des fermes ; • Manque d'eau au niveau des abattoirs • Vétusté et non équipement des abattoirs ; • Mauvais fonctionnement des comités de gestion des abattoirs et manque de formation des gestionnaires ; • Manque de suivi des comités de gestions des abattoirs ; • Insuffisance notoire des couloirs de vaccination ; • Insuffisance de médecins vétérinaires pour la vaccination et rareté des intrants ; • Assèchement des zones de pâturage et manque d'eau en saison sèche ; • Naissance de conflits entre agriculteurs et éleveurs, suite à la divagation du cheptel; • Enclavement des zones de production ; • Faiblesse dans la formulation et l'exécution des contrats d'aménagement et non implication des bénéficiaires ; • Difficulté d'accès au foncier, manque d'entretien des infrastructures, insuffisance des magasins de stockage, • Non-conformité des infrastructures, notamment les magasins de stockage (non viables, ne respectant pas les normes requises et souffrant d'un manque significatif d'entretien, utilisation souvent détournée de leur objectif initial) • Insuffisance des aménagements irrigués ; • Inexploitation des énergies renouvelables, malgré l'urgence par rapport au changement climatique ; • Faible appropriation des bénéficiaires des infrastructures.	• Renforcer l'élaboration et l'application de la règlementation dans le domaine de l'installation des fermes avicoles ; • Faciliter l'accès aux crédits avec des conditions de remboursement adaptées ; • Renforcer les capacités techniques des acteurs de la chaine de valeur ; • Mettre en place une base de données de géolocalisation des fermes avicoles intensives ; • Favoriser la construction et l'équipement des abattoirs modernes ; • Aménager les espaces pastoraux ; • Identifier et cartographier les pistes de transhumance ; • Lancer les activités du plan d'action validé de la SNDR2 suivant son calendrier ; • Encourager l'utilisation des énergies renouvelables.

2. Défis liés à l'accès durable aux intrants agricoles et d'élevage, à la mécanisation et état des lieux des institutions nationales d'appui à l'agriculture et à l'élevage

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Existence d'officines vétérinaires et plusieurs cabinets vétérinaires privés ; • Existence d'unités modernes de production d'aliments pour volailles ; • Existence de deux interprofessions avicoles régionales ; • Existence de la Chambre Nationale d'Agriculture à tous les niveaux ; • Existence des centres et station de recherche agronomique pour la création et la multiplication des semences améliorée ; • Existence de centres de production et conditionnement des semences de riz ; • Existence de fournisseurs et produit phytosanitaire ; • Existence de banques semencières ; • Existence d'équipements agricoles ; • Existence du FODA ; • Existence des projets et programme de développement ; • Réforme des services déconcentrés ; • Existence de magasins de stockage ; • Existence d'intrants subventionnés ; • Existence d'opérateurs privés ; • Existence de centres de prestations agricoles ; • Existence d'une ONG spécialisée dans la formation en culture attelée ; • Dotation des fonctionnaires territoriaux en moyens de déplacement ; • Digitalisation des DPAE.	• Insuffisance, mauvaise qualité et cherté des intrants avicoles ; • Insuffisance et dégradation du réseau routier et des ouvrages de franchissement ; • Insuffisance de la mécanisation agricole pour la production locale de maïs entrant dans l'alimentation de la volaille ; • Complexité des procédures d'acquisition des équipements agricoles pour les producteurs ; • Manque de réhabilitation et équipement de centres et stations de recherche ; • Retard dans l'acquisition des engrais ; • Non définition des stratégies de distribution des semences ; • Non livraison des semences à temps ; • Non valorisation des variétés locales ; • Non adéquation des équipements aux zones de production ; • Insuffisance des analyses de sol ; • Non-conformité des fertilisants aux zones de production ; • Insuffisance des engrais, notamment les engrais spécifiques (potasse, etc.) ; • Disparité dans la répartition des engrais en fonction des besoins ; • Absence d'unités de production de fertilisants fonctionnelles ; • Absence de la majeure partie des conseillers territoriaux ; • Un déficit de main-d'œuvre qualifiée ; • Manque de subventions ; • Pénurie de conducteurs et de techniciens spécialisés en engins agricoles ; • Manque d'efficacité des conseillers agricoles ; • Absence de suivi adéquat des conseillers agricoles sur le terrain	• Renforcer la capacité organisationnelle des OP à tous les niveaux ; • Redynamiser les services techniques publics ; • Poursuivre la subvention des intrants avicoles ; • Promouvoir le développement de la production du maïs ; • Doter les services en `équipements de conservation des vaccins ; • Renforcer les capacités des agents vaccinateurs (formation, sensibilisation, etc.) ; • Renforcer les capacités des éleveurs à la fabrication des aliments de bétail ; • Favoriser la mise en place d'unités de production d'engrais ; • Développer la capacité nationale de production de semences améliorées et d'aliments bétail ; • Renforcer la capacité des acteurs de la production ; • Promouvoir une mécanisation adaptée aux écosystèmes ; • Réhabiliter et équiper les centres de conditionnement des semences et stations de recherche ; • Réaliser la carte de fertilité des sols ; • Appliquer les subventions aux intrants ; • Accroître la couverture du territoire en conseillers techniques Agricoles, les former et les doter d'équipements adéquats.

3. Défis de la recherche agropastorale pour la génération des technologies résilientes, adaptées et leur transfert via les canaux de vulgarisation de conseils agricoles appropriés

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Existence d'un centre de recherche agropastorale ; • Existence de laboratoires pour le diagnostic des maladies ; • Existence de centres et stations de recherche agronomique, semenciers pour la création, la multiplication et la production de semences de qualité ; • Disponibilité du personnel de recherche pour la mise au point de nouvelles technologies ; • Existence des services de vulgarisation agricole ; • Disponibilité des partenaires techniques et financiers pour soutenir les projets de recherche ; • Existence de variétés de riz tolérantes à la salinité, la toxicité ferrique, l'acidité et la submersion ; • Existence des radios rurales pour une large diffusion des technologies résilientes ; • Existence des laboratoires d'analyse	• Non fonctionnement des centres de recherche liés à l'élevage ; • Manque de collaboration entre le centre de recherche et les acteurs avicoles ; • Insuffisance du personnel de recherche ; • Vétusté des installations et équipements des centres et stations de recherche ; • Sous-équipement des banques de gêne pour la conservation des ressources phyto-génétiques ; • Manque de station météorologique ; • Insuffisance de conseillers agricoles ; • Sous équipement des centres de recherche ; • Absence de sujets à diffuser.	• Relancer les centres de recherche agro zootechnique et de vulgarisation ; • Renforcer les capacités des chercheurs ; • Créer un Institut de la biodiversité agro-sylvo pastorale et halieutique.



4. Employabilité des jeunes et des femmes dans le secteur agropastoral entre les défis et les opportunités à saisir

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Engagement des jeunes pour leur installation dans la filière avicole ; • Existence des fermes avicoles, fabriques d'aliments, points de vente de produits avicoles, officines vétérinaires susceptibles de créer des emplois ; • Existence d'écoles enseignement agronomique et professionnel ; • Existences de groupements et associations de jeunes dans les secteurs du riz et du manioc ; • Existence de marchés d'affaire dans le secteur du riz et du manioc ; • Existence des IMF et du FODA pour l'octroi des crédits ; • Existence de domaines propices à la production du riz et du manioc ; • Emergence des structures (fédérations, unions, groupement de producteurs de riz) ; • Existence de programmes d'accompagnement des jeunes dans le secteur agropastoral (ministère, ONG, projets et institutions) ; • Lacement du programme national de recrutement des jeunes à la fonction publique ; • Présence active d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organisations paysannes (OP) qui offrent des formations et accompagnements aux jeunes et aux femmes, facilitant ainsi leur intégration dans le marché du travail ; • Existence de fonds alloués aux jeunes et aux femmes ; • - Engagement des jeunes et des femmes à promouvoir le secteur agricole.	• Faible niveau de formation professionnelle des acteurs de la filière ; • Inadaptation des stratégies d'accompagnement des jeunes dans la production du riz et du manioc ; • Taux d'intérêt élevé des crédits ; • Obtention difficile des prêts agricoles auprès du FODA ; • Non maitrise du concept « Entreprenariat » axé sur la production du riz et du manioc ; • Orientation imposée des jeunes dans les branches d'enseignement technique ; • Inadéquation entre le poste d'affectation et le profil de formation ; • Insuffisance de la subvention des jeunes ; • Décalage entre les formations proposées et les exigences du marché du travail ; • Fragilité inhérente aux cursus proposés au sein des instituts de formation agronomique ; • Faiblesse du pourcentage d'insertion professionnelle des jeunes et des femmes ; • Obtention ardue des ressources financières. • Ignorance des procédures requises pour accéder aux fonds alloués ; • Manque d'initiatives en faveur des personnes handicapées.	• Renforcer les capacités des acteurs des filières végétales et animales ; • Favoriser l'installation des cabinets vétérinaires dans les communes rurales ; • Renforcer les capacités des jeunes et des femmes à l'esprit et la création d'entreprise ; • Créer un fonds spécifique pour les personnes vulnérables ; • Faciliter l'accès des jeunes et des femmes aux crédits ; • Simplifier les procédures d'acquisition du foncier rural.



5. Valorisation des produits agricoles et animaux; accès aux marchés locaux et régionaux (transformation, conditionnement et amélioration des circuits commerciaux).

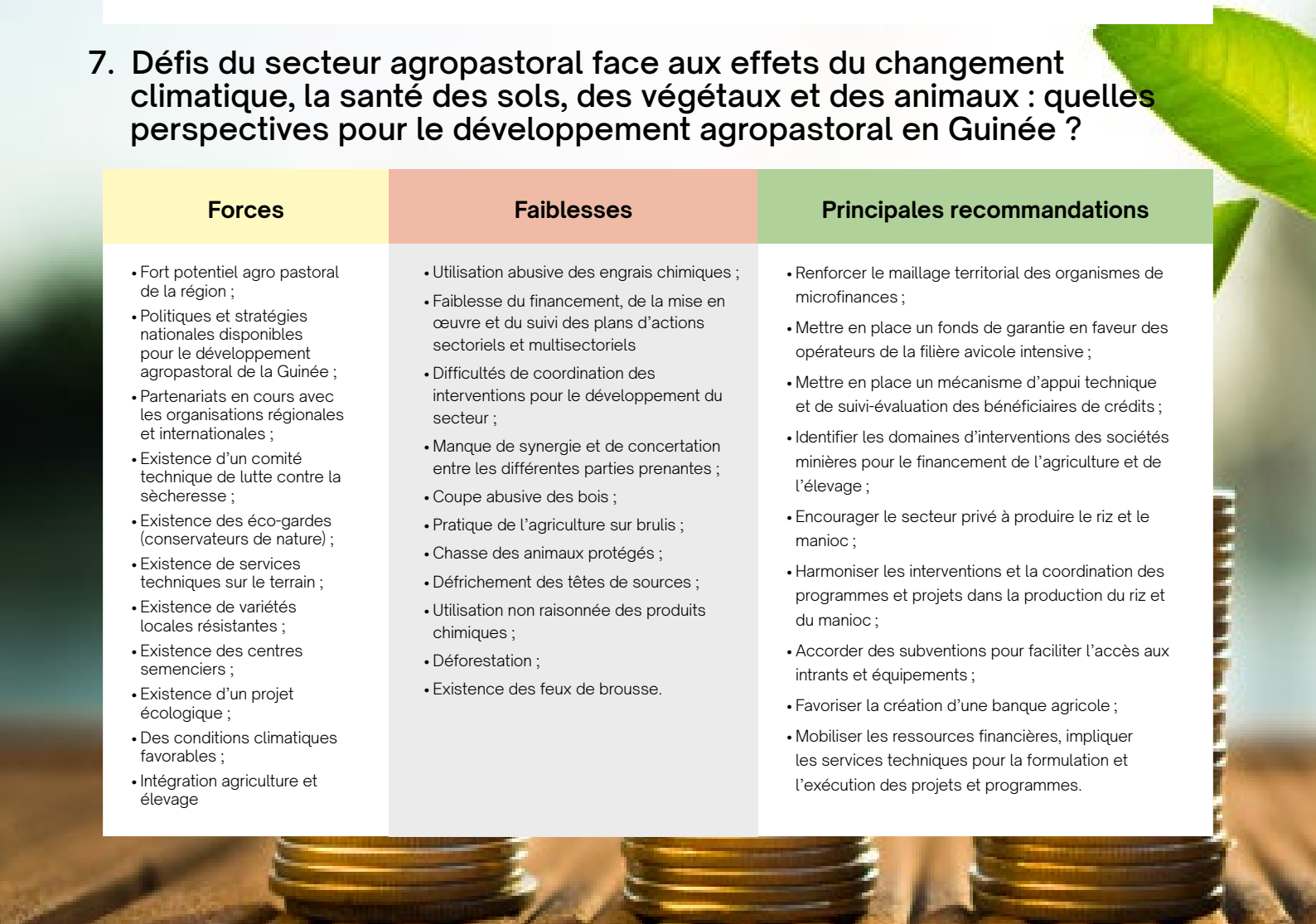
Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Disponibilité de certains produits finis d'origine animale ; • Existence d'une forte demande de produits avicoles sur les marchés ; • Existence de variétés de riz et de manioc sollicitées par les consommateurs ; • Existence d'unités de transformation (rizeries et autres) ; • Existence de groupements de transformation ; • Existence d'organisations paysannes reconnues sur les filières ; • Une forte présence des entreprises agricoles.	• Absence d'unités de transformation et de conservation des produits avicoles ; • Absence de règlementation sur les marchés à volaille ; • Manque de promotion de la consommation des produits locaux d'origine animale ; • Cherté des produits avicoles locaux ; • Absence d'un système de traçabilité des produits avicoles ; • Insuffisance de techniciens qualifiés pour l'entretien et la réparation ; • Importation des équipements de transformation de mauvaise qualité ; • Insuffisance des machines décortiqueuses ; • Insuffisance d'unités de transformation et de conservation ; • Absence de marchés dédiés aux fruits et légumes ; • Accès difficile aux emballages ; • Rareté des foires d'exposition des produits locaux ; • Niveau de formation insuffisant sur les techniques de transformation ; • Non-respect des normes de production nécessaires pour pouvoir exporter les produits à l'international ; • Concurrence sévère des produits importés en raison d'un contrôle et d'un suivi insuffisants des acteurs impliqués (État, Chambre d'Agriculture, Chambre de commerce, Organisations Paysannes) ; • Méconnaissance des accords commerciaux sous régionaux.	• Mettre en place des unités de transformation et de conservation des produits avicoles ; • Développer la chaine de valeur des produits agricoles ; • Réhabiliter l'usine de transformation du manioc en gari de Faranah ; • Réguler la production des emballages et promouvoir la labellisation ; • Relancer les unités de transformation et de conservation des produits locaux à l'arrêt.

6. Problématique de financement du secteur agropastoral et état des interventions des partenaires au développement, du secteur privé (agro-business, cohérence et coordination des interventions)

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Forte demande de financement au sein de la filière pour l'installation ou l'extension des fermes avicoles, des fabriques d'aliments, des points de vente de produits avicoles, d'officines vétérinaires, etc. • Existence d'opérateurs économiques ; • Existence des projets et programme axés sur la production de riz ; • Existence de producteurs de riz et de manioc ; • Existence de GVEC (Groupement des Villageois d'Epargne et de Crédit) ; • Existences des institutions de microfinance ; • Organisation des producteurs au sein d'unions, de coopératives, de groupements, etc. • Existence des entreprises d'agrobusiness.	• Accès difficile aux financements, pénalisant le développement de la filière ; • Insuffisance des organismes de financement à l'intérieur du pays ; • Taux d'intérêt élevé des organismes de financement ; • Incohérence et mauvaise coordination des interventions des projets et programmes ; • Faible implication des opérateurs économiques dans la production de riz et de manioc ; • Superposition des projets et programmes dans la production de riz ; • Manque de projets et programmes de développement dans la production du manioc ; • Insuffisance de projets et programmes de grande envergure basés sur le développement de la chaine de la valeur du riz et du manioc ; • Manque d'assurance pour sécurisation des investissements dans production de riz et de manioc ; • Un Taux Annuel Effectif Global (TAEG) élevé aux alentours de 36% ; • Absence d'une banque agricole.	• Renforcer le maillage territorial des organismes de microfinances ; • Mettre en place un fonds de garantie en faveur des opérateurs de la filière avicole intensive ; • Mettre en place un mécanisme d'appui technique et de suivi-évaluation des bénéficiaires de crédits ; • Identifier les domaines d'interventions des sociétés minières pour le financement de l'agriculture et de l'élevage ; • Encourager le secteur privé à produire le riz et le manioc ; • Harmoniser les interventions et la coordination des programmes et projets dans la production du riz et du manioc ; • Accorder des subventions pour faciliter l'accès aux intrants et équipements ; • Favoriser la création d'une banque agricole ; • Mobiliser les ressources financières, impliquer les services techniques pour la formulation et l'exécution des projets et programmes.

7. Défis du secteur agropastoral face aux effets du changement climatique, la santé des sols, des végétaux et des animaux : quelles perspectives pour le développement agropastoral en Guinée ?

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Fort potentiel agro pastoral de la région ; • Politiques et stratégies nationales disponibles pour le développement agropastoral de la Guinée ; • Partenariats en cours avec les organisations régionales et internationales ; • Existence d'un comité technique de lutte contre la sècheresse ; • Existence des éco-gardes (conservateurs de nature) ; • Existence de services techniques sur le terrain ; • Existence de variétés locales résistantes ; • Existence des centres semenciers ; • Existence d'un projet écologique ; • Des conditions climatiques favorables ; • Intégration agriculture et élevage	• Utilisation abusive des engrais chimiques ; • Faiblesse du financement, de la mise en œuvre et du suivi des plans d'actions sectoriels et multisectoriels • Difficultés de coordination des interventions pour le développement du secteur ; • Manque de synergie et de concertation entre les différentes parties prenantes ; • Coupe abusive des bois ; • Pratique de l'agriculture sur brulis ; • Chasse des animaux protégés ; • Défrichement des têtes de sources ; • Utilisation non raisonnée des produits chimiques ; • Déforestation ; • Existence des feux de brousse.	• Renforcer le maillage territorial des organismes de microfinances ; • Mettre en place un fonds de garantie en faveur des opérateurs de la filière avicole intensive ; • Mettre en place un mécanisme d'appui technique et de suivi-évaluation des bénéficiaires de crédits ; • Identifier les domaines d'interventions des sociétés minières pour le financement de l'agriculture et de l'élevage ; • Encourager le secteur privé à produire le riz et le manioc ; • Harmoniser les interventions et la coordination des programmes et projets dans la production du riz et du manioc ; • Accorder des subventions pour faciliter l'accès aux intrants et équipements ; • Favoriser la création d'une banque agricole ; • Mobiliser les ressources financières, impliquer les services techniques pour la formulation et l'exécution des projets et programmes.



RECOMMANDATIONS MAJEURES SUR DES THÉMATIQUES TRANSVERSALES ET SPÉC FIQUES

Ressources Humaines

- Initier un programme de recrutement et de formation des chercheurs dans le secteur agricole ;
- Initier un programme de recrutement et de formation des conseillers agricoles.

Porciculture

- Appuyer le développement de la filière porcine en Basse Guinée.

Saliculture

- Investir dans le développement de la saliculture solaire pour la protection de l'environnement des mangroves.



PRIORISATION DES RECOMMANDATIONS

Thématique	Recommandations	Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
Problématique des infrastructures rurales (aménagements hydro-agricoles et pastoraux, pistes rurales, magasins de stockage, fermes…) quelle approche de durabilité	Renforcer l'élaboration et l'application de la règlementation dans le domaine de l'installation des fermes avicoles			
	Faciliter l'accès aux crédits avec des conditions de remboursement adaptées			
	Renforcer les capacités techniques des acteurs de la chaine de valeur			
	Mettre en place une base de données de géolocalisation des fermes avicoles intensives			
	Favoriser la construction et l'équipement des abattoirs modernes			
	Aménager les espaces pastoraux			
	Identifier et cartographier les pistes de transhumance			
	Lancer les activités du plan d'action validé de la SNDR2 suivant son calendrier			
	Encourager l'utilisation des énergies renouvelables			
Défis liés à l'accès durable aux intrants agricoles et d'élevage, à la mécanisation et état des lieux des institutions nationales d'appui à l'agriculture et à l'élevage	Renforcer la capacité organisationnelle des OP à tous les niveaux			
	Redynamiser les services techniques publics			
	Poursuivre la subvention des intrants avicoles			
	Promouvoir le développement de la production du maïs			
	Doter les services en équipements de conservation des vaccins			
	Renforcer les capacités des agents vaccinateurs (formation, sensibilisation, etc.) ;			
	Renforcer les capacités des éleveurs à la fabrication des aliments de bétail.			
	Développer la capacité nationale de production de semences améliorées et d'aliments bétail			
	Renforcer la capacité des acteurs de la production			
	Promouvoir une mécanisation adaptée aux écosystèmes,			
	Réhabiliter et équiper les centres de conditionnement des semences et stations de recherche			
	Réaliser la carte de fertilité des sols			
	Appliquer les subventions aux intrants			
	Favoriser la mise en place d'unités de production d'engrais			
	Accroître la couverture du territoire en conseillers techniques agricoles, les former et les doter d'équipements adéquats			
Défis de la recherche agro-pastorale pour la génération des technologies résilientes, adaptées et leur transfert via les canaux de vulgarisation de conseils agricoles appropriés	Relancer les centres de recherche agro zootechnique et de vulgarisation			
	Renforcer les capacités des chercheurs			
	Créer un Institut de la biodiversité agro-sylvo pastorale et halieutique			

Thématique	Recommandations	Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
Employabilité des jeunes et des femmes dans le secteur agropastoral entre les défis et les opportunités à saisir	Renforcer les capacités des acteurs des filières végétales et animales			
	Favoriser l'installation des cabinets vétérinaires dans les communes rurales			
	Faciliter l'accès des jeunes et des femmes aux crédits			
	Renforcer les capacités des jeunes et des femmes à l'esprit et la création d'entreprise			
	Créer un fonds spécifique pour les personnes vulnérables			
	Simplifier les procédures d'acquisition du foncier rural			
Valorisation des produits agricoles et animaux ; accès aux marchés locaux et régionaux (transformation, conditionnement et amélioration des circuits commerciaux).	Simplifier les procédures d'acquisition du foncier rural			
	Mettre en place des unités de transformation et de conservation des produits avicoles			
	Développer la chaine de valeur des produits agricoles			
	Réhabiliter l'usine de transformation du manioc en gari de Faranah			
	Réguler la production des emballages et promouvoir la labellisation			
	Relancer les unités de transformation et de conservation des produits locaux à l'arrêt			
Problématique de financement du secteur agropastoral et état des interventions des partenaires au développement, du secteur privé (agro-business, cohérence et coordination des interventions)	Renforcer le maillage territorial des organismes de microfinances			
	Mettre en place un fonds de garantie en faveur des opérateurs de la filière avicole intensive			
	Mettre en place un mécanisme d'appui technique et de suivi-évaluation des bénéficiaires de crédits			
	Identifier les domaines d'interventions des sociétés minières pour le financement de l'agriculture et de l'élevage			
	Encourager le secteur privé à produire le riz et le manioc			
	Harmoniser les interventions et la coordination des programmes et projets dans la production du riz et du manioc			
	Accorder des subventions pour faciliter l'accès aux intrants et équipements			
	Favoriser la création d'une banque agricole			
	Mobiliser les ressources financières, impliquer les services techniques pour la formulation et l'exécution des projets et programmes			

Thématique	Recommandations	Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
Défis du secteur agropastoral face aux effets du changement climatique, la santé des sols, des végétaux et des animaux : quelles perspectives pour le développement agropastoral en Guinée ?	Renforcer le reboisement			
	Renforcer la lutte contre les feux de brousse			
	Renforcer la règlementation de l'exploitation forestière			
	Rationnaliser l'utilisation des produits chimiques			
	Valoriser et développer l'agroécologie			
	Redynamiser les services des eaux et forêts pour mieux protéger l'environnement			
	Mettre en place des unités de production d'engrais naturels			
	Vulgariser et faire appliquer le nouveau code pastoral			
	Etablir une convention entre agriculteurs et éleveurs pour le vivre ensemble dans l'harmonie Installer des bureaux de prévention et de gestion des conflits			
	Promouvoir les activités agrosylvopastorales			
	Valoriser le schéma directeur d'aménagement et de gestion des espaces pastoraux			
	Promouvoir le reboisement des zones dénudées			
	Sensibiliser les producteurs sur le concept de changement climatique			
	Mettre en œuvre un programme de reboisement			
	Assurer la protection des forêts classées			
	Assurer la protection des têtes de source			
Thématiques transversales et spécifiques				
Ressources humaines	Initier un programme de recrutement et de formation des chercheurs dans le secteur agricole			
	Initier un programme de recrutement et de formation des conseillers agricoles			
Porciculture	Appuyer le développement de la filière porcine en Basse Guinée			
Saliculture	Investir dans le développement de la saliculture solaire pour la protection de l'environnement des mangroves			

8.1.2. MOYENNE GUINEE

La Moyenne Guinée est une région de montagnes et de plateaux. Son relief est fortement entaillé par les vallées avec des plaines et dépressions intérieures. Les sols fortement dégradés sont progressivement remplacés par des bowé, ce qui rétrécit l'étendue des terres agricoles.
Les nombreux cours d'eau qui y prennent leur source font de cette région le Château d'eau de l'Afrique de l'Ouest. Les précipitations y sont moyennes.
Elles varient entre 1 250 et 2 000 mm par an. C'est une zone de pâturage, d'agrumes et de jardins potagers. Elle a pour principales cultures : l'arachide, le fonio, le manioc, la mangue, le maïs, les légumes et la pomme de terre.
Le lancement Officiel des concertations de la Moyenne Guinée a été fait par le Directeur de Cabinet du Gouvernorat de Labé, au nom du Gouverneur en présence des autorités régionales, préfectorales et communales.
Ont pris part aux travaux, 80 participants provenant des Préfectures de Labé, Koubia, Lélouma, Mali, Mamou, Dalaba, Pita, Gaoual et Koundara, représentant les DRAE, DPAE, CNA, les organisations professionnelles des filières Riz, bétail viande, lait, maraichage, avicole, apicole, fruitier.



8.1.2.1. DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Avec une approche filière pour concentrer les connaissances et les compétences, une première étape de la méthodologie a consisté à valider les principales filières de production reconnues en Moyenne Guinée à savoir les filières Bétail/viande, lait, maraichage, pomme de terre, aviculture, fonio, apiculture, riz, maïs, arachide.

Six (6) groupes de travail ont été formés à savoir :

- Pommes de terre et cultures maraichère ;
- Cultures vivrières (riz, maïs) ;
- Arachide et fonio ;
- Ruminants ;
- Aviculture ;
- Apiculture.

Pour chaque groupe, ont été désignés 1 président, 1 modérateur et 1 rapporteur. Les outils de l'atelier ont ensuite été présentés et partagés.

8.1.2.2. Résultats et Recommandations par thématiques

1. Problématique des infrastructures rurales (aménagements hydro-agricoles et pastoraux, pistes rurales, magasins de stockage, fermes...) quelle approche de durabilité ?

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Disponibilité de terres arables • Existence d'un schéma directeur d'aménagement de 64 espaces pastoraux ; • Existence des zones de pâturage ; • Existence de quelques fourrages et retenues collinaires (Gaoual-Koundara) • Existence de fermes avicoles ; • Existence d'équipements et de matériel apicole adéquats.	• Vétusté et insuffisance des aménagements hydro agricoles et des pistes rurales ; • Manque d'aménagements agropastoraux; • Insuffisance d'infrastructures adaptées pour la conservation et la transformation des produits agropastoraux ; • Absence d'équipements agricoles spécifiques pour le fonio et l'arachide • Inexistence d'unités de fabrique d'aliments pour bétail ; • Non-respect des normes de mise en place des fermes avicoles ; • Insuffisance de couvoirs pour la production de poussins d'un jour • Insuffisance de mielleries.	• Faire des aménagements hydro agricoles • Aménager des espaces pastoraux • Réaliser des infrastructures de conservation et de transformation des produits agropastoraux • Désenclaver les zones de production • Vulgariser le code pastoral • Construire des unités de fabrique d'aliment pour le bétail • Construire des centres apicoles et mielleries

2. Problématique des infrastructures rurales (aménagements hydro-agricoles et pastoraux, pistes rurales, magasins de stockage, fermes...) quelle approche de durabilité ?

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Existence de variétés de maïs et de riz hautement productives • Existence d'officines vétérinaires privées.	• Absence de politiques adéquates pour la production, l'acquisition et la distribution des intrants agricoles et d'élevage.	• Mettre à disposition des intrants de qualité en tenant compte du calendrier agricole • Former des producteurs sur l'utilisation des intrants (engrais et produits phyto) • Professionnaliser des services d'approvisionnement et de prestation • Mettre en place de dispositifs de production d'engrais organiques • Conserver les races locales • Respecter le calendrier des campagnes de vaccination • Relancer le programme d'insémination et d'amélioration génétique • Installer et accompagner des vétérinaires privés • Assurer une production intensive du maïs et de soja • Mettre en place et renforcement des centres de prestation agricole dans toutes les préfectures

3. Défis de la recherche agropastorale pour la génération des technologies résilientes, adaptées et leur transfert via les canaux de vulgarisation de conseils agricoles approprié

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Existence des centres de recherche agronomique ; • Existence de centres de vulgarisation agropastorale ; • Existence de centres d'appui à l'élevage ; • Existence des conseillers agricoles • Existence de laboratoires vétérinaires fiables.	• Sous-équipements des centres de recherches, de vulgarisations et d'appui à l'élevage ; • Manque de personnel chercheurs, de techniciens, et de conseillers agricoles ; • Inexistence de la recherche zootechnique ; • Faible diffusion des innovations agricoles et zootechniques	• Renforcer les structures de recherche, de vulgarisation et conseil agricole • Promouvoir la recherche zootechnique • Mettre à disposition de ressources humaines suffisantes et qualifiées pour la recherche et le conseil agricole

4. Employabilité des jeunes et des femmes dans le secteur agropastoral entre les défis et les opportunités à saisir

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Population à forte majorité de couches juvénile et féminine ; • Existence de filières porteuses d'emploi pour les jeunes et les femmes (maraichage, aviculture, embouche, etc.).	• Manque de projets innovants pour l'insertion des jeunes et les femmes ; • Difficulté d'accès au foncier et au financement ; • Exode rural.	• Faciliter l'accès à la terre aux jeunes et aux femmes • Initier des programmes de formation sur les pratiques agropastorales • Promouvoir des groupements de jeunes et de femmes

5. Valorisation des produits agricoles et animaux ; accès aux marchés locaux et régionaux (transformation, conditionnement et amélioration des circuits commerciaux),

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Existence de marchés locaux et régionaux des produits agropastoraux ; • Existence des organisations socioprofessionnelles ; • Diversité de produits agropastoraux à valoriser.	• L'insuffisance d'unités de stockage, de transformation, de conditionnement, de conservation ; • Difficulté d'accès aux marchés ; • Méconnaissance de certaines techniques de transformation et de conditionnement ; • Faible accès à l'électricité.	• Installer des unités de transformation et de conditionnement • Mettre en place des plateformes de conservation et de conditionnement des produits agropastoraux • Renforcer les capacités des acteurs sur les circuits de commercialisation

6. Problématique de financement du secteur agropastoral et état des interventions des partenaires au développement, du secteur privé (agro-business, cohérence et coordination des interventions)

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Proximité des structures de micro finance dans les principales zones de production ; • Création et opérationnalisation du FODA.	• Absence d'une banque agricole ; • Accès limité aux crédits des petits exploitants ; • Méconnaissance de certaines techniques de transformation et de conditionnement ; • Faible accès à l'électricité ; • L'absence de formalisation des promoteurs agropastoraux ; • Absence de garanties.	• Faciliter l'accès au financement à travers un système de garantie • Promouvoir les institutions financières spécialisées dans le financement du secteur agropastoral

7. Défis du secteur agropastoral face aux effets du changement climatique, la santé des sols, des végétaux et des animaux : quelles perspectives pour le développement agropastoral en Guinée ?

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Conditions édapho-climatiques favorables ; • Existence de variétés et races animales résistantes aux changements climatiques ; • Ressource en eau disponible.	• Les feux de brousse ; • La méconnaissance des producteurs face aux changements climatiques ; • Dépendance aux systèmes de production et d'élevage extensifs ; • Faible capacité d'adaptation et de résilience des producteurs face aux changements climatiques ; • Persistance des actions anthropiques néfastes	• Vulgariser et mettre en application la Loi d'orientation agricole et le Code pastoral • Promouvoir les pratiques agropastorales climato-intelligentes • Sensibiliser sur l'utilisation raisonnée des engrais et produits phytosanitaire

PRIORISATION DES RECOMMANDATIONS

Thématique	Recommandations	Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
Problématique des infrastructures rurales (aménagements hydro-agricoles et pastoraux, pistes rurales, magasins de stockage, fermes…) quelle approche de durabilité	Aménagements hydroagricoles			
	Aménagement d'espaces pastoraux			
	Réalisation d'infrastructures de conservation et de transformation des produits agropastoraux			
	Désenclavement des zones de production			
	Vulgarisation du code pastoral			
	Construction des unités de fabrique d'aliment pour le bétail			
	Construction des centres apicoles et mielleries			
Défis liés à l'accès durable aux intrants agricoles et d'élevage, à la mécanisation et état des lieux des institutions nationales d'appui à l'agriculture et à l'élevage	Mise à disposition des intrants de qualité en tenant compte du calendrier agricole			
	Formation des producteurs sur l'utilisation des intrants (engrais et produits phyto)			
	Professionnalisation des services d'approvisionnement et de prestation			
	Mise en place de dispositifs de production d'engrais organiques			
	Mise en place et renforcement des centres de prestation agricole dans toutes les préfectures			
	Conservation des races locales			
	Respect du calendrier des campagnes de vaccination			
	Relancer le programme d'insémination et d'amélioration génétique			
	Installer et accompagner des vétérinaires privés			
	Assurer une production intensive du maïs et de soja			
Défis de la recherche agro-pastorale pour la génération des technologies résilientes, adaptées et leur transfert via les canaux de vulgarisation de conseils agricoles appropriés	Renforcement des structures de recherche, de vulgarisation et conseil agricole			
	Promotion de la recherche zootechnique			
	Mise à disposition de ressources humaines suffisantes et qualifiées pour la recherche et le conseil agricole			
Employabilité des jeunes et des femmes dans le secteur agropastoral entre les défis et les opportunités à saisir	Facilitation de l'accès à la terre aux jeunes et aux femmes			
	Initiation de programmes de formation sur les pratiques agropastorales			
	Promotion de groupements de jeunes et de femmes			

Thématique	Recommandations	Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
Valorisation des produits agricoles et animaux ; accès aux marchés locaux et régionaux (transformation, conditionnement et amélioration des circuits commerciaux).	Installation des unités de transformation et de conditionnement			
	Mise en place des plates formes de conservation et de conditionnement des produits agropastoraux			
	Renforcement des capacités des acteurs sur les circuits de commercialisation			
Problématique de financement du secteur agropastoral et état des interventions des partenaires au développement, du secteur privé (agro-business, cohérence et coordination des interventions)	Facilitation de l'accès au financement à travers un système de garantie			
	Promotion d'institutions financières spécialisées dans le financement du secteur agropastoral			
Défis du secteur agropastoral face aux effets du changement climatique, la santé des sols, des végétaux et des animaux : quelles perspectives pour le développement agropastoral en Guinée ?	Vulgarisation et mise en application de la Loi d'orientation agricole et du Code pastoral			
	Promotion de pratiques agropastorales climato-intelligentes			
	Sensibilisation sur l'utilisation raisonnée des engrais et produits phytosanitaires			

8.1.3. HAUTE GUINEE

La Haute Guinée fait partie d'une unité géographique morphologiquement et climatiquement très étendue. C'est une région de savanes et de plateaux. Le fleuve Niger et ses affluents y ont entaillé des plaines humides en terrasses très favorables à la riziculture inondée.



Du point de vue du climat, c'est la région la plus aride de la Guinée. Les précipitations varient entre 1 200 et 1 800 mm par an. La saison sèche est plus longue.

Malgré l'existence de vastes plaines fluviales rizicultivables, la Haute Guinée n'a pas une agriculture prospère à cause des épisodes de sècheresse fréquents. Elle est, par contre, une zone favorable à l'élevage. Elle a pour principales cultures : le fonio, l'oignon, les cultures maraichères, le coton, le sésame, la mangue, les tubercules et le riz.

Le lancement Officiel des concertations de la Haute Guinée a été fait par Mr le Gouverneur de la Région en présence des autorités Préfectorales et Communales.

Ont pris part aux travaux, 88 participants provenant des Préfectures de Dabola, Dinguiraye, Faranah, Kankan, Kérouané, Kouroussa, Mandiana et Siguiri, représentant les DRAE, DPAE, CNA, les organisations professionnelles des filières riz, maïs, igname, bétail viande et lait, apiculture, coton, fruitier, légumineuse (arachide, niébé), tubercules (manioc, patate douce), fonio.

8.1.3.1. Déroulement des Travaux

Avec une approche filière pour concentrer les connaissances et les compétences, une première étape de la méthodologie a consisté à valider les principales filières de production reconnues en Haute Guinée à savoir les filières riz, maïs, igname, bétail viande, lait, apiculture, coton, fruitier, légumineuse (arachide, niébé), tubercules (manioc, patate douce), fonio.

Deux groupes de travail ont été formés à savoir :
- Agriculture ;
- Elevage.

Pour chaque groupe, ont été désignés 1 président, 1 modérateur et 1 rapporteur. Les outils de l'atelier ont ensuite été présentés et partagés.



8.1.3.2. Résultats et Recommandations par thématiques

1. Problématique des infrastructures rurales (aménagements hydro-agricoles et pastoraux, pistes rurales, magasins de stockage, fermes…) quelle approche de durabilité.

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• L'état • La disponibilité des producteurs • L'existence des domaines agricoles • Existence des PTF • Existence de 5 zones de pâture aménagées en Haute Guinée • Existence de fermes avicoles • Existence de domaines apicoles • Présence d'abeilles à l'état sauvage	• Insuffisance de zones de pâture aménagé • Pas de point d'eau • Insuffisance de marché à bétail • Pas d'abattoir moderne • Pas de boucherie moderne • Pas de couloir de transhumance • Pas de magasins d'aliments • Pas de pistes d'accès aux sites de production • Insuffisance d'unités de fabrique d'aliments pour animaux • Non-respect des normes de construction des fermes • Insuffisance de miellerie • Insuffisance d'aménagements hydroagricoles et pastoraux et non entretien de ceux existants • Insuffisance des magasins de stockage • Insuffisance d'équipements agricoles (tracteurs, moissonneuse batteuse, etc.)	• Aménager des domaines agricoles • Construire des magasins de stockage • Construire des aires de battage et de séchage • Désenclaver des zones de production • Clôturer les zones de production • Opérationnaliser les BTGR, SPGR • Prioriser les aménagements hydro-agricoles et les pistes rurales • Entretenir les infrastructures existantes • Limiter les actions anthropiques • Mettre en place, formaliser et renforcer les capacités des comités de gestion des infrastructures • Délimiter et aménager les zones de pâture • Réaliser les points d'eau pastoraux • Réaliser des infrastructures de stockage pour équipements et intrants d'élevage • Mettre en place et baliser des couloirs de transhumance • Réaliser des unités de fabrique d'aliments • Faire respecter les normes de construction rurale • Construire des mielleries • Faciliter l'acquisition des véhicules (bétaillères) pour le transport des animaux.

2. Défis liés à l'accès durable aux intrants agricoles et d'élevage, à la mécanisation et état des lieux des institutions nationales d'appui à l'agriculture et à l'élevage

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Existence d'officines, de cabinets vétérinaires, laboratoires et services techniques à travers le pays ; • Structuration des filières d'élevages • Disponibilité des semences locales • Disponibilité des engrais minéraux • Disponibilité des pesticides • Existence des centres de prestation agricoles • Disponibilité des engins agricoles sur le marché • Existence des institutions nationales d'appui à l'agriculture	• Insuffisance de structures formelles d'importation et de distribution des produits vétérinaires et intrants d'élevage • Faible implication de l'Etat dans le contrôle de l'importation et la distribution des produits, matériels et intrants d'élevage et vétérinaires • Retard d'approvisionnement en vaccin • Difficultés d'acquisition et coût élevé des intrants • Non financement des projets d'élevage • Difficultés d'approvisionnement en poussins de qualité • Importation massive de carcasses de poulets • Faiblesse des rendements • Semences mélangées (de tout venant) • Insuffisance des producteurs semenciers • Insuffisance de formations des producteurs semenciers • Manque de certification des semences importées • Manque des magasins d'engrais au niveau des CR • Manque d'accès aux intrants à la base • Insuffisance d'engins agricoles (moissonneuses et batteuses) • Absence de CPA dans les CR • Insuffisance de petits outillages agricoles • Insuffisances de conseillers agricoles • Manque de laboratoire pour l'analyse des sols • Manque de formation en conduite et maintenance des engins agricoles	• Améliorer le contrôle de la qualité des produits vétérinaires et intrants d'élevage • Favoriser la création et/ou l'installation de structures formelles de production locale et de distribution des produits, matériels et intrants d'élevage • Encourager la production du maïs en quantité et en qualité • Interdire l'importation de carcasses de poulets • Faciliter l'accès aux intrants agricoles • Favoriser la production locale des semences maraichères • Augmenter la capacité opérationnelle des CPA • Introduire des semences améliorées certifiées à haut rendement • Réhabiliter les chambres régionales et préfectorales d'agriculture dans la distribution des intrants en collaboration avec les DPAE, DRAE et les organisations faitières • Augmenter le nombre de conseillers agricoles et chefs de poste d'élevage.

3. Défis de la recherche agropastorale pour la génération des technologies résilientes, adaptées et leur transfert via les canaux de vulgarisation de conseils agricoles appropriés

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Existence de laboratoires vétérinaires • Existence des agents techniques • Présence de cheptel • Existence de l'IRAG • Existence des variétés améliorées (CK, perta, Nérica, Tokoumbo, AK) • Présence des services techniques (DNPV-DS, SERPROCA) • Vulgarisation du conseil agropastoral par les services techniques	• Peu d'initiatives en élevage par rapport à la génération des technologies résilientes • La race N'dama peu productive en lait ; • Manque d'aliments pour bétail ; • Insuffisance d'unités de transformation d'aliments pour animaux ; • Insuffisance de vulgarisation des résultats de recherche à la base • Faible ratio des conseillers agricoles • Manque	• Vulgariser les résultats de recherche et les données météorologiques pour faciliter les campagnes agricoles ; • Créer un cadre de concertation périodique entre recherche, vulgarisation et producteurs ; • Déployer des conseillers à raison d'un conseiller agricole par district ; • Intensifier la visibilité des plateformes de vulgarisation (n° vert 133) et faire intervenir les DPAE, CNA et les paysans leaders dans les émissions interactives des radios rurales et communautaires ; • Démultiplier les champs écoles paysans dans les différentes filières ; • Soutenir les initiatives de renforcement de capacités des organisations socioprofessionnelles par le biais des voyages d'études ; • Renforcer le personnel dans les différentes structures de recherche ; • Soutenir la création des variétés améliorées, résilientes et adaptées au changement climatique ; • Introduire les paquets technologiques mis au point par la recherche en milieu paysan ; • Doter les centres et stations de recherche en matériels et équipements agricoles, en logistiques et en laboratoires ; • Récupérer les domaines hydroagricoles aménagés et sécurisés ; • Restaurer et fertiliser les sols ; • Mettre à disposition des moyens financiers suffisants et à temps ; • Formaliser la situation administrative des stagiaires ; • Renforcer les capacités techniques et matérielles des agents et encadreurs d'élevage ; • Diffuser le code pastoral et le code de l'élevage et des produits animaux à travers tout le pays ; • Introduire les plantes fourragères exotiques dans les pâturages ; • Promouvoir l'amélioration génétique à travers l'insémination artificielle ; • Mettre en place des unités de fabrique d'aliments en élevage.

4. Employabilité des jeunes et des femmes dans le secteur agropastoral entre les défis et les opportunités à saisir

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Existence de jeunes et femmes qui exercent dans le secteur agropastoral • Existence des secteurs d'activités qui intéressent les jeunes et femmes dans le cadre de la production, la transformation et la commercialisation • Existence du potentiel humain • Disponibilité des ruches traditionnelles • Nombreux jeunes et femmes employés dans l'aviculture	• Insuffisance de structures de financement pour accompagner les jeunes et les femmes • Taux d'intérêt très élevé des crédits disponibles • Insuffisance de structuresd'encadrement des jeunes et des femmes • Coût élevé des matériels de transformation des produits agricoles • Méconnaissance des notions ''Esprit d'entreprise'' et ''Création d'entreprise'' au niveau des femmes et des jeunes ; • Non intéressement des jeunes et des femmes dans les activités agropastorales ; • Insuffisance de projets d'élevage ; • Départ massif de jeunes valides vers l'occident • Manque de formation technique et financière	• Mettre en place des structures de financement pour les jeunes et femmes • Lutter contre l'exode rural et l'immigration clandestine • Mettre en place des structures d'accompagnement et de formation technique des jeunes et des femmes • Normaliser l'exploitation minière • Lutter contre les stupéfiants • Appuyer les structures des jeunes et les femmes à travers le financement de leurs projets • Accompagner la filière apicole par la mise à disposition de ruches kenyanes

5. Valorisation des produits agricoles et animaux ; accès aux marchés locaux et régionaux (transformation, conditionnement et amélioration des circuits commerciaux),

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Existence de produits locaux en quantité suffisante • Disponibilité de la main d'œuvre pour la transformation • Grande capacité de production des œufs de consommation • Capacité de produire les poulets de chair en quantité et en qualité • Existence d'un grand potentiel de résidus agro-industriels	• Insuffisance de matériels de transformation • Insuffisance de formation en technique de transformation • Manque d'emballages appropriés • Insuffisance d'infrastructures de conservation • Manque de labélisation des produits agropastoraux • IInsuffisance de structures de collecte et de commercialisation • Absence de structures de régulation des prix dans les marchés • Mauvaise qualité des produits à transformer • Coût élevé de la transformation des produits locaux • Manque de chaine de froid pour la conservation et la transformation • Difficultés d'écoulements de la viande de volaille dues à l'importation massive de carcasses de poulets • Insuffisance de formation des acteurs pour la valorisation des produits animaux et agro-industriels • Exportation des sous-produits agricoles notamment (son de riz, de maïs et grains de coton) • Manque d'organisation de la chaine de valeur • Non valorisation des produits locaux par l'Etat • Manque de matériels adéquats pour la récolte du miel • Non financement des projets élaborés par les éleveurs de la filière Bétail-viande par le FODA ; • Absence de structures de financement de la filière bétail-viande ; • Structures existantes non cohérentes avec les secteurs de ladite filière	• Installer des équipements adaptés pour la transformation • Organiser des foires agricoles ; • S'ouvrir sur les marchés sous régionaux et régionaux ; • Interdire l'importation de carcasses de poulets pour encourager la production locale ; • Apporter des appuis techniques et financiers ; • Valoriser la production locale agropastorale ; • Interdire l'exportation des sous-produits agricoles notamment (son de riz, de maïs et grains de coton) ; • Mettre en place des unités de transformation des sous-produits agricoles pour l'alimentation du bétail ; • Favoriser la labélisation des produits animaux ; • Favoriser le financement des projets élaborés par les acteurs de la filière bétail-viande.

6. Problématique de financement du secteur agropastoral et état des interventions des partenaires au développement, du secteur privé (agro-business, cohérence et coordination des interventions

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Existence de structures de financement et des partenaires techniques et financiers dans le secteur agricole • Existence des projets de développement agricole • Existence d'une subvention de l'état en maïs • Existence de la FINA	• Absence de banque agricole • Insuffisance de crédit adopté • Manque de synergie d'action entre les projets de développement agricole • Manque de transparence dans le financement • Inadéquation entre l'appui et la demande des éleveurs	• Créer une banque agricole adaptée ; • Faciliter l'accès au crédit agricole ; • Créer un cadre de concertation entre les PTF, l'Etat et la CNA ; • Mettre en place des comités de gestion et de suivi pour la pérennisation des projets de développement ; • Réduire les intermédiaires dans la mise en œuvre des projets ; • Consulter les représentants des éleveurs avant chaque prise de décision les concernant ; • Rendre les financements transparents dans le secteur Elevage.

7. Défis du secteur agropastoral face aux effets du changement climatique, la santé des sols, des végétaux et des animaux : quelles perspectives pour le développement agropastoral en Guinée ?

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Prise de conscience généralisée sur les impacts du changement climatique • Présence des semences hâtives • Existence des cours d'eaux ; • Fertilité du sol ; • Existence de certaines forêts primaires ; • Existence de sociétés minières	• Faible engagement de l'Etat dans la lutte contre le changement climatique • Dégradation de la fertilité des sols • Prolifération des emballages plastiques • Inefficacité du service national du sol • Inefficacité du service météorologie • Coupes anarchiques des bois ; • Utilisation abusive des produits chimiques ; • Manque de formation adéquate des techniciens ; • Manque de motivation des agents de l'Etat pour les suivis et rapports ; • Mauvaise organisation de la transhumance transfrontalière ; • Non cohérence du protocole d'accord établit entre la Guinée et le Mali par rapport au calendrier agricole ; • Tracasseries douanières, policières et agents de l'Environnement sur les marchands de bétail lors des transports ; • Exploitation irrationnelle des sociétés minières pour la gestion des produits chimiques (cyanure).	• Encourager la création et la vulgarisation des semences résilientes • Promouvoir l'agroforesterie • Planifier l'autorisation de la divagation des animaux du 20 janvier au 15 mai ; • Mettre en place un programme de reboisement ; • Assurer le renforcement des équipes de suivi des dégâts causés par les sociétés minières sur les agropasteurs. • Assurer des formations sur les techniques d'utilisation des produits chimiques ; • Mettre en place une structure pour l'entretien et la protection des cours d'eaux ; • Créer des pâturages aménagés ; • Mettre les agents des eaux et forêts dans les dispositions d'appliquer les lois de protection de l'Environnement ; • Promouvoir l'agroécologie



PRIORISATION DES RECOMMANDATIONS

Thématique	Recommandations	Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
Problématique des infrastructures rurales (aménagements hydro-agricoles et pastoraux, pistes rurales, magasins de stockage, fermes…) quelle approche de durabilité	Construire des magasins de stockage			
	Clôturer les zones de production			
	Réaliser des usines de fabrique d'aliments			
	Prioriser les aménagements hydro-agricoles et les pistes rurales			
	Entretenir les infrastructures existantes			
	Délimiter, aménager et réaliser les espaces pastoraux			
	Construire des mielleries			
	Désenclaver des zones de production			
Défis liés à l'accès durable aux intrants agricoles et d'élevage, à la mécanisation et état des lieux des institutions nationales d'appui à l'agriculture et à l'élevage	Faciliter l'accès aux intrants agricoles			
	Réhabiliter les chambres régionales et préfectorales d'agriculture dans la distribution des intrants en collaboration avec les DPAE, DRAE et les organisations faitières			
Défis de la recherche agropastorale pour la génération des technologies résilientes, adaptées et leur transfert via les canaux de vulgarisation de conseils agricoles appropriés	Faciliter l'accès aux intrants agricoles			
	Réhabiliter les chambres régionales et préfectorales d'agriculture dans la distribution des intrants en collaboration avec les DPAE, DRAE et les organisations faitières			
	Procéder à la restauration et à la fertilisation des sols ;			
	Créer un cadre de concertation périodique entre recherche, vulgarisation et producteurs ;			
	Vulgariser les résultats de recherche et les données météorologiques pour faciliter les campagnes agricoles			
	Introduire les paquets techno-logiques mis au point par la recherche en milieu paysan			
Employabilité des jeunes et des femmes dans le secteur agropastoral entre les défis et les opportunités à saisir	Augmenter le nombre de conseillers agricoles et chefs de poste d'élevage			
	Lutter contre l'exode rural et l'immigration clandestine			
Valorisation des produits agricoles et animaux ; accès aux marchés locaux et régionaux (transformation, conditionnement et amélioration des circuits commerciaux).	Installer des équipements adaptés pour la transformation			
	Organiser des foires agricoles			
	Valoriser la production locale agropastorale ;			
	Favoriser la labélisation des produits animaux ;			
Problématique de financement du secteur agropastoral et état des interventions des partenaires au développement, du secteur privé (agro-business, cohérence et coordination des interventions)	Mettre en place des structures de financement pour les jeunes et femmes			
	Créer une banque agricole adaptée et faciliter l'accès au crédit			
Défis du secteur agropastoral face aux effets du changement climatique, la santé des sols, des végétaux et des animaux : quelles perspectives pour le développement agropastoral en Guinée ?	Soutenir la création des variétés améliorées, résilientes et adaptées au changement climatique ;			
	Diffuser le code pastoral et le code de l'élevage et des produits animaux à travers tout le pays			
	Promouvoir l'agroécologie et l'agroforesterie			
	Restaurer les zones dégradées			
	Créer des forêts communautaires			
	Contribuer à l'amélioration du respect des textes réglementaires et législatifs relatifs à la protection de l'Environnement			

8.1.4. GUINEE FORESTIERE

La Guinée Forestière doit son nom à la forêt humide qui couvrait la majeure partie de son territoire. Le relief de la Guinée Forestière est entièrement dominé par la dorsale guinéenne sur laquelle se juxtaposent des massifs élevés aux versants souvent abrupts, des plateaux, des plaines de piedmont, des bas-fonds et des vallées inondables.

Son climat est de type subéquatorial avec des précipitations abondantes et quasi régulières tout au long de l'année (environ 8 à 9 mois). La pluviométrie moyenne annuelle varie entre 1 800 et 2 300 mm. Cette région est le domaine des cultures vivrières et industrielles. Elle a pour principales cultures : le riz, le café, la banane plantain, le piment, le palmier à huile, l'hévéa et le cacao.
Le lancement officiel des concertations de la Guinée Forestière a été fait par Monsieur le Chef de Cabinet, représentant le Gouverneur de Région en présence des autorités Préfectorales et Communales.

Ont pris part aux travaux, 83 participants provenant des Préfectures de Nzérékoré, Beyla, Guéckédou, Lola, Macenta, et Kissidougou, représentant les DRAE, DPAE, CNA, les organisations professionnelles des filières café cacao, riz, palmier huile hévéa, tubercules (igname et manioc), banane plantain, bétail viande et lait, porc, aviculture, fruits (ananas).

8.1.4.1. DÉROULEMENT DES TRAVAUX



Les thématiques des états généraux du secteur agropastoral guinéen lors des concertations régionales ont fait l'objet de débats par le biais d'une démarche participative et inclusive, permettant de faire un diagnostic approfondi et partagé avec l'ensemble des parties prenantes.
Avec une approche filière pour concentrer les connaissances et les compétences, une première étape de la méthodologie a consisté à valider les principales filières de production reconnues en Guinée Forestière à savoir les café cacao, riz, palmier huile hévéa, tubercules (igname et manioc), banane plantain, bétail viande et lait, porc, aviculture, fruits (ananas).
Deux (2) groupes de travail ont été formés à savoir :

- Agriculteurs (5 sous-groupes)
- Eleveurs (3 sous-groupes)

Pour chaque groupe, furent désignés 1 président, 1 modérateur et 1 rapporteur. Les outils de l'atelier ont ensuite été présentés et partagés

8.1.4.2. Résultats et Recommandations par thématiques

1. Problématique des infrastructures rurales (aménagements hydro-agricoles et pastoraux, pistes rurales, magasins de stockage, fermes…) quelle approche de durabilité ?

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Domaines cultivables (plaines, bas-fonds…) aménageables ; • Abondance des cours d'eaux ; • Bonne pluviométrie ; • Conditions édapho-climatiques favorables • Existence de quelques infrastructures de stockage • Existence de plusieurs fermes privées • Existence de quelques pistes rurales	• Enclavement des zones de productions ; • Insuffisance des aménagements ; • Les difficultés d'écoulement des produits agricoles ; • Vétusté et mauvaise qualité des aménagements existants ; • Insuffisance des magasins de stockage et des aires de battage et de séchage ; • Pistes rurales non entretenues • Manque d'infrastructures de conservation des produits périssables • Très peu d'infrastructures de transformation • Faiblesse du niveau de formations des techniciens chargés de l'exploitation des équipements	• Procéder à l'aménagement des plaines et des bas-fonds ainsi que des espaces pastoraux, au désenclavement des zones de production agricole et d'élevage et entretenir les pistes existantes (le génie rural doit donner des indications sur les espaces à aménager, les pistes prioritaires et les linéaires à réaliser dans une programmation raisonnable) • Faire l'état des lieux des magasins de stockage pour la réhabilitation et envisager de construire les infrastructures de conservation et de transformation, en particulier pour les produits maraichers et animaux • Procéder aux aménagements des bas-fonds et plaines dans une planification cohérente ainsi que des espaces pastoraux • Construction des boucheries et l'aménagement de marchés à bétail à la taille des Préfectures (les sites et le nombre doivent faire l'objet d'une programmation • Poursuivre les aménagements hydro-agricoles des plaines et des bas-fonds en vue de sédentariser les producteurs dans les périmètres aménagés. • Réglementer la transhumance intérieure et transfrontalière et vulgariser la loi d'orientation agricole et le code pastoral

2. Défis liés à l'accès durable aux intrants agricoles et d'élevage, à la mécanisation et état des lieux des institutions nationales d'appui à l'agriculture et à l'élevage

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• La région bénéficie variétés issues du centre de création variétale de Kilissi (Kindia) • L'existence des variétés locales et de variétés améliorées • L'existence d'un centre semencier à Guéckédou ; • L'existence de quelques producteurs semenciers formés et OP fonctionnelles • L'existence des centres de mécanisation agricole ; • Présence de quelques fournisseurs d'intrants (engrais, phytosanitaires, semences, matériel végétal, etc…) sur le marché • Existence d'un centre de production de matériel végétal de café à Macenta, • Développement du clonage de café dans la région	• L'inexistence d'une chaine régulière d'approvisionnement en semences • La dépendance des producteurs vis-à-vis de l'Etat pour la fourniture d'engrais et de produits phytosanitaires ; • La faiblesse du centre de Sérédou à fournir des technologies éprouvées pour les tubercules • Les producteurs semenciers de la région ne bénéficient pas de semences de base pour produire des semences R1 et R2 pour les céréales • Vétusté des équipements du centre semencier de Guéckédou • Absence de financement de la filière semencière dans la région • Les équipements de mécanisation des opérations culturales sont à la fois insuffisants, vétustes et mal exploités • Le manque d'entretien des équipements existants • Formation insuffisante à l'utilisation et à l'entretien des équipements agricoles	• La fourniture des engrais doit se faire sur une chaine dynamique auto-entretenue par le secteur privé avec une facilitation de l'accessibilité financière des producteurs à ce facteur de production • Utiliser l'accompagnement des acteurs, des services déconcentrés, des centres d'appui, des OPA et OPE, des projets, et des sociétés minières pour surmonter les difficultés liées à l'insuffisance, la mauvaise qualité et le coût élevé des intrants et des produits livrés aux producteurs et aux consommateurs • Réglementer l'importation et l'utilisation des produits phytosanitaires, mais aussi'introduction de nouvelles espèces • Encourager l'utilisation des engrais organiques, la création et la diffusion de variétés de céréales à cycles court et moyen et l'agroforesterie mais aussi renforcer les capacités des services de prévention dans la région. • L'opérationnalisation de la politique semencière et l'implémentation d'un projet semencier national

3. Défis de la recherche agropastorale pour la génération des technologies résilientes, adaptées et leur transfert via les canaux de vulgarisation de conseils agricoles appropriés

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• L'existence d'un centre de recherche régional et la présence de quelques conseillers agricoles dans les communes rurales • L'appui des autres services techniques du MAGEL au SERPROCA	• La recherche agronomique ne répond pas efficacement aux- besoins en technologies résilientes sans cesse croissants des producteurs • L'insuffisance en nombre de chercheurs • La faiblesse de renforcement des capacités des chercheurs • La faiblesse du financement de la recherche • Le nombre de conseillers insuffisant et ceux en service répondent difficilement aux besoins des paysans • La faiblesse des moyens de fonctionnement des conseillers • Un grand besoin de renforcement de capacité des conseillers • L'absence de concertation de la recherche avec les services de conseil pour la construction des besoins en technologies et leur transfert • Occupation des terrains d'expérimentations du centre de recherche de Sérédou par les communautés ;	• Redonner aux différents centres (Sérédou et Famoïla) tout leur statut original et les rendre réellement opérationnels en matière de recherche agronomique et d'élevage ; • La collaboration entre l'enseignement supérieur et la recherche agronomique car cela permettra de préparer les futurs chercheurs • L'instauration des concertations entre la Recherche, le Conseil Agricole, les cabinets zootechniques vétérinaires privés et les producteurs pour construire les thèmes de recherche • Le financement adéquat de la recherche et l'allocation de moyens de fonctionnement aux conseillers • Le recrutement et le renforcement des capacités des chercheurs et des conseillers • Mettre en place un programme d'élaboration dd la carte de fertilité des sols assortie de recommandations pour l'utilisation des sols, des fertilisants et des amendements • Relancer les programmes d'amélioration du cheptel, basés sur les nouvelles technologies de la reproduction (croisements par l'insémination artificielle) • Tout cela justifie que le centre d'appui et de démonstration de l'élevage (CAE) de Famoïla patrimoine national inaliénable doit impérativement être remis dans son statut original. • Mettre en route un véritable programme de développement de l'élevage de nos espèces locales à cycles courts poule locale (voir projet malien de poules Wassachiè), aulacodes, • Renforcer les stratégies de luttes contre les maladies épizootiques par des interventions rapides face aux éventuelles épidémies. • Doter les services déconcentrés d'infrastructures correctes et d'équipements, permettra de tirer le meilleur parti de ces structures qui jouent un rôle primordial dans la mise en œuvre de la politique agricole sur le terrain • La pérennisation des acquis du centre de Famoila (la sélection, la production de semences fourragères et la construction et gestion d'espaces pastoraux) • Mettre en place un programme pérenne d'insémination artificielle avec au centre des activité la création d'un centre d'insémination. • Mettre en place un programme pérenne d'insémination artificielle avec au centre des activité la création d'un centre d'insémination. • Construire une collaboration entre la Recherche agronomique guinéenne et les centres de recherche agronomiques de la sous-région pour conduire des programmes de recherches adaptatives

4. Employabilité des jeunes et des femmes dans le secteur agropastoral entre les défis et les opportunités à saisir

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• L'intérêt des jeunes et des femmes à s'investir dans l'entreprenariat agricole • La disponibilité de la main d'œuvre juvénile et féminine dans les activités agricoles	• Le manque de formation aux techniques agricoles et à l'esprit d'entreprise ; • L'absence de banque agricole adaptée au développement rural ; • L'attrait qu'exercent les mines sur les jeunes et femmes de la région ; • L'accès aux terres par les femmes • La rentabilité des activités agricoles pour les jeunes et les femmes	• La formation des jeunes et des femmes à l'esprit d'entreprise, leur formation technique. • Facilitation de l'installation des jeunes recommandée pour garantir la qualité des produits (agricoles et d'élevage), des services et la durabilité de leurs activités.

5. Valorisation des produits agricoles et animaux ; accès aux marchés locaux et régionaux (transformation, conditionnement et amélioration des circuits commerciaux).

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Une grande diversité des produits agricoles (fruits, céréales, légumes, etc.) • Existence de marchés d'écoulement • Existence de l'industrie de la transformation du riz (rizerie de Beyla) et de l'huile de palme à la (SOGUIPAH) • Existence de petites unités artisanales de transformation du manioc • Existence du Service de Conditionnement pour les opérations de post-récolte	• Manque d'infrastructure pour le stockage et la transformation des produits ; • Difficulté d'accès aux marchés locaux et régionaux en raison des insuffisances des voies de communication ; • Problème de conditionnement approprié des produits agricoles ; • Non-respect des normes de qualité • Difficultés de conservation des produits périssables ; • Inexistence de réglementation des prix et des normes ; • Problématique des emballages.	• La mise en place d'unités de transformation, de conservation, le respect des normes de qualité, la formation des acteurs de la chaine (production, transformation, conservation et commercialisation) ; • Dans le cadre de la valorisation des produits d'élevage, relancer et renforcer le programme de construction des abattoirs respectant les normes de construction et d'hygiène, favoriser la mise en place de mini laiteries et de mielleries en vue

6. Problématique de financement du secteur agropastoral et état des interventions des partenaires au développement, du secteur privé (agro-business, cohérence et coordination des interventions)

Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Existence du FODA • Existence d'autres institutions d'accompagnement Etatiques (FAEEF, Fonds d'indigence, FODIP, Fonds de l'artisanat) • Présence des sociétés minières pour l'accompagnement des acteurs dans leur zone d'intervention • Existence du crédit rural • Accompagnement des bailleurs de fonds traditionnels (BM, FIDA, BID, AFD, BAD, FAO, BADEA, JICA etc...)	• Absence de banque agricole • Inexistence de l'assurance agricole • Insuffisance d'accès au crédit agricole avec les services existants • Le non accompagnement du secteur bancaire • Crédit inadapté au secteur agricole	• Une gestion rigoureuse financière des projets, et la mise en place d'une banque agricole et amener les institutions de crédit à pratiquer des prêts adaptés à l'agriculture et à l'élevage ; • La mise en place d'une banque agricole et d'un crédit agricole adaptés aux besoins des agriculteurs et des éleveurs pour favoriser l'émergence des entrepreneurs agricoles.

7. Défis du secteur agropastoral face aux effets du changement climatique, la santé des sols, des végétaux et des animaux : quelles perspectives pour le développement agropastoral en Guinée ?

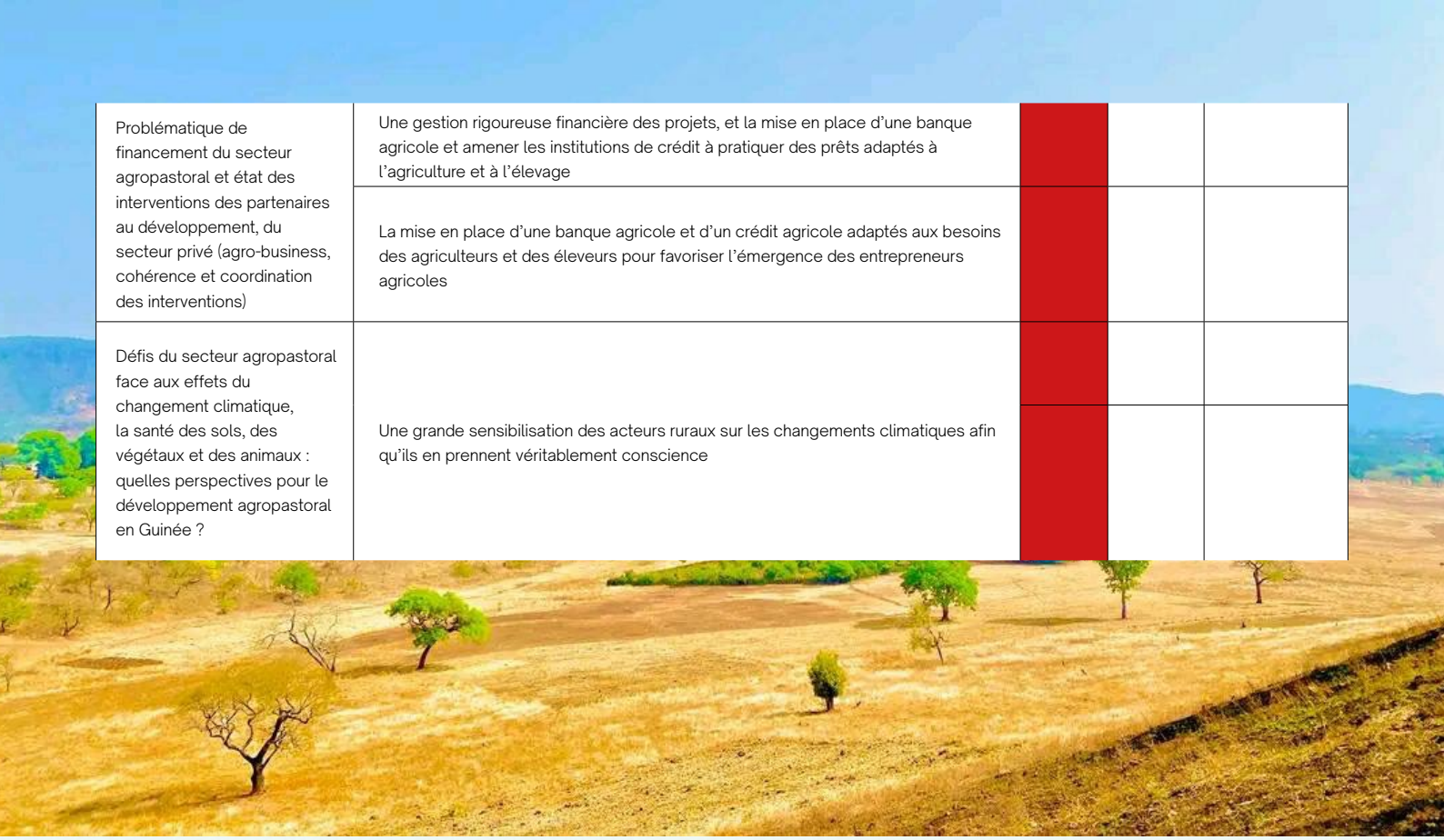
Forces	Faiblesses	Principales recommandations
• Bonne pluviométrie • Abondance des cours d'eau • Abondance de pâturages • Sols en équilibre avec le milieu (présentant de bonnes propriétés physiques, chimiques et physico chimiques) • Grande diversité biologique (Flore et faune)	• La durée de plus en plus en plus courte de la saison pluvieuse et la mauvaise répartition des pluies • La destruction progressive de la couverture sylvo- pastorale • La coupe abusive du bois • Les feux de brousse • La carbonisation • L'utilisation inconsidérée des produits phytosanitaires • La destruction de la fertilité des sols dues à la non restauration des sols • La culture sur brûlis	• Une grande sensibilisation des acteurs ruraux sur les changements climatiques afin qu'ils en prennent véritablement conscience

PRIORISATION DES RECOMMANDATIONS

Thématique	Recommandations	Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
Problématique des infrastructures rurales (aménagements hydro-agricoles et pastoraux, pistes rurales, magasins de stockage, fermes...) quelle approche de durabilité	Procéder à l'aménagement des plaines et des bas-fonds ainsi que des espaces pastoraux, au désenclavement des zones de production agricole et d'élevage et entretenir les pistes existantes (le génie rural doit donner des indications sur les espaces à aménager, les pistes prioritaires et les linéaires à réaliser dans une programmation raisonnable)			
	Réglementer la transhumance intérieure et transfrontalière et vulgariser la loi d'orientation agricole et le code pastoral			
	Faire l'état des lieux des magasins de stockage pour la réhabilitation et envisager de construire les infrastructures de conservation et de transformation, en particulier pour les produits maraichers et animaux			
	Procéder aux aménagements des bas-fonds et plaines dans une planification cohérente ainsi que des espaces pastoraux			
	Construction des boucheries et l'aménagement de marchés à bétail à la taille des Préfectures (les sites et le nombre doivent faire l'objet d'une programmation			
	Poursuivre les aménagements hydro-agricoles des plaines et des bas-fonds en vue de sédentariser les producteurs dans les périmètres aménagés.			
Défis liés à l'accès durable aux intrants agricoles et d'élevage, à la mécanisation et état des lieux des institutions nationales d'appui à l'agriculture et à l'élevage	L'opérationnalisation de la politique semencière et l'implémentation d'un projet semencier national			
	La fourniture des engrais doit se faire sur une chaine dynamique auto-entretenue par le secteur privé avec une facilitation de l'accessibilité financière des producteurs à ce facteur de production.			
	Utiliser l'accompagnement des acteurs, des services déconcentrés, des centres d'appui, des OPA et OPE, des projets, et des sociétés minières pour surmonter les difficultés liées à l'insuffisance, la mauvaise qualité et le coût élevé des intrants et des produits livrés d'une part aux producteurs et d'autre part aux consommateurs			
	Réglementer l'importation et l'utilisation des produits phytosanitaires, mais aussi l'introduction de nouvelles espèces			
	Encourager l'utilisation des engrais organiques, la création et la diffusion de variétés de céréales à cycles court et moyen et l'agroforesterie mais aussi renforcer les capacités des services de prévention dans la région.			

Thématique	Recommandations	Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
Défis de la recherche agropastorale pour la génération des technologies résilientes, adaptées et leur transfert via les canaux de vulgarisation de conseils agricoles appropriés	Redonner aux différents centres (Sérédou et Famoïla) tout leur statut original et les rendre réellement opérationnels en matière de recherche agronomique et d'élevage ; relancer les activités de ces centres.			
	La collaboration entre l'enseignement supérieur et la recherche agronomique car cela permettra de préparer les futurs chercheurs			
	L'instauration des concertations entre la Recherche, le Conseil Agricole, les cabinets zootechniques vétérinaires privés et les producteurs pour construire les thèmes de recherche			
	Le financement adéquat de la recherche et l'allocation de moyens de fonctionnement aux conseillers			
	Le recrutement et le renforcement des capacités des chercheurs et des conseillers			
	Mettre en place un programme d'élaboration dd la carte de fertilité des sols assortie de recommandations pour l'utilisation des sols, des fertilisants et des amendements			
	Relancer les programmes d'amélioration du cheptel, basés sur les nouvelles technologies de la reproduction (croisements par l'insémination artificielle) Tout cela justifie que le centre d'appui et de démonstration de l'élevage (CAE) de Famoïla patrimoine national inaliénable doit impérativement être remis dans son statut original.			
	Développer en porciculture le segment transformation (charcuterie), en vue de donner à cette filière tout l'éclat économique qu'elle peut engendrer en accroissant la production grâce à la valorisation et à la diversification des produits mis en marché			
	Mettre en route un véritable programme de développement de l'élevage de nos espèces locales à cycles courts poule locale (voir projet malien de production de poules Wassachiè), aulacodes,			
	Renforcer les stratégies de luttes contre les maladies épizootiques par des interventions rapides face aux éventuelles épidémies.			
	Doter les services déconcentrés d'infrastructures correctes et d'équipements, permettra de tirer le meilleur parti de ces structures qui jouent un rôle primordial dans la mise en œuvre de la politique agricole sur le terrain			
	La pérennisation des acquis du centre de Famoïla (la sélection, la production de semences fourragères et la construction et gestion d'espaces pastoraux)			
	Mettre en place un programme pérenne d'insémination artificielle avec au centre des activité la création d'un centre d'insémination.			
	Mettre en place un programme pérenne d'insémination artificielle avec au centre des activité la création d'un centre d'insémination.			
	Construire une collaboration entre la Recherche agronomique guinéenne et les centres de recherche agronomiques de la sous-région pour conduire des programmes de recherches adaptatives			
Défis de la recherche agropastorale pour la génération des technologies résilientes, adaptées et leur transfert via les canaux de vulgarisation de conseils agricoles appropriés	La formation des jeunes et des femmes à l'esprit d'entreprise, leur formation technique.			
	Facilitation de l'installation des jeunes recommandée pour garantir la qualité des produits (agricoles et d'élevage), des services et la durabilité de leurs activités			
Valorisation des produits agricoles et animaux ; accès aux marchés locaux et régionaux (transformation, conditionnement et amélioration des circuits commerciaux).	La mise en place d'unités de transformation, de conservation, le respect des normes de qualité, la formation des acteurs de la chaine (production, transformation, conservation et commercialisation)			
	Dans le cadre de la valorisation des produits d'élevage, relancer et renforcer le programme de construction des abattoirs respectant les normes de construction et d'hygiène, favoriser la mise en place de mini laiteries et de mielleries en vue			

Problématique de financement du secteur agropastoral et état des interventions des partenaires au développement, du secteur privé (agro-business, cohérence et coordination des interventions)	Une gestion rigoureuse financière des projets, et la mise en place d'une banque agricole et amener les institutions de crédit à pratiquer des prêts adaptés à l'agriculture et à l'élevage			
	La mise en place d'une banque agricole et d'un crédit agricole adaptés aux besoins des agriculteurs et des éleveurs pour favoriser l'émergence des entrepreneurs agricoles			
Défis du secteur agropastoral face aux effets du changement climatique, la santé des sols, des végétaux et des animaux : quelles perspectives pour le développement agropastoral en Guinée ?				
	Une grande sensibilisation des acteurs ruraux sur les changements climatiques afin qu'ils en prennent véritablement conscience			



8.1.5. SYNTHESE DES CONCERTATIONS REGIONALES

Les concertations régionales, une première en Guinée, ont permis de tirer des recommandations pertinentes et réalistes permettant ainsi les ajustements techniques, organisationnels, institutionnels, politiques et financiers qui s'imposent pour un développement durable de l'agriculture et de l'élevage en Guinée.
La synthèse des principales recommandations issues des concertations régionales se présente comme suit :

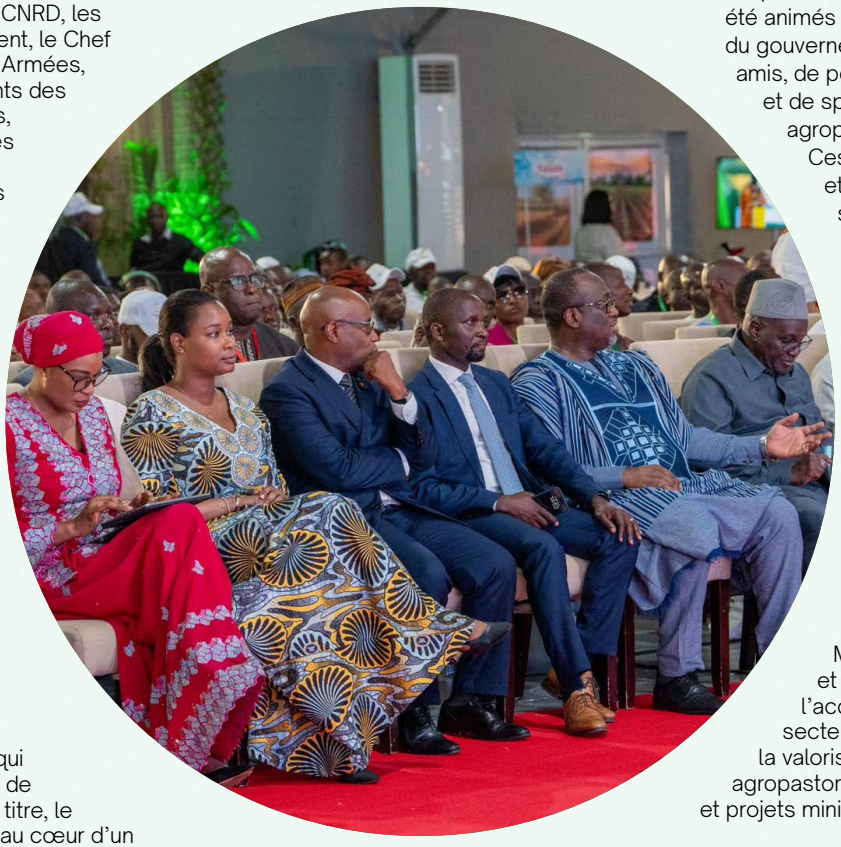
A court terme	A moyen terme	A long terme
• Vulgariser la loi d'orientation agricole, le code de l'élevage et des produits animaux et le code pastoral ; • Réaliser des aménagements hydro-agricoles ; • Aménager des espaces pastoraux ; • Construire et réhabiliter des pistes rurales ; • Faciliter l'accès aux intrants agropastoraux ; • Transférer les technologies et innovations pour améliorer la productivité des exploitations agropastorales ; • Favoriser l'insertion des jeunes, des femmes et des personnes vulnérables dans des programmes d'activités agropastorales ; • Renforcer la mécanisation des activités agropastorales	• Réaliser les cartes de fertilité des sols et les recommandations de fertilisation ; • Faciliter la mise en place des unités de conditionnement, de conservation, de transformation et des structures de commercialisation des produits agropastoraux ; • Promouvoir l'amélioration génétique à travers l'insémination artificielle ; • Promouvoir la labélisation des produits locaux ; • Mettre en place un système de financement inclusif des activités agropastorales ; • Promouvoir les pratiques agropastorales durables et résilientes au changement climatique.	• Favoriser la construction d'usines et de fabriques d'aliments bétails et volailles ; • Restaurer les terres dégradées ; • Encourager l'installation des cabinets vétérinaires dans les communes rurales ; • Encourager l'utilisation des énergies renouvelables ; • Favoriser la création d'une banque agricole ; • Baliser les couloirs de transhumance nationale et transfrontalière

8.2 CONCERTATIONS NATIONALES A CONAKRY

Les Concertations Nationales se sont déroulées les 3, 4 et 5 juillet 2024 à Conakry. Les travaux ont été ouverts solennellement par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement et ont connu la participation de près de 1500 participants venus de l'extérieur et des quatre Régions Naturelles de la Guinée.

Cette cérémonie d'ouverture a connu la participation de hautes personnalités du pays, notamment, le Président du CNT, les Membres du CNRD, les Membres du Gouvernement, le Chef d'Etat Major Général des Armées, ainsi que les Représentants des institutions internationales, les Partenaires Techniques et Financiers, les Présidents des Chambres consulaires, les Opérateurs du secteur Agropastoral.

Etaient également présents d'illustres invités et personnes ressources venus d'autres pays et des institutions régionales et internationales parmi lesquelles, le Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire de la Sierra Leone, le Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales du Rwanda, le Consultant-Expert en Zootechnie, Nutrition et Pathologies aviaires du Maroc, un Expert en Pastoralisme et Transhumance, la Direction de l'Agriculture et de Développement Rural de la CEDEAO, le Représentant SAHEL AGRI, le Représentant Régional de l'ILRI, un Ancien Représentant de la FAO au Tchad, au Cameroun et en Angola, le Représentant régional de la Société Financière Internationale (SFI) Dakar, pour ne citer que ceux-ci.



Six panels et deux masters class ont été animés par de hautes personnalités du gouvernement guinéen, de pays amis, de personnes ressources et de spécialistes du secteur agropastoral.

Ces échanges enrichissants et d'une grande profondeur scientifique se sont déroulés autour des thématiques suivantes :

Panel 1 : Apport du secteur minier au développement agropastoral :

La Guinée dispose d'un potentiel minier important qui constitue le principal levier de l'économie nationale. A ce titre, le secteur minier a été placé au cœur d'un vaste et profond processus de réforme visant à renforcer son impact sur le développement socio-économique du pays.

Le secteur agropastoral qui occupe environ 64% de la population nationale doit profiter des opportunités qu'offrent le secteur minier pour l'atteinte de la sécurité alimentaire et le développement économique inclusif.

L'objectif de ce panel a été d'amener les panelistes à donner les apports des mines dans le développement du secteur Agropastoral ainsi que les attentes d'investissement.

Ce panel avait pour modérateur le Directeur Régional de la Société Financière Internationale pour l'Afrique de l'Ouest et a été animé par le Ministre des Mines et Géologie, le Président du Comité Stratégique du Projet Simandou, le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, le Ministre du Budget, la Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises, et le Directeur Adjoint de la Société minière GAC.

Les panélistes ont répondu à des questions diverses et variées parmi lesquelles :

•Les opportunités que les projets miniers offrent pour le développement agropastoral et sous quelle forme ?

•Les mesures envisagées par le mégaprojet Simandou en faveur du développement du secteur agropastoral ?

•Les attentes du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage pour l'accompagnement du secteur agropastoral et la valorisation des produits agropastoraux par les programmes et projets miniers ?

•Les possibilités de financement du secteur agricole par les redevances minières ?

Les principales recommandations suivantes ont été formulées :

- Elaborer un schéma de réalisation des infrastructures
- Affecter une partie des fonds miniers au contenu local pour financer la réalisation des infrastructures ;
-
- Mettre en place le corridor agricole dans les sociétés minières ;
-
- Réhabiliter les anciennes carrières ;
-
- Amener les PME à s'approprier la Loi sur le contenu local ;
-
- Instaurer une synergie d'action entre les différents Départements ;
-
- Aménager ou viabiliser des terres pour une exploitation agricole ou forestière appropriée ;
-
-
- Organiser une table ronde des miniers pour participer au financement des activités identifiées dans la feuille de route des Etats Généraux.



Panel 2 : Problématique des infrastructures rurales

La faiblesse des aménagements agricoles et pastoraux, l'enclavement des zones de production et les pertes post-récoles constituent des contraintes majeures pour le développement agropastoral.
Ce panel a abordé la pertinence et les approches de durabilité pour la réalisation et la maintenance de ces infrastructures. Il s'est focalisé sur la situation des infrastructures tant hydro- agricoles que pastorales, passé en revue aussi les aspects concernant les pistes rurales, les magasins de stockage ainsi que celle des fermes en général.
Ce panel qui avait pour modérateur un expert-Consultant en Infrastructure Agricole et Eau potable a été animé par le Chef de Département Génie Rural ISAV de Faranah, l'Ancien Directeur national du Génie Rural, le Directeur Exécutif ONG ADAM, et le Directeur du Département Agriculture et Développement Rural de l'ACGP.

Les panélistes ont répondu à des questions diverses et variées telles que :

- Les stratégies à adopter pour améliorer la qualité, la mise en valeur et la durabilité des aménagements hydro-agricoles ?
- Les stratégies à mettre en place pour les aménagements pastoraux pour la réduction des conflits entre agriculteurs et éleveurs.
- Le bilan de la réalisation des pistes rurales et l'enclavement des zones de production et les approches à adopter pour leurs accessibilités.
- Les solutions concrètes pour faire face aux contraintes des pertes post-récoltes qui affectent une bonne partie de la productivité agropastorale.

Les principales recommandations suivantes ont été formulées :

- Aménager des terres cultivables pour la maitrise parfaite de l'eau afin d'améliorer les rendements ;
- Désenclaver les zones de production à travers les pistes rurales ;
- Réduire les pertes postes récoltes en construisant des magasins de stockage, des aires de séchage et de battage ;
- Pérenniser les infrastructures par un entretien, un suivi régulier et une évaluation des activités réalisées par les entreprises ;
- Actualiser le schéma directeur d'aménagement des espaces pastoraux
- Identifier des zones à risque de conflits entre agriculteurs et éleveurs ;
- Proposer des projets intégrés d'utilité publique ;
- Elaborer et mettre en œuvre des conventions locales pour une meilleure gestion holistique des terroirs propres aux agriculteurs et aux éleveurs ;
- Construire des abattoirs, des aires d'abattage et des boucheries modernes ;
- Construire des marchés de bétail et de volaille



Panel 3 : Recherche agropastorale, Transfert de technologies et Changement climatique

Les défis qui assaillent le monde agropastoral, notamment l'accroissement de la population, les nuisibles et maladies émergentes, les effets du changement climatique nécessite la génération et le transfert de technologies adaptées et résilientes.
Ce panel a abordé la problématique du changement climatique sur les activités agropastorales, de la santé du sol, des végétaux et des animaux ainsi que les mesures d'atténuation et de bonne pratique.
Ce panel qui avait pour modérateur Monsieur Jean-Luc Faber, Expert National a été animé par la Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, le Ministre des Transports et Porte-Parole du Gouvernement, le Directeur Général de l'Institut Supérieur de Dalaba, un Enseignant-Chercheur de l'Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire de Faranah, l'Assistant Chargé de Programme de la FAO en Guinée.

Les panélistes ont répondu à des questions diverses et variées telles que :

- Les effets du changement climatique que subissent de plein fouet le secteur de l'agriculture et l'élevage ;
- Les approches de résilience et d'atténuation pour réduire les incidences sur les activités agropastorales ;
- L'amélioration de la productivité végétale et animale ;
- Conséquence du changement climatique dans le domaine agropastoral ;
- Les innovations et technologies adaptées aux agrosystèmes ;
- La réduction de l'empreinte carbone du secteur des transports.

Les principales recommandations suivantes ont été formulées :

- Aller vers une agriculture intelligente
- Choisir des bonnes semences adaptées aux climats
- Choisir la période de semi adaptée au contexte climatique
- Procéder au Reboisement des sites dénudés
- Favoriser la recherche pour la prise en compte du changement climatique pour une agriculture résiliente.



Panel 4 : Défis liés à l'accès durable aux intrants agricoles et d'élevage à la mécanisation et état des lieux des institutions nationales d'appui à l'agriculture et à l'élevage

Une des raisons de la faible productivité agropastorale en Guinée est le faible taux d'utilisation des intrants agricoles et l'insuffisance de mécanisation adaptée des opérations.

Ce panel a abordé la problématique d'approvisionnement en intrants agropastoraux, de la mécanisation des opérations agropastorales et surtout comment bâtir une stratégie d'approvisionnement durable pour faciliter l'accès des agriculteurs et des éleveurs à ces facteurs de production.
Ce panel qui avait pour modérateur un Expert National sur le développement agropastoral, a été animé par un Expert national en agriculture, un Ancien Directeur National du SENASOL, Expert National en élevage, la Vice-Présidente de la Chambre Nationale d'Agriculture, le Président du CONASEG.

Les panélistes ont répondu à des questions diverses et variées telles que :

- L'importation et la production locale de tout type et qualité des intrants ;
- Les rôles des acteurs public et privé dans le circuit de commercialisation des intrants ;
- L'adaptabilité des intrants au regard des besoins de chaque filière ;
- L'adaptation des équipements aux besoins de terrain, du service après-vente et de maintenance ;
- La représentativité et de l'adéquation des institutions nationales d'appui à l'agriculture et à l'élevage, des structures déconcentrées de la Chambre Nationale d'Agriculture et du conseil agricole.

Les principales recommandations suivantes ont été formulées :

Accompagner les opérateurs, groupements, associations des jeunes et femmes dans la production suffisante du maïs
Contrôler les intrants à l'entrée
Améliorer la race n'dama par le croisement (insémination)
Elargir l'installation des officines dans les régions pour alléger les coûts des médicaments vétérinaires ;

- Mettre en place un fond revolving pour les éleveurs afin de garantir l'approvisionnement pérenne des intrants ;
- Mettre en place une loi réglementant le secteur avicole (agrément et autorisation d'installation)
- Continuer à accompagner la CNA pour que la première phase d'expérimentation de distribution des engrais soit élargie et pérenne dans le bonheur de la population.
- Réaliser la carte de fertilité et vulgariser et Valoriser ces résultats
- Former les cadres de façon continue des différentes structures techniques
- Equiper et renforcer la capacité des différents laboratoires (vétérinaire, Végétaux et Sol) pour leur performance ;
- Renforcer la capacité des cadres et les acteurs évoluant dans le domaine agropastoral
- Impliquer les privés et renforcer leur capacité dans la distribution des engrais ;
- Réhabiliter et renforcer la capacité des centres de recherche comme : Sérédou, Baring, Bordo, CAE ...
- Prioriser la mécanisation agricole ;
- Mettre en place un système pérenne de fourniture des pièces de rechanges et la formation des techniciens en maintenance en machinistes agricole ;



Panel 5 : Valorisation des produits agricoles et animaux ; accès aux marchés locaux et régionaux



La valorisation des produits agricoles et animaux joue un rôle crucial en ajoutant de la valeur, en prolongeant la durée de conservation et en répondant aux normes de qualité et de sécurité alimentaire. Elle permet également de disposer de nouveaux produits adaptés aux besoins des consommateurs.

L'accès aux marchés locaux et régionaux est essentiel pour les producteurs afin de commercialiser leurs produits de manière efficace. Cela inclut l'amélioration des infrastructures de distribution, de conservation, de transformation, la réduction des coûts logistiques et la promotion des produits auprès des consommateurs locaux et régionaux.

Ce panel qui avait pour modérateur par le Directeur Général – BSD, Ministère du Commerce, Industrie et PME a été animé par la Présidente des Femmes Rurales de Guinée, le Directeur Général La Petite Damba, le Directeur Général de Agence Guinéenne de Promotion des Exportations (AGUIPEX), le Directeur Commercial Entreprise Tropico – Guinée, le Directeur Général B&D-FARM Groupe.
Les panélistes ont répondu à des questions diverses et variées telles que :

- Les difficultés et contraintes auxquelles les PME font face pour la valorisation des produits agropastoraux ;
- Les propositions d'accompagnement pour l'amélioration et transformation des produits agropastoraux ;
- Les opportunités commerciales qui s'offrent aux produits agricoles et pastoraux guinéens ;
- Comment améliorer la compétitivité des produits agropastoraux guinéens. Les principales recommandations suivantes ont été formulées :
- Intégrer la construction de forages dans les volets infrastructures des programmes et projets visant à accompagner les producteurs.
- Instaurer un système de contrôle obligatoire des produits par les services de contrôle de qualité et prendre des mesures pour la certification des produits destinés à l'exportation.
- Que l'État joue son rôle dans la réhabilitation des anciennes infrastructures de transformation pour les utiliser comme magasins de stockage des produits frais.
- Installer des magasins de relais entre la production, la transformation et les marchés.
- Renforcer le système d'information entre l'État et les acteurs des différentes filières concernées ;
- Définir une vision à long terme pour l'accompagnement des opérateurs des filières et établir des relations de confiance entre les opérateurs et les autorités administratives.
- Renforcer les capacités techniques des vétérinaires pour un meilleur encadrement sanitaire des exploitations.
- Faciliter l'accès aux crédits pour l'acquisition de véhicules frigorifiques pour le transport et la conservation de la viande ;
- Mettre en place de petites unités d'abattage dans le cadre de l'amélioration de la qualité des viandes produites ;
- Promouvoir l'organisation des opérateurs en coopératives / associations ou groupements pour faciliter leur accompagnement ;
- Organiser des forums pour valoriser les différentes filières et promouvoir la rencontre entre les acteurs, les privés et l'État.



Panel 6 : Employabilité des jeunes et des femmes dans le secteur agropastoral

Les femmes représentent environ 60% des forces productrices du secteur agropastoral. Les jeunes quant à eux représentent 77% de la population nationale. Malheureusement, le secteur agropastoral ne semble pas être attractif qui sont plus enclins à l'exode rural et à l'émigration.

Ce panel a abordé les opportunités de création d'emploi et d'entreprenariat dans les différentes chaines de valeur des filières agropastorales, de l'autonomisation et entreprenariat féminin, l'appui à la structuration des organisations féminines et juvéniles, les initiatives en faveur des couches vulnérables, les programmes du Fonds d'Appui aux Activités Economiques des Femmes et des Filles.

Ce panel qui avait pour modérateur un expert national sur le développement agropastoral a été animé par la Représentante de la Confédération Nationale des Organisations Paysannes (CNOPG), le Directeur National Adjoint de l'Emploi Jeunes, le Président de la Fédération Interprofessionnelle Nationale Avicole (FINA-Guinée), le Directeur Général SAEL SAL, l'ex Secrétaire Général de l'Enseignement technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi, la Directrice du Fonds d'Appui aux Activités Économiques des Femmes et Filles.

Les principales recommandations suivantes ont été formulées :

- Renforcer les capacités des jeunes ;
- Lever les barrières pour l'accès au foncier ;
- Aménager les zones de production ;
- Encadrer pour protéger les productions ;
- Organiser des formations dans les champs écoles ;
- Créer une synergie d'action ;
- Former pour l'emploi ;
- Concilier le milieu professionnel avec le contenu de la formation ;
- Accompagner les vrais acteurs ;
- Faciliter l'accès au financement ;
- Renforcer les capacités pour la formalisation de leurs entités ;
- Régler et renforcer l'interprofessionnel.

MASTER CLASS 1 PARTAGE DES EXPÉRIENCES ET BONNES PRATIQUES DES AUTRES PAYS ET ACTEURS DU MONDE AGROPASTORAL

Les panélistes, qui étaient des membres du Gouvernement de pays invités des spécialistes et des personnes ressources venus de l'étranger se sont penchées sur les expériences vécues dans leur pays et dans leurs institutions respectives en lien avec l'accompagnement du développement du secteur agropastoral, notamment sur :

- La bonne gouvernance du secteur ;
- L'intensification de l'agriculture ;
- La problématique du développement de l'élevage, particulièrement en Afrique de l'Ouest ;
- L'intégration de l'agriculture et de l'élevage ;
- La recherche ;
- Le développement des infrastructures rurales ;
- L'accès durable aux intrants agropastoraux ;
- Les modèles de financement durable de l'agriculture et de l'élevage.

Ce panel qui avait pour modérateur le Représentant de la FAO en Guinée a été animé par le Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire de Sierra Leone, le Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales de Rwanda, un expert en zootechnie, nutrition et pathologies aviaires venant du Maroc, un expert en pastoralisme et transhumance, un représentant de la Direction de l'Agriculture et du Développement Rural de la CEDEAO, le Représentant Régional de SAHEL AGRI, le Représentant Régional de l'ILRI, un Ancien Représentant de la FAO au Tchad, au Cameroun et en Angola.

Des expériences fortes et pertinentes ont été partagées.

- Le Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire de la Sierra Léone a parlé de l'ambition de son pays à développer la production agricole à travers la mobilisation du secteur privé et de la création d'un comité de coordination intersectoriel avec les différents ministères impliqués. Ce comité est positionné à un haut niveau d'ancrage, à savoir la Présidence de la République, pour assurer la promotion du secteur et le portage politique.

De plus, 6 pôles de production agricole ont été créés avec des interventions mises en œuvre en synergie avec les différents ministères. Il a, en outre, souligné la nécessité d'encourager la collaboration régionale entre les pays pour se compléter et se soutenir.

- Le Ministre de l'Agriculture du Rwanda a soulevé les problématiques et les défis semblables entre le Rwanda et la Guinée qui sont deux pays éminemment agricoles même si, pour la Guinée, sa position géographique avec son accès à la mer est un atout de plus.

Il a mis en relief les défis communs à l'image du changement climatique, la promotion de l'irrigation des terres, l'accroissement du rendement à l'hectare, la gestion post-récolte, la vulgarisation plus proche des producteurs, la mise en place de programmes agricoles de 25 ans subdivisés en tranche de 5 ans, la mise en place d'un système de financement durable et la collaboration entre les ministères dans les domaines de l'éducation, la santé et la communication.

- L'ex Directeur National de l'Elevage de Guinée et ancien représentant de la FAO au Tchad, au Cameroun et en Angola, a rappelé les acquis du Ministère en charge de l'Elevage en termes de cultures fourragères et de production de semences, de gestion de la transhumance et de mise en place d'un système d'identification du bétail par le tatouage, renforçant la propriété et la traçabilité des animaux. Il a également indiqué la nécessité d'une complémentarité entre anciennes et nouvelles générations de cadres pour soutenir le développement du secteur agricole.

- Pour le représentant régional de l'ILRI, il est impératif de proposer des actions de recherche développement en liaison avec les impacts du changement climatique. Il a informé que le partage de l'information climatique en langue locale est une innovation déjà engagée dans 6 pays de la sous-région. Il a indiqué que la question de la sécurisation des petites économies générées par les femmes est une priorité à prendre en compte, ainsi que l'alimentation du bétail.

- L'expert en zootechnie, nutrition et pathologies aviaires du Maroc a souligné l'importance de la mise en place d'une politique ambitieuse pour soutenir la filière avicole. Pour ce faire, il a mis un accent particulier sur le volet alimentation des volailles à travers la culture des céréales et des légumineuses au niveau local. Il a indiqué que, pour développer les investissements du petit producteur comme du plus grand, il est important de mener une politique de défiscalisation spécifique à la hauteur des attentes.

- Le Représentant Régional de SAHEL AGRI a exprimé la nécessité de soutenir des options pour l'installation et la professionnalisation des jeunes dans le secteur agricole, comme la mise en place de cultures fourragères. En outre, il a affirmé que le secteur de l'élevage est en pleine expansion en Afrique de l'Ouest et dans certains pays du Sahel, avec un besoin de viande de plus en plus fort. Ce qui nécessite la promotion des abattoirs modernes, le développement de l'embouche et l'appui aux fermes individuelles dans le cadre d'un partenariat public/privé.

Au terme du master class, les recommandations suivantes ont été formulées entres autres :

- Relancer le dispositif de vulgarisation agricole au plus proche des producteurs en intégrant la dimension Agriculture / Elevage ;
- Appuyer la conservation, la transformation et la commercialisation des filières porteuses à travers des appuis dédiés aux jeunes et aux femmes ;
- Engager le désenclavement des zones rurales ;
- Promouvoir la construction des abattoirs en partenariat avec le secteur privé ;
- Engager la réflexion pour la création d'un comité de coordination intersectoriel composé des différents ministères liés au secteur agropastoral avec un haut niveau d'ancrage, au service des producteurs ;
- Renforcer les ressources humaines en s'assurant de la complémentarité entre les générations ;
- Engager une approche « chaine de valeur » en partant de la production à la consommation ;
- Répondre aux défis du changement climatique et des besoins de production à travers l'investissement dans les infrastructures hydro agricoles.



MASTER CLASS 2 MOBILISATION DE FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO- PASTORAL ET OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT POUR LE SECTEUR PRIVÉ DANS L'AGROBUSINESS

Pour développer le secteur agropastoral et investir dans l'agrobusiness, il faut impérativement des ressources financières suffisantes, accessibles et diversifiées. Pour ce faire, le panel s'est penché sur les financements possibles pour le développement du secteur agropastoral.

Ce panel qui avait pour modérateur la Directrice Nationale des Partenariats Public-Privé a été animé par le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Directrice Générale de l'Agence de Promotion des Investissements Privés, le Directeur Général du Crédit Rural de Guinée, le Représentant Résident de la SFI, le Directeur Général du Groupe SONOCO, le Directeur National de la Direction Nationale des Investissements Publics.

Les débats ont porté sur :

- Le niveau de mobilisation des ressources publiques et les perspectives de financement en faveur du secteur agropastoral ;
- Les initiatives de financements innovants qui pourraient soutenir les activités du secteur agropastoral et le secteur privé dans l'agrobusiness ;
- Les produits que les institutions financières peuvent mettre sur le marché en termes de crédits souples et adaptés au monde rural ;
- Les mécanismes de financement du secteur privé agropastoral disponible au niveau de la SFI ;
- La mise en place d'un partenariat public-privé pour le développement du secteur agropastoral.

Les recommandations issues de ce master class sont, entre autres :

- Favoriser la création de partenariats publics privés ;
- Mettre en place des systèmes d'assurances agropastorales ;
- Améliorer la structuration des projets et leur gestion rigoureuse ;
- Améliorer le cadre règlementaire et de sécurisation du foncier ;
- Créer une banque agricole adaptée et faciliter l'accès au crédit agricole ;
- Créer un cadre de concertation entre les PTF et l'Etat ;

Rencontre d'échanges Jeunes-MAGEL

Les Concertations Nationales ont permis d'organiser une rencontre d'informations, d'échanges et de discussions entre des Jeunes Agripreneurs et les cadres du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.

A cet effet, soixante-quinze (75) jeunes Agripreneurs se sont inscrits sur le site dédié afin de participer aux entretiens avec les Directeurs des services du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

Les débats ont été présidés par Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, lui-même, pour montrer aux Agripreneurs le souci constant des autorités de la transition à soutenir cette couche de jeunes et de femmes pour leur accompagnement dans la création et/ou le développement de leurs entreprises agropastorales.

Des échanges fondés sur le donner et le recevoir ont caractérisé la rencontre. Monsieur le Ministre et ses Directeurs ont répondu aux questions et préoccupations des Agripreneurs telles que :

- Recrudescence des incendies criminels dans les différentes exploitations ;
- Problèmes liés à la production, la transformation et la conservation des produits agricoles ;
- Difficultés liées à l'accès au financement ;
- Problématique de la qualité des semences et des engrais ;
- Insuffisance de collaboration entre le ministère et les Agripreneurs ;
- Insuffisance de conseillers agropastoraux ;
- Problèmes relatifs aux pertes post récolte.

De ces échanges, les recommandations suivantes ont été formulées, dont entre autres :

- Faciliter le circuit pour l'accès aux financements ;
- Mettre en place des financements innovants avec les sociétés minières ;
- Favoriser la création de banques agricoles ;
- Prélever un pourcentage sur les taxes d'importations des produits agropastoraux ;
- Faire des aménagements hydro-agricoles et pastoraux ;
- Encourager la fabrication d'engrais et pesticides bio ;
- Mettre en place un système garantissant le remboursement des prêts ;
- Préparer des business plans bancables ;
- Faciliter l'accès au foncier rural ;
- Encourager les entreprises agropastorales à recourir aux appuis/conseils des services techniques du Ministère ;
- Appuyer la structuration des jeunes agripreneurs.

Synthèse des Etats Généraux de l'Agriculture et de l'Elevage

La synthèse des Etats Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage prend en compte l'analyse des résultats et les recommandations issues :

- Des travaux des vingt (20) groupes de travail des acteurs des filières des quatre (4) Régions Naturelles ;
- Des débats des six (6) panels et des deux (2) masters class ;
- De la rencontre des jeunes agripreneurs avec les cadres du MAGEL ;
- Des propositions des internautes sur le site dédié à cet effet.

TABLEAU SYNTHESE DES RESULTATS ET RECOMMANDATIONS

Forces	Faiblesses	Recommandations
• Existence de la loi d'orientation agricole, du code de l'élevage et des produits animaux et du code pastoral.	• Absence de loi foncière agricole ; • Méconnaissance, par les acteurs, des extes législatifs et réglementaires régissant le secteur agropastoral ; • Insuffisance des textes d'application des lois et règlements.	• Vulgariser la loi d'orientation agricole, le code pastoral et le code de l'élevage et des produits animaux ; • Accentuer l'élaboration et la diffusion des textes d'application de lois et règlements ; • Impulser l'élaboration, l'adoption et la vulgarisation de la loi foncière agricole.
• Existence de domaines aménagés et aménageables	• Difficulté d'accès au foncier ; • Manque d'entretien des aménagements hydro-agricoles ; • Insuffisance notoire d'aménagements hydro-agricoles.	• Promouvoir l'accès au foncier sécurisé • Mettre au point un dispositif de gestion durable des aménagements hydro-agricoles • Accroitre les aménagements des espaces hydro-agricoles
• Existence d'un réseau dense de pistes rurales	• Forte dégradation des pistes rurales existantes ; • Inexistence d'un système efficace d'entretien des pistes rurales.	• Réhabiliter les pistes rurales dégradées ; • Mettre en place un système communautaire d'entretien des pistes rurales ; • Poursuivre le désenclavement des zones de production.
• Existence d'un schéma directeur d'aménagement et de gestion de 141 espaces pastoraux ; • Existence de modèles d'aménagements pastoraux.	• Manque d'aménagements d'espaces pastoraux ; • Non vulgarisation des modèles d'aménagements pastoraux existants ; • Persistance des conflits entre agriculteurs et éleveurs.	• Aménager des espaces pastoraux (puits pastoraux, forages pastoraux, captages de sources, retenues collinaires, parcs de nuit, couloirs de contention, aménagement de parcours à bétail, ouverture et balisage des pistes de transhumance) ; • Vulgariser les modèles de convention locale et de plans d'affectation et d'occupation des terres pour une meilleure gestion des terroirs au niveau communautaire.
• Existence de quelques modèles réussis d'infrastructures de transformation et de conservation des produits agropastoraux ; • Existence de quantités appréciables de produits agropastoraux nécessitant des infrastructures de conservation et de transformation.	Insuffisance d'infrastructures de transformation, de stockage et de conditionnement de produits agropastoraux ; Manque d'abattoirs et d'aires d'abattage appropriés.	Capitaliser et vulgariser les expériences existantes ; Faciliter la mise en place d'unités de transformation des produits agropastoraux ; Faciliter la mise en place des infrastructures de stockage et de conditionnement des produits agropastoraux ; Construire des abattoirs, aires d'abattage, marchés à bétail, boucheries, mini laiteries et mielleries appropriés.
• Existence de fermes avicoles	Non-respect des règles d'installation des fermes avicoles et des mesures de biosécurité	Promouvoir la règlementation dans l'installation et l'accompagnement des fermes avicoles et renforcer les mesures de biosécurité
• Existence de 5 couvoirs	Faible couverture nationale des besoins en poussins de qualité d'un jour	Renforcer la qualité de production et certifier les couvoirs existants
Existence d'expériences dans la production apicole ; Présence d'abeilles autochtones ; Diversité de plantes mellifères.	Dominance du système extensif de production ; Faible vulgarisation des acquis des projets antérieurs d'appui à la production apicole Faible valorisation des produits apicoles (miel et cire)	Mettre en place un programme national de développement de l'apiculture.

Forces	Faiblesses	Recommandations
Conditions édapho-climatiques favorables aux activités agro-pastorales ; Existence de variétés adaptées et de races animales rustiques; Diversité des filières de production	Récurrence des feux de brousse ; Faible utilisation des énergies renouvelables ; Système agropastoral extensif ; Insuffisance d'équipements agricoles adaptés aux spécificités des filières.	Favoriser une agriculture intelligente face au climat ; Promouvoir l'usage des énergies renouvelables dans la production agropastorale ; Intensifier les productions agropastorales ; Promouvoir l'agroécologie ; Promouvoir une mécanisation adaptée.
• Existence d'un secteur privé prédisposé	Difficultés d'accès physique et financier aux intrants agricoles (semences, engrais et produits phytosanitaires)	Mettre en place un système efficace d'accompagnement des producteurs pour leur approvisionnement régulier en intrants agricoles certifiés ;
• Existence de quelques unités de transformation de produits agropastoraux ; • Existence de groupements spécialisés dans la transformation et la commercialisation ; • Existence d'interprofessions dans le secteur agropastoral ; • Diversité des produits agropastoraux à valoriser ; • Existence de marchés d'écoulement ; • Existence d'une agence spécialisée dans l'exportation des produits agricoles.	• Insuffisance de matériels de transformation ; • nsuffisance de formation en technologies de transformation agroalimentaire ; • Faible labellisation des produits locaux.	• Accentuer la mise en place des unités de transformation et de conservation adéquates des produits agropastoraux ; • Encourager la production d'emballage et promouvoir la labellisation des produits locaux ; • Renforcer la capacité des acteurs sur la connaissance de la structure des prix et des circuits de commercialisation ; • Appuyer la formalisation des interprofessions en associant toutes les parties prenantes.
Présence de sociétés minières et existence de nombreux projets miniers	Faible prise en compte de la réalisation des infrastructures agropastorales	Elaborer un schéma de réalisation des infrastructures et allouer une proportion des fonds miniers au contenu local pour financer leur réalisation ; Organiser une table ronde des sociétés minières pour participer au financement des activités identifiées dans la feuille de route des Etats Généraux.
Existence d'un institut de recherche agronomique avec 4 centres et 3 stations spécialisées ; Existence de 4 Centres d'Appui et de Démonstration de l'Elevage ; Existence d'un laboratoire central vétérinaire et de 4 laboratoires régionaux.	Vétusté et manque d'équipements appropriés pour le fonctionnement correct ; Manque de personnel qualifié ; Faiblesse à fournir des semences de prébase et de base ; Absence de capitalisation des résultats de recherche développement.	Favoriser la recherche pour la prise en compte du changement climatique pour une agriculture résiliente ; Recruter et former le personnel chercheur ; Rendre disponible des semences de variétés améliorées en quantité et en qualité ; Réhabiliter et équiper les centres, les stations de recherche et les laboratoires vétérinaires ; Caractériser et améliorer les races locales d'animaux ; Réaliser la carte de fertilité des sols, vulgariser et valoriser les résultats.
• Existence d'un potentiel de financement de l'agriculture et de l'élevage ; • • Existence de projets bancables.	Taux d'intérêt élevé des institutions de financement existantes ; Absence de banque agricole ; Faible taux de remboursement des prêts.	Mettre en place un fond revolving pour les agriculteurs et éleveurs pour garantir l'approvisionnement pérenne en intrants ; Favoriser la création d'une banque agricole et faciliter l'accès au crédit agricole ; Amener les institutions de crédit à pratiquer des prêts adaptés à l'agriculture et à l'élevage.
• Existence de la plateforme nationale One Health	Persistance des maladies animales ; Recrudescence des maladies émergentes ; Prolifération des nuisibles des cultures et des denrées stockées ; Insuffisance du maillage en officines et cabinets vétérinaires.	Appuyer l'installation des officines vétérinaires dans les préfectures et le déploiement des cabinets vétérinaires privés dans les communes rurales ; Réaliser des campagnes de vaccination contre les principales maladies infectieuses Renforcer le système de surveillance, d'alerte et de rapportage des services de la DNPV-DS

Forces	Faiblesses	Recommandations
Existence d'équipements agricoles ;	Récurrence des feux de brousse ; Faible utilisation des énergies renouvelables ; Système agropastoral extensif ; Insuffisance d'équipements agricoles adaptés aux spécificités des filières.	Favoriser une agriculture intelligente face au climat ; Promouvoir l'usage des énergies renouvelables dans la production agropastorale ; Intensifier les productions agropastorales ; Promouvoir l'agroécologie ; Promouvoir une mécanisation adaptée.
Structuration du MAGEL au niveau central et déconcentré	Insuffisance des effectifs et faible niveau technique du personnel.	Recruter, former, équiper et déployer le personnel.
Volonté politique des autorités exprimée pour l'instauration d'une bonne gouvernance du secteur agropastoral	Faible prise en compte de la réalisation des infrastructures agropastorales	Créer un comité de coordination intersectoriel composé des différents ministères liés au secteur agropastoral avec un haut niveau d'ancrage, au service des producteurs ; Opérationnaliser le Cadre de Dépenses à Moyen terme (CDMT) Renforcer le Bureau de Stratégie et Développement ; Prôner le patriotisme, l'intégrité et la loyauté et consolider la vision sur le long, moyen et court terme pour le développement du secteur ; Soutenir l'administration du secteur à travers le respect des fonctions régaliennes et promouvoir le transfert des fonctions de production et de transformation au secteur privé ; Instituer et renforcer la pratique de redevabilité et de responsabilité ; Engager la réflexion sur la création de pôles de croissance agricole avec l'implication et l'intervention complémentaires des ministères selon leur mandat ; Mettre en œuvre les actions inscrites dans la feuille de route des Etats Généraux de l'Agriculture et de l'Elevage. Favoriser la création de partenariats publics privés ; Mettre en place des systèmes d'assurances agropastorales ; Améliorer la structuration des projets et leur gestion rigoureuse

PLANIFICATION DES RECOMMANDATIONS DES ETATS GENERAUX DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

Recommandations	Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
Politique, Stratégies et règlementation			
Vulgariser la loi d'orientation agricole, le code pastoral et le code de l'élevage et des produits animaux			
Accentuer l'élaboration et la diffusion des textes d'application de lois et règlements ;			
Actualiser la Politique Nationale de Développement Agricole (PNDA) et le Plan National d'Investissement Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN)			
Finaliser et valider la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SNSAN)			
Elaborer une stratégie nationale de mécanisation agropastorale			
Impulser l'élaboration, l'adoption et la vulgarisation de la loi foncière agricole			
Aménagements agropastoraux			
Réaliser des aménagements hydroagricoles			
Actualiser le schéma directeur d'aménagement et de gestion des espaces pastoraux			
Capitaliser et vulgariser les expériences existantes en matière d'aménagements pastoraux			
Aménager des espaces pastoraux			
Vulgariser les modèles de convention locale et de plans d'affectation et d'occupation des terres pour une meilleure gestion des terroirs au niveau communautaire			
Développement des filières agropastorales			
Mettre en place un programme national de développement de l'apiculture			
Promouvoir la production locale des semences et engrais, notamment organiques			
Mettre en place un système d'approvisionnement régulier en semences certifiés, engrais, produits phytosanitaires, concentrés alimentaires et médicaments vétérinaires			
Renforcer la qualité de production et certifier les couvoirs existants			
Résilience au changement climatique			
Favoriser une agriculture intelligente face au climat			
Promouvoir l'usage des énergies renouvelables dans la production agropastorale			
Promouvoir l'agroécologie			
Conditionnement, conservation et transformation des produits agropastoraux			
Favoriser la mise en place des unités de transformation et de conservation adéquates des produits agropastoraux			
Encourager la production d'emballages et promouvoir la labellisation des produits agropastoraux			
Renforcer la capacité des acteurs sur la connaissance de la structure des prix et des circuits de commercialisation			
Renforcement des capacités			
Recruter et former le personnel chercheur			
Recruter, former, équiper et déployer le personnel du MAGEL			
Structuration des producteurs			
Appuyer la formalisation des interprofessions en associant toutes les parties prenantes			

Recommandations	Court Terme	Moyen Terme	Long Terme
Financement des activités			
Organiser une table ronde des bailleurs de fonds pour le financement des activités identifiées dans la feuille de route des Etats Généraux			
Mettre en place un fonds revolving pour les agriculteurs et éleveurs pour garantir l'approvisionnement pérenne en intrants			
Favoriser la création d'une banque agricole pour faciliter l'accès au crédit agricole			
Encourager les institutions financières à pratiquer des prêts adaptés à l'agriculture et à l'élevage			
Négocier une proportion des fonds miniers pour financer la réalisation des infrastructures agropastorales			
Recherche et développement			
Favoriser la recherche sur le changement climatique pour une agriculture résiliente			
Caractériser les races locales d'animaux			
Capitaliser et vulgariser les expériences existantes en termes de recherche développement			
Réhabiliter et équiper les centres et les stations de recherche agronomique			
Réhabiliter et équiper les Centres d'Appui et de Démonstration de l'Elevage et les laboratoires vétérinaires			
Réaliser la carte de fertilité des sols, vulgariser et valoriser les résultats			
Promouvoir l'amélioration génétique des animaux par la sélection et le croisement			
Amélioration de la santé animale			
Appuyer l'installation des officines vétérinaires dans les préfectures et le déploiement des cabinets vétérinaires privés dans les communes rurales ;			
Réaliser des campagnes de vaccination contre les principales maladies infectieuses			
Renforcer le système de surveillance, d'alerte et de rapportage des services de la DNPV-DS			
Renforcer les mesures de biosécurité au niveau des fermes avicoles			
Mécanisation agricole			
Redynamiser les centres de prestation agricole à travers la mise en place d'un partenariat public-privé			
Favoriser la mise en place d'unités privées de mécanisation agropastorale			
Promouvoir une mécanisation adaptée aux écosystèmes			
Gouvernance			
Créer un comité de coordination intersectoriel composé des différents ministères liés au secteur agropastoral avec un haut niveau d'ancrage, au service des producteurs			
Opérationnaliser le Cadre de Dépenses à Moyen terme (CDMT)			
Renforcer le Bureau de Stratégie et Développement			
Prôner le patriotisme, l'intégrité et la loyauté et consolider la vision sur le long, moyen et court terme pour le développement du secteur			
Soutenir l'administration du secteur à travers le respect des fonctions régaliennes et promouvoir le transfert des fonctions de production et de transformation au secteur privé			
Instituer et renforcer la pratique de redevabilité et de responsabilité			
Créer des pôles de croissance agricole avec l'implication et l'intervention complémentaires des ministères selon leur mandat			
Mettre en œuvre les actions inscrites dans la feuille de route des Etats Généraux de l'Agriculture et de l'Elevage			
Développer des partenariats public-privé dans la politique du MAGEL			
Améliorer la structuration des projets et leur gestion rigoureuse			
Inciter les compagnies d'assurance à créer des produits appropriés pour le secteur agropastoral			

PRIORISATION DES RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATIONS	Court terme	Moyen terme	Long terme
Politique, Stratégies et règlementation			
Vulgariser la loi d'orientation agricole, le code pastoral et le code de l'élevage et des produits animaux			
Aménagements agropastoraux			
Réaliser des aménagements hydroagricoles			
Aménager des espaces pastoraux			
Désenclavement des zones de production			
Réhabiliter les pistes rurales dégradées et ouvrages de franchissement			
Valorisation des produits agropastoraux			
Construire des abattoirs, aires d'abattage, marchés à bétail, boucheries, mini laiteries et mielleries appropriés.			
Faciliter la mise en place des infrastructures de stockage et de conditionnement des produits agropastoraux			
Développement des filières agropastorales			
Mettre en place un système d'approvisionnement régulier en semences certifiés, engrais, produits phytosanitaires, concentrés alimentaires et médicaments vétérinaires			
Conditionnement, conservation et transformation des produits agropastoraux			
Favoriser la mise en place des unités de transformation et de conservation adéquates des produits agropastoraux			
Encourager la production d'emballages et promouvoir la labellisation des produits agropastoraux			
Renforcement des capacités			
Recruter, former, équiper et déployer le personnel du MAGEL			
Structuration des producteurs			
Appuyer la formalisation des interprofessions en associant toutes les parties prenantes			
Recherche et développement			
Inventorier et Caractériser les races locales d'animaux			
Réhabiliter et équiper les centres et les stations de recherche agronomique			
Réhabiliter et équiper les Centres d'Appui et de Démonstration de l'Elevage et les laboratoires vétérinaires			
Réaliser la carte de fertilité des sols, vulgariser et valoriser les résultats			
Amélioration de la santé animale			
Appuyer l'installation des officines vétérinaires dans les préfectures et le déploiement des cabinets vétérinaires privés dans les communes rurales ;			
Réaliser des campagnes de vaccination contre les principales maladies infectieuses			
Mécanisation agricole			
Redynamiser les centres de prestation agricole à travers la mise en place d'un partenariat public-privé			
Financement des activités			
Organiser une table ronde des bailleurs de fonds pour le financement des activités identifiées dans la feuille de route des États Généraux			
Mettre en place un fonds revolving pour les agriculteurs et éleveurs pour garantir l'approvisionnement pérenne en intrants			
Favoriser la création d'une banque agricole pour faciliter l'accès au crédit agricole			
Encourager les institutions financières à pratiquer des prêts adaptés à l'agriculture et à l'élevage			
Négocier une proportion des fonds miniers pour financer la réalisation des infrastructures agropastorales			
Gouvernance			
Créer un comité de coordination intersectoriel composé des différents ministères liés au secteur agropastoral avec un haut niveau d'ancrage, au service des producteurs			
Relancer le comité de concertation MAGEL/PTF			
Engager des réflexions sur un mécanisme de financement durable du secteur agropastoral			
Appuyer la formalisation des interprofessions en associant toutes les parties prenantes			

9- ANNEXES TÉMOIGNAGE ET DISCOURS

Discours d'ouverture par son Excellence Amadou Oury BAH, Premier Ministre, Chef du Gouvernement



Félicitations au Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage d'avoir réussi, en si peu de temps, l'organisation des états généraux de l'agriculture et de l'élevage.
Permettez-moi également, en tant que Premier Ministre, Chef du Gouvernement, de saluer nos hôtes, le Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire de la Sierre-Léone et le Ministre Rwandais de l'Agriculture et des Ressources Animales. Vous êtes les bienvenus en République de Guinée.
Monsieur le Président du Conseil National de la Transition ;
Messieurs les représentants des institutions républicaines ;
Messieurs les membres du Comité National de Redressement National ;
Messieurs les représentants et les Ministres du cabinet présidentiel ;
Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement ;
Mesdames et Messieurs les représentants des institutions internationales, régionales et nationales ;
Messieurs les représentants des autorités morales et religieuses ;
Mesdames et Messieurs les acteurs sociaux professionnels du secteur agropastoral ;
Mesdames et Messieurs les participants et illustres invités ;
Mesdames et Messieurs, sans oublier, à travers vous, je salue le monde de la petite paysannerie qui se compte en millions de nos concitoyens. On les salue, on leur rend hommage par rapport à leurs contributions pour le développement de ce pays.

Je voudrais, au nom de **Son Excellence, le Général du Corps d'Armée Mamadi DOUMBOUYA, Président de la République, Chef de l'État et Commandant Suprême des Forces Armées,** remercier tous les illustres invités qui ont répondu favorablement à l'invitation de la Guinée aux présents États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage. Je leur souhaite une chaleureuse bienvenue en Guinée. Merci également à toutes les institutions internationales, régionales et nationales pour leur soutien constant au développement du secteur agropastoral en Guinée. Je salue avec déférence nos braves paysannes et paysans qui sont représentés par les délégués de leurs organisations socioprofessionnelle.

Merci à tous les participants.

Mesdames et Messieurs, d'après les statistiques de la Banque mondiale, la contribution du secteur agropastoral pour le PIB de la République de Guinée n'est que de 19 %. Ces 19 % s'avèrent une déception pour toute la communauté nationale. De par nos atouts, de par ce que Dieu nous a donné, des terres arables, des plaines, de l'eau, une main d'œuvre, nous ne pouvons pas nous contenter d'une contribution qui n'atteint même pas 20 % du PIB. C'est la raison pour laquelle ces États Généraux doivent répondre à la problématique.

Comment se fait-il que malgré tous ces atouts, et que certains caractérisent comme un scandale en termes de potentialités, et que le Ministre de l'Agriculture a qualifié de paradoxe, comment trouver les voies et moyens de faire en sorte que ce paradoxe soit résolu définitivement. C'est un enjeu capital et c'est la raison pour laquelle le Président de la République, dès après le 5 septembre 2021, la Guinée a mis en œuvre des ressources avoisinant 200% au secteur agricole pour rompre cette fatalité qui fait que la Guinée, malgré tous ses atouts, n'est pas parvenue à faire que son agriculture soit porteuse de croissance véritable.

Mesdames et Messieurs, pour mieux connaître ce pays, je vous recommande la lecture d'un fascicule qui a été écrit dans les années 50 par l'ancien gouverneur français, M. Roland Pré. Ce livre est intitulé « L'avenir de la Guinée ». À ce moment-là, la Guinée de par ses réalisations dans le secteur agricole, agropastoral, était la locomotive en Afrique de l'Ouest et dans tous les États qui composaient l'ancien Afrique occidentale française. C'est une réalité et c'était un atout qui faisait de la Guinée, un eldorado sur lequel les populations ouest-africaines pouvaient s'appuyer pour résoudre les problèmes de pauvreté et de sécurité alimentaire. Ce n'est pas le lieu de refaire l'histoire, mais il faut rappeler que nous avons eu, à un moment donné, des capacités en termes de production qui faisaient de notre pays un levier exceptionnel en ce qui concerne le secteur agricole. Et donc les 19 % d'aujourd'hui ne nous satisfont pas du tout. Donc il faut changer, et il faut changer. C'est la raison de l'Organisation des États généraux, monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, je sais que vous vous en souvenez, c'était lorsque nous avons essayé d'initier un deal avec monsieur le représentant de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Artisanat et le président du patronat guinéen, en disant que 800 000 tonnes d'importation de riz dans ce pays, ce n'est pas acceptable. Nous avons tout ce qu'il faut pour produire ce que nous devons consommer. Et donc, on leur a demandé, faisons un deal. Cette année, vous produisez en cultivant nos terres une certaine quantité pour diminuer votre niveau d'importation. Je pense que ces dis restent maintenus, parce qu'au bout de deux, trois, quatre ans au maximum, il faudrait qu'on inverse cette courbe d'importation. Il faut que nous passions à l'exportation de notre production agricole, notamment en ce qui concerne le riz et en ce qui concerne le secteur de la volaille. Nous pouvons le faire.

Nous devons le faire parce qu'aujourd'hui le monde change, la géopolitique utilise les ressources agricoles à des fins politiques. Madame la Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises avait eu de la peine à obtenir l'année dernière des possibilités d'importer du riz de l'Inde. Il a fallu des missions pour convaincre les autorités indiennes d'accepter que nous puissions avoir, en achetant le riz, une certaine quantité pour satisfaire nos besoins. Nous ne devons plus continuer à agir et à aider dans cette direction. Nous devons changer cela. Hier, on pouvait comprendre. Aujourd'hui, on peut accepter. Mais demain, ce sera inacceptable. La production agricole de ce pays doit permettre à la Guinée d'utiliser ce levier que Dieu nous a donné pour nous permettre d'être autosuffisants sur le plan alimentaire et de nourrir la région ouest-africaine.

Comme vous le savez, la souveraineté nationale n'est que leurre lorsque vous ne pouvez pas permettre à votre population de manger à sa faim par le bais de sa propre production. Le Président de la République n'a ménagé aucun effort pour que le secteur agricole puisse avoir les moyens de cette politique. Il a encouragé les initiatives le 8 mars dernier, à Kindia, on était avec le groupe de femmes qui avait obtenu un financement pour des productions au niveau des produits maraichers. La voie est tracée, il faut utiliser cette voie pour la structurer, pour emmener l'ensemble des acteurs à être en phase avec un niveau leur permettant de produire mieux, de créer des sources de revenus supplémentaire et d'alléger la charge de l'État en ce qui concerne les préoccupations de nourriture de la population.

Le changement qui est en train d'être mis en œuvre c'est changer notre économie. D'une économie de rente, il faut qu'on aille dans une économie diversifiée. Grâce à Dieu, le Simandou est là. Mais le Simandou à lui seul ne nous permettrait pas d'être équilibrés. Il faut, comme le disent certains, il faut marcher sur ses deux jambes. Et nos deux jambes, utilisons nos potentialités minières et développons notre agriculture et le secteur de l'élevage.

Les questions que le gouvernement attend à travers des réponses pertinentes, c'est comment faire pour que, le plus rapidement possible, des mesures effectives soient prises pour que l'année prochaine, qu'on voit à travers des chiffres palpables, concrets, un niveau de production particulier qui montrera que nous avançons dans la bonne direction, et puis également, au niveau de la contribution du secteur agropastoral dans le PIB, que cela soit manifesté. Le Ministre du Budget, à cet effet, devra engager le gouvernement dans des lignes d'élaboration de programmes budgétaires qui ne vont pas être calés sur une seule année, mais de manière pluriannuelle, afin que des secteurs comme l'agriculture puissent engager des dynamiques et faire des propositions pertinentes qui, dans la durée, pourront être suivies et nous permettre de changer la donne de manière durable et efficace.

D'où l'implication de l'ensemble des secteurs du gouvernement, afin que l'agriculture puisse être un secteur efficace. Et personnellement, je milite pour le manioc.

Le manioc n'est pas compliqué à travailler, n'est-ce pas ? Les feuilles pour faire la sauce, la tige pour replanter la culture, pour la consommation, que ce soit crue ou en farine, ça change notre mode de consommer. Et aujourd'hui, celui qui cultive le manioc, tu deviens riche sans trop te fatiguer. Bien entendu le travail de la terre est toujours fatiguant, mais c'est pour dire, en Guinée, nous marchons sur l'or, nous regardons le ciel pour dire à Dieu aide-nous à sortir de la pauvreté alors que nous marchons sur l'or.

Le monde rural doit être encouragé, épaulé, et toute la stratégie politique et institutionnelle c'est d'impliquer encore davantage ce secteur à se sentir partie prenante à ce que ce secteur s'approprie ce que nous sommes en train de faire. L'Etat doit encourager, mais les vrais acteurs c'est le secteur privé, quel que soit son statut, paysannerie, industrie agropastorale etc. Il faut que de ce point de vue, l'État doit cesser de dire, je vais tout faire, nous ne pouvons que faire ce que nous devons faire, et les acteurs économiques, privés ou en terme de coopératives, en termes d'associations, que ce soit des femmes, que ce soit des jeunes, fassent leur part en s'appuyant sur les accompagnements de l'État à tous les niveaux de la recherche développement à la mise en place d'infrastructures susceptibles de leur permettre d'écouler leurs productions, c'est extrêmement important.

Le gouvernement attend beaucoup de cette assise en termes d'orientation, en termes d'éclairage, car il y a des hommes et des femmes expérimentés qui savent de quoi ils parlent, et nous devons les écouter, prendre en compte ce qu'ils nous proposent, pour que l'année prochaine, avec l'aide de Dieu, que la Guinée ne soit plus dans une logique d'avoir un objectif d'autosuffisance alimentaire, mais de se fixer des objectifs, de faire de son agriculture un principal levier de son développement en faisant en sorte que la contribution du secteur agropastoral pour le PIB dépasse les 50%. Si on à cela, on règle tous nos problèmes. On règle les problèmes de la pauvreté ; on règle les problèmes de la stabilité sociale ; on règle les problèmes de nos jeunes qui désespèrent et qui prennent le chemin de la migration clandestine. En travaillant sur des leviers efficaces, concrets, nous allons changer ce pays. Le secteur minier à travers le Simandou est déjà une opportunité exceptionnelle, nous devons également marcher sur nos deux jambes faire de l'Agriculture le second levier par lequel nous devons marcher pour faire de la Guinée la locomotive économique de l'Afrique de l'Ouest dans les années à venir.

Merci à nos invités, je vous salue, je vous remercie. Et au nom **du Président de la République, le Général de Corps d'Armée Mamadi DOUMBOUYA,** nous déclarons les assises des États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage ouvertes.

Discours de présentation des États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage par Monsieur Félix LAMAH, Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage



Mesdames et Messieurs les Membres du CNRD ;

Monsieur le Président du CNT ;

Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Monsieur le Président de la Haute Autorité de la Communication ;

Monsieur le Ministre Secrétaire General de la Présidence

Monsieur le Directeur de cabinet de la Présidence et les hauts cadres du cabinet du Président,

Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement ;

Monsieur le Ministre de l'agriculture et des ressources animales du pays frère et ami du Rwanda ;

Monsieur le Ministre de l'agriculture et de la sécurité alimentaire de la République sœur de Sierra-Léone ;
Leurs Excellences Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, ambassadrices et institutions internationales accréditées en République de Guinée ;

Mesdames et messieurs les Secrétaires généraux et hauts cadres de l'administration publique,
Mesdames et Messieurs les Consuls ;
Mesdames et Messieurs les Partenaires Techniques et Financiers ;
Mesdames et Messieurs les Présidents des Chambres consulaires ;

Monsieur le Président du Patronat ;

Mesdames et Messieurs les Opérateurs du secteur Agropastoral ;

Chers acteurs du monde rural ;
Distingués invités en vos rangs et titres respectifs ;

Je voudrais, au nom des acteurs du monde rural et agropastoral ainsi qu'en mon nom propre, souhaiter la bienvenue au Premier Ministre, Chef du gouvernement, au lancement des Etats généraux de l'Agriculture et de l'Élevage. Je voudrais également exprimer ma profonde gratitude aux membres du Gouvernement d'avoir rehausser par leur haute présence cette cérémonie.

Excellence Monsieur le Premier Ministre, l'implication personnelle du **Président de la République** ainsi que celle de l'ensemble des membres du gouvernement, est une illustration éloquente de sa volonté de faire du monde rural, la pierre angulaire de notre économie nationale et le levier porteur de sa croissance.

C'est pourquoi, ces États Généraux sont un moment majeur de réflexion symbolisant notre engagement collectif à nous unir pour trouver les voies et moyens de propulser le secteur agropastoral pour l'atteinte de la souveraineté alimentaire en Guinée.

Permettez-moi, en votre nom, de remercier chaleureusement mes homologues de la Sierra Leone et du Rwanda ainsi que les personnalités venues de plusieurs pays et qui ont bien voulu répondre à notre invitation. Leur présence prouve à suffisance la dynamique de repositionnement de la Guinée dans le concert des nations et la preuve qu'il se passe ici des choses, de belles choses qui méritent d'être vu et su de tous.

Ces éminentes personnalités nous feront le privilège d'animer des panels et des masters-class afin de partager leurs riches expériences dans le développement du secteur agropastoral avec leurs sœurs et frères guinéens.

Excellence Monsieur le Premier Ministre,
Distingués invités,

La République de Guinée, de par la diversité de son climat et de ses écosystèmes, est un pays éminemment agricole ; avec une pluviométrie comprise entre 1 300 et 4 000 mm d'eau par an, un potentiel en terres arables évalué à 13,7 millions d'hectares, soit 56% du territoire national, un cheptel estimé à 8 millions de bovins, 7 millions de petits ruminants, d'autres filières animales porteuses (porcine, avicole, apicole) et de nombreux cours d'eau faisant de la Guinée le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest. En plus de sa position géographique et de son ouverture sur l'océan et le monde avec plus 300Km de côte maritime, notre beau pays la Guinée présente de multiples opportunités.

En dépit de cet immense potentiel et des énormes efforts consentis depuis l'indépendance, le secteur agropastoral peine à atteindre les objectifs d'autosuffisance, de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté. C'est un paradoxe qui nous interpelle, tous.

C'est pourquoi, depuis le 5 septembre 2021, sous le leadership du Président de la République, Chef de l'État, le Gouvernement guinéen s'est fortement engagé dans une dynamique de transformation du secteur agropastoral en vue d'assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population.

Depuis cette date, d'importants efforts ont été consentis, notamment la mise à disposition d'importantes quantités d'intrants et d'équipements agricoles, la promulgation de la Loi d'Orientation Agricole et du Code pastoral, l'augmentation significative du budget du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.

Cependant, nous restons toujours tributaires de l'importation de volumes importants de denrées de premières nécessités. Rien que pour l'année 2023 et bien qu'en baisse, la Guinée a importé 754 000 T de riz, 51 537 T de viande de poulet congelée.

Excellence Monsieur le Premier Ministre, Distingués invités,

Lors de ma première mission de terrain, à l'occasion du lancement de la campagne agricole 2024/2025 à Sinko, dans Beyla, en compagnie de mes cadres et de la chambre d'agriculture, nous avons parcouru Préfectures, Sous-Préfectures, Districts et Villages des régions administratives de N'Nzérékoré et de Kankan Pour la première phase de l'AgroTour. J'ai entendu les demandes des laborieuses populations rurales et j'ai compris leurs attentes. Des productrices de fonio et d'ignames de Kankan, aux producteurs des filières Café/Cacao, riz et de manioc, de la bergère de Kérouané à l'éleveur de Lola, qui m'évoquaient leurs difficultés de production, de transformation, de stockage et d'écoulement. Aussi, j'ai eu le cœur meurtri en voyant des vastes plaines non aménagées à Faranah, Mandiana et Lola. Accéder à certaines Sous-préfectures ou districts relevait du parcours du combattant. Comment dans de telles conditions nos agriculteurs peuvent-ils avoir accès au marché pour écouler leur production ? Il n'est pas donc étonnant que les pertes post récoltes atteignent les 30%.

En outre, Excellence Monsieur le Premier Ministre, Distingués invités,

Au-delà de la problématique de la production et de la productivité agropastorale, nos populations font face aux conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs rendant pénible la cohabitation et fragilisant le tissu social au sein des communautés concernées. Nous avons pu le constater à Bignamou, Foumbadou et Lainé.

Que dire de l'épineux problème du foncier rural qui, au lendemain de notre arrivée dans la ville de Kankan à fait 2 morts à Fodécariah, sur la route de Siguiri. Sur nos routes, un spectacle désolant s'offrait à nous : celui de l'exploitation anarchique et illégale de l'or par des jeunes hommes et femmes laissant derrière eux des terres creuses et dégradées. Peu à peu une partie de notre jeunesse rurale abandonne l'agriculture au profit des mines d'or tandis que d'autres font le choix de l'immigration clandestine laissant derrière eux des terres agricoles pourtant riches et des parents à bout de force.

Excellence Monsieur le Premier, Distingués invites

Au lendemain du 5 septembre 2021, le Président de la République a instruit l'ensemble du gouvernement à œuvrer inlassablement pour le bien-être des guinéennes et guinéens et assurer une éducation pour notre jeunesse. Or, le basique du bien-être est de pouvoir se nourrir et manger à sa faim. L'éducation de nos enfants ne peut se faire lorsqu'ils ont le ventre creux ou lorsqu'il leur manque des nutriments essentiels à leur développement.

Cette mission à l'intérieur du pays, très instructive, m'a incité à élargir la consultation à d'autres filières du secteur rural. Alors, j'ai compris que les problèmes cruciaux de nos paysans n'étaient pas suffisamment pris en compte et qu'il y avait nécessité d'aller au pays profond, pour faire un diagnostic posé par les agriculteurs et éleveurs eux-mêmes assorti de propositions concrètes.

C'est donc dans cet élan de transformation de l'agriculture guinéenne et d'écoute de ces réels cris de cœurs de ces producteurs et productrices, que le Département de l'Agriculture et de l'Elevage a organisé du 13 au 14 juin 2024 des concertations régionales dans les chefs-lieux des quatre régions naturelles (Kindia, Labé, Kankan et N'Zérékoré) avec pour slogan **« Redynamiser le secteur agropastoral pour l'atteinte de la souveraineté alimentaire en République de Guinée ».**

La synthèse des résultats de ces concertations régionales qui vient de vous être présentée et que nous avons voulu inclusives avec la participation de l'ensemble des acteurs du monde rural, exprime les préoccupations majeures et les recommandations qui en ont découlées.

Les assises qui nous rassemblent aujourd'hui, nous les voulons gagnants, pour les hommes et les femmes qui vivent des activités agropastorales, pour les jeunes qui bénéficieront de ces fruits par leurs insertions, et tout simplement pour tous les consommateurs guinéens que nous sommes.

Les résultats de ces concertations seront enrichis par les apports de spécialistes et des expériences des pays invités autour des panels et master class portant sur les problématiques liées à l'ensemble des enjeux, notamment : L'aménagement des terres agricoles et la maîtrise de l'eau ; La durabilité des infrastructures rurales ; La connexion entre les zones agricoles et le marché ; La valorisation des produits agricoles et animaux, et le renforcement des circuits commerciaux ; Le stockage, le conditionnement, la conservation des produits agropastoraux et leur transformation ; L'employabilité des jeunes et des femmes dans le secteur ; Les défis du changement climatique ; La mobilisation des fonds et les opportunités d'investissement ; L'apport du secteur minier et du secteur privé au développement agropastoral ; La recherche et le transfert de technologies ; L'accès durable aux intrants agricoles et d'élevage ainsi que la mécanisation, pour ne citer que celles-ci.

Excellence Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs,

De ces Etats généraux de l'agriculture et de l'élevage qui sont une première, découleront des recommandations que nous entendons traduire en une feuille de route avec des actions concrètes et budgétisées. Cette feuille de route servira de document-référence qui devra nous mener à la réalisation de la vision du Président de la République qui est de rendre la Guinée autosuffisant sur le plan alimentaire.

Elle devra également guider nos relations avec nos partenaires techniques et financiers afin que tous les accompagnements dont nous bénéficions dans le cadre des projets et programmes cadrent avec cette vision et que nous ne soyons pas dispersés.

D'autres pays l'ont fait et l'ont réussi, pourquoi pas nous ? nous ne sommes pas maudits. Nous sommes tout aussi capables et nous avons des femmes et des hommes en mesure de faire la différence.

Nos devanciers au temps de la première république sous la conduite éclairée du Feu Président Ahmed Sekou Touré n'avaient-ils pas tracé le chemin et commencer à faire de la Guinée le grenier de l'Afrique occidentale ? Nous devons revenir aux fondamentaux de notre agriculture et retrouver ce qui faisait notre ADN.

Où sont passés nos bananerais de Foulayah ? Que sont devenus nos belles variétés de mangues tant appréciées et propice à l'exportation ?

Qu'est devenu le Thé de Macenta qui était réputé à l'international ? Qu'est devenu le café Ziama ? La liste est certainement longue mais l'espoir est permis car la volonté y est.

Excellence Monsieur le Premier Ministre, Distingués invités

Je fonde l'espoir que ces Etats Généraux aboutiront à poser les bases d'un développement harmonieux et durable du secteur agropastoral qui occupe 79% de la population totale et contribue à hauteur de 19% du PIB.

Nous vous rassurons que les acquis seront préservés et nous nous emploierons à produire des résultats tangibles pour le bien-être de nos populations.

Je ne saurai terminer, sans remercier les partenaires techniques et financiers qui ne cessent de déployer tous les efforts pour soutenir durablement le secteur agropastoral dans toutes ses actions. Ces remerciements vont également aux différents sponsors et l'agence de communication SAKOM ainsi que tous ceux qui de près ou de loin ont contribué pour la réussite de ces Etats Généraux de l'Agriculture et de l'Elevage.

Je remercie tous les participants, producteurs et productrices, agri-preneurs, autorités coutumières et administratives, venus de toutes les régions du pays, pour prendre part aux présentes assises.

Ma profonde gratitude à tous les cadres et travailleurs du MAGEL. Une mention spéciale pour nos experts, qui sont des anciens retraités du département et qui ce sont joins à nous volontairement pour animer le comité technique. C'était difficile d'y croire mais nous l'avons fait en si peu de temps. Soyez fiers de vous. Mais nous venons de réaliser le plus facile, le plus difficile reste à venir et nous devons rester mobiliser et engager à mettre en œuvre les recommandations qui seront issues de ces états généraux.

Pour terminer, je voudrais, encore une fois, au nom des acteurs du monde rural, remercier **Son Excellence, le Général de Corps d'Armée Mamadi DOUMBOUYA, Président de la République, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées,** qui a instauré un climat de paix et de quiétude en Guinée favorisant l'installation des opérateurs dans tous les secteurs porteurs de croissance et rassurer les Partenaires Techniques et Financiers à accompagner la Guinée dans son élan de développement socio-économique.

Ensemble faisons de la souveraineté alimentaire, une réalité pour la Guinée.

Que Dieu bénisse la Guinée et les guinéens,

Je vous remercie

Discours de Dr Gualbert GBEHOUNOU, Représentant FAO Guinée

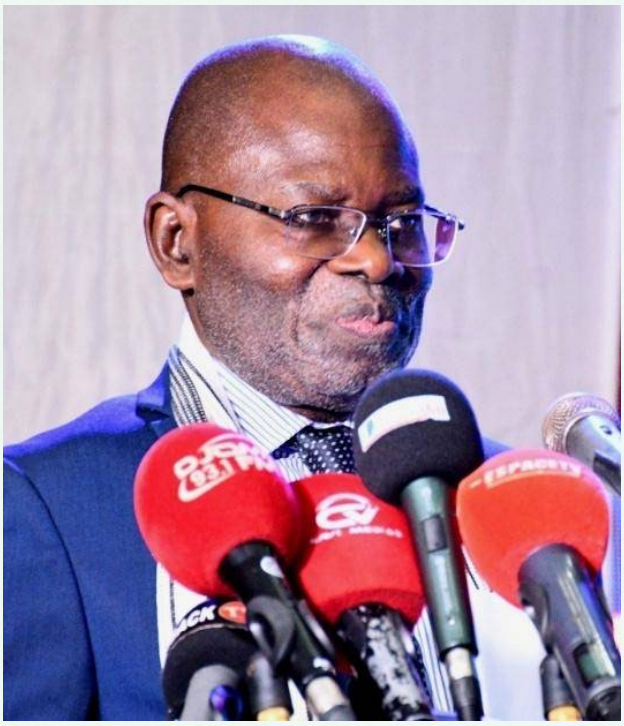
Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
Excellence Monsieur le Premier Ministre
Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage ;
Mesdames et messieurs les membres du Gouvernement ;
Mesdames et messieurs les membres du CNRD ;
Excellences messieurs les ambassadeurs et représentants des ambassades
Monsieur le Président de la Chambre nationale d'agriculture ;
Chers collègues du Système des Nations-Unies ;
Honorables invités,
Mesdames et Messieurs, en vos rangs et titres respectifs,

Je suis très honoré, de prendre la parole au nom de tous les Partenaires techniques et financiers, à l'occasion de la tenue des présents États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage, un moment crucial pour réaliser un diagnostic approfondi du secteur agricole, dégager des actions et des mesures adaptées pour parvenir à l'autosuffisance, la souveraineté alimentaire et nutritionnelle et j'ajoute pour faire du secteur agro-pastoral un levier de développement, créateurs de richesse et d'emplois.
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi au nom de tous les partenaires qui interviennent dans secteur agro-pastoral de féliciter le Gouvernement guinéen pour l'organisation de ces assises nationales, qui témoignent de son engagement pour le développement durable du secteur agro-pastoral, pour faire de l'agriculture et de l'élevage des moteurs de développement. Les États Généraux de l'agriculture et de l'élevage sont importants pour la raison suivante :

« Le développement de l'agriculture dépend de l'identification et de l'investissement dans des opportunités qui augmentent la productivité, la compétitivité et apportent la croissance économique, mais aussi créent des emplois, augmentent les revenus et réduisent la pauvreté. La découverte de ces opportunités dépend des interactions de nombreux acteurs qui se déroulent dans un environnement physique et socio-économique complexe ». Voilà pourquoi nous sommes ici aujourd'hui avec différents acteurs du secteur agro-pastoral.

Il m'est agréable de rappeler que la Guinée est un pays doté d'un énorme potentiel agropastoral ; la diversité agroécologique de ses régions naturelles constitue un atout pour le développement d'une gamme variée de systèmes de cultures et d'élevage.



En vérité, il n'y a pas une plante qui pousserait quelque part sur le Continent africain qui ne pousserait également en Guinée, de la Guinée forestière à la Basse-Côte en passant par la Moyenne et la Haute Guinée.

Cependant, malgré ses atouts indéniables dont par ailleurs une grande disponibilité de terres arables, chaque guinéen naissant avec un potentiel d'un hectare le secteur reste toujours confronté à de nombreux défis.

En République de Guinée comme dans nombre de pays africains le sous-secteur de l'agriculture, de production végétale reste marqué par la faiblesse de développement de chaînes de valeurs agro-industrielles permettant de diversifier l'économie, d'accélérer la croissance et d'asseoir sa résilience ; tandis que dans le sous-secteur élevage, des contraintes de divers ordres, liées à la santé animale, à l'insuffisance de l'offre fourragère, notamment en saison sèche et aussi à l'insuffisance notoire d'infrastructures de production et de commercialisation des produits issus des filières bétail-viande et lait entravent sérieusement le développement du secteur agropastoral.

A ces défis structurels s'ajoutent ceux liés au changement climatique et ses corollaires que sont la sécheresse, les inondations et d'autres phénomènes climatiques extrêmes qui menacent gravement la production agricole et la sécurité alimentaire.

Mesdames et Messieurs,

Face aux défis multiples à l'origine des contre-performances du secteur agro-pastoral, il n'y a pas meilleure solution que de marquer un arrêt pour s'interroger en profondeur sur les stratégies, approches et modalités d'intervention pour sortir des sentiers battus et emprunter des voies encore plus prometteuses.

C'est l'occasion pour moi de réitérer l'engagement de la FAO auprès du Gouvernement guinéen à poursuivre son appui dans :

- La modernisation du secteur agropastoral ;
- La lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Le renforcement de la résilience des systèmes agricoles et pastoraux face au changement climatique.

La collaboration avec le système des Nations Unies, je pense entre autres à la FAO, au Programme Alimentaire Mondiale (PAM), à l'UNIDO, au PNUD est essentielle pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et de développement durable. Je fais également ici justice aux autres partenaires techniques et financiers en dehors du Système des Nations Unies pour leur contribution au développement du secteur agro-pastoral en République de Guinée.

Je suis convaincu qu'en unissant nos forces et en tirant parti de l'expertise et des ressources de tous les acteurs, nous pouvons relever les défis qui se posent à nous et faire de l'agriculture et de l'élevage des moteurs de la prospérité et du bien-être pour tous les Guinéens.

Au nom des partenaires au développement, nous encourageons les Guinéens à soutenir les programmes que les partenaires mettent en œuvre, à investir dans l'agriculture et l'élevage, et à adopter des pratiques agropastorales durables.

Vive la coopération internationale !
Je vous remercie !

Mot de la Chambre Nationale d'Agriculture par Madame Madina DANSOKO Première Vice-Présidente

Honorable monsieur le Président du CNT
Mesdames et Messieurs les membres du CNRD
Monsieur le Premier Ministre Chef du Gouvernement,
Monsieur le ministre secrétaire générale de la présidence
Monsieur le Ministre Directeur de cabinet de la Présidence
Mesdames et Messieurs les Présidents des institutions républicaines
Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement
Mesdames et Messieurs les cadre de l'administration publique
Mesdames et Messieurs les représentants du secteur privé
Chers partenaires techniques et financiers
Vaillants acteurs du monde rural,

Chers tous,
C'est pour moi un grand plaisir de prendre la parole aujourd'hui, au nom du Président de la Chambre Nationale d'Agriculture de Guinée, Monsieur Souleymane BERETE, et au nom de l'ensemble des acteurs du monde rural, pour exprimer nos appréciations par rapport à l'organisation des présents états généraux de l'agriculture et de l'élevage dans notre pays.
La Chambre Nationale d'Agriculture de Guinée, conformément à la vision de modernisation et de développement agricole du **Chef de l'État, le Général de corps d'armée Mamadi DOUMBOUYA,** est résolument attelée à l'organisation et à la défense des intérêts des acteurs du monde rural.
Le bureau national, les bureaux régionaux et les antennes préfectorales, tous mis en place après les élections de fin 2023, sont à pied d'œuvre, nuits et jours, pour traduire les objectifs du gouvernement auprès des valeureux agriculteurs de notre pays.
Dans le cadre de sa mission de plaidoyer, la Chambre est à l'écoute de l'ensemble des agriculteurs de notre pays, afin de remonter leurs préoccupations au niveau des autorités gouvernementales, notamment à son Excellence Monsieur le Ministre de l'agriculture et de l'élevage qui assure notre tutelle.

Mesdames et Messieurs,
L'organisation de ces états généraux est une opportunité unique pour les acteurs du monde rural de faire entendre leurs voix, manifester leurs joies et exprimer leurs préoccupations sur les différents aspects de la production agricole.
C'est l'occasion pour le producteur de riz de Beyla d'exprimer sa joie de voir la rizerie de Sinko fonctionner, mais aussi de souligner ses préoccupations quant aux difficultés d'accès aux moissonneuses.
C'est l'occasion pour l'apiculteur de Faranah d'apprécier les initiatives en matière d'accès aux ruches de qualité, tout en soulignant les difficultés de conditionnement du miel produit.
Quant au producteur de maïs de Lola, ou celui de banane des zones reculées de Nzérékoré, ce sera une occasion d'exprimer les difficultés d'accéder aux marchés en raison de la faible qualité des pistes rurales.
Le producteur de pomme de terre de Timbi, tout en saluant les efforts importants de l'État en termes d'accès aux intrants et au financement, fera aussi cas des mêmes difficultés de transporter la pomme de terre, produits périssables, sur la mauvaise route de Timbi à Pita, ou sur les risques liés au réchauffement climatique.



L'aviculteur de Kindia, heureux d'accéder au maïs subventionné de l'État, sollicitera la continuité des efforts de l'État pour la protection des producteurs nationaux vis-à-vis des importations.
Aussi, le producteur d'hévéa de Bignamou ou de coton de Kankan, pourront exprimer leurs vœux en matière d'organisation de filière d'exportation.
Enfin, la femme maraichère de Kindia, exprimera ses joies et ses peines sur les questions d'engrais, d'accès aux chambres froides, d'accès à la terre ou d'accès au conseil agricole.
Les questions de divagation, d'abattage ou de santé des animaux seront également exposées.

Honorable monsieur le Président du CNT
Monsieur le Premier Ministre,
Honorable conseillers nationaux du CNT,
Mesdames messieurs les membres du Gouvernement,

Ces états généraux de l'Agriculture qui sont à leur dernier virage, constituent encore une preuve supplémentaire de l'attachement des autorités de la transition à la cause du monde rural.

De la hausse des dotations budgétaires à l'adoption des lois, en passant par la multiplication des projets, les agriculteurs se sentent de mieux en mieux intégrés aux priorités du gouvernement.

Notre souhait le plus ardent et le plus légitime, est de voir ces efforts continuer car, selon les données du dernier recensement national de l'agriculture et de l'élevage, la population agricole de notre pays se chiffre à 8 345 134 personnes soit près de 70% de notre population de loin la plus grande occupation des Guinéens.
Ainsi, l'agriculture n'est pas qu'un simple outil de renforcement de la sécurité alimentaire, elle est surtout et avant tout une source de revenus pour la majorité des guinéens, donc le meilleur moyen pour combattre la pauvreté et la précarité.
Grâce aux soutiens apportés aux agriculteurs sous l'ère du CNRD, beaucoup de progrès ont été réalisés, notamment l'accès aux intrants, à la mécanisation et au financement. Ces différents appuis ont permis d'obtenir des résultats importants, y compris la fourniture régulière en œufs de consommation, en igname ou en pomme de terre, et la baisse progressive des importations de riz.

Mesdames messieurs, chers acteurs du monde rural,
Au nom de notre Président et du bureau consulaire de la Chambre, je vous invite à nous honorer comme vous l'avez toujours fait, par votre participation de qualité, votre entente et votre sérieux dans le travail.
Exprimez-vous sans hésitation sur les difficultés les plus cachées que vous subissez, mettez en valeurs les bonnes initiatives du gouvernement, pour que les bonnes choses puissent être renforcées, et les mauvaises combattues.

Mesdames messieurs, chers acteurs du monde rural,
Comme vous le voyez donc, l'essentiel des problèmes du secteur agropastoral est connu. Les représentants des différentes filières fourniront plus de détails.
Il nous revient donc de prendre les dispositions qui s'imposent pour mettre en application les différentes solutions pour aider les acteurs du monde rural à développer leurs activités et aider la Guinée à renforcer sa sécurité alimentaire et créer une classe moyenne agricole respectable.
En tout cas, vous, autorités et acteurs du monde rural, pouvez compter sur la détermination de la Chambre Nationale d'Agriculture de Guinée à mettre tout en œuvre pour aider le secteur agricole à se développer.
Vive le peuple de Guinée
Vive les acteurs du monde rural
Vive le développement
Je vous remercie.

Message de témoignage des producteurs

Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement;
Mesdames et Messieurs les participants ;
Au nom des acteurs du monde rural des quatre régions naturelles, je voudrais vous adresser nos chaleureuses salutations et vous prions de bien vouloir transmettre notre déférente salutation à son Excellence le Général Président Mamadi DOUMBOUYA, pour avoir permis l'organisation de ces états généraux et particulièrement les concertations régionales qui ont donné l'occasion aux agriculteurs et éleveurs, de Koundara à Yomou et de Boké à Mandiana, de nous réunir pour exprimer nos points de vue sur le développement du secteur agropastoral de notre pays.

En effet, c'est pour la première fois, que non seulement des concertations régionales de cette envergure sont organisées dans le pays profond, mais aussi et surtout que les représentants des organisations socioprofessionnelles ainsi que les acteurs ruraux eux-mêmes et directement interviennent, sans tabous, pour poser leurs problèmes.

Ces problèmes sont entre autres, liés aux difficultés d'accès aux intrants agropastoraux, aux problèmes d'aménagements des terres et d'espaces pastoraux, à la construction des pistes rurales, d'infrastructures agropastorales, à la promotion des cultures pérennes, à la conservation et la valorisation des productions nationales.

Les concertations régionales, devenues par les faits, un cadre approprié d'échange entre acteurs des différentes filières, ont recensé les contraintes et ensemble, nous avons proposé des pistes de solutions qui, nous avons espoir, seront mises en œuvre pour l'atteinte des objectifs d'autosuffisance alimentaire et nutritionnelle dans notre pays.

Ces concertations régionales ont été participatives et inclusives. Elles ont permis de nous valoriser, de nous sentir considérés. Elles ont permis de nous connaitre et de révéler les interdépendances entre les différentes filières de production tant végétale qu'animale. Elles ont établi les bases solides du rétablissement d'un climat de confiance entre décideurs et acteurs ruraux que nous sommes.

C'est pourquoi, les acteurs ruraux aux noms desquels nous nous exprimons ici, nous chargent de transmettre à son Excellence Monsieur le Président de la République, notre entière satisfaction pour cette démarche très salutaire pour les paysannes et paysans des quatre régions naturelles de notre pays.

Excellence Monsieur le Premier Ministre, permettez-nous de remercier Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage qui est en train de mettre œuvre la vision de redynamisation du secteur agricole du Président de la République en organisant ces concertations régionales qui devront désormais être une tradition en Guinée car elles permettent d'appréhender les réalités du terrain.

Nous, paysannes et paysans avons grand espoir, Monsieur le Président de la République ainsi que vous et votre Gouvernement ne ménagerez aucun effort pour la mise en œuvre des recommandations issues de ces Etats généraux.

Vive l'agriculture et l'élevage de Guinée.

Nous vous remercions



Discours de clôture par son Excellence Amadou Oury BAH, Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Félicitation Monsieur le Ministre, mais vous avez reçu grâce à tous ces participants certains sont venues de loin, des grands lacs, d'autres pays limitrophes, d'autres des quatre régions de notre pays. Merci d'être venus merci d'avoir participé activement à donner un contenu réaliste aux états-généraux de l'agriculture et de l'élevage en sa première édition en République de Guinée.

Au nom du Président de la République le Général de Corps d'Armée Mamadi DOUMBOUYA recevez les vives félicitations de l'ensemble des autorités de la République de Guinée.

Vous avez surnommé notre Ministre de l'agriculture et de l'élevage comme le laboureur mais je crois que vous vous souvenez des propos de jean-Lafontaine le laboureur et ses enfants. Le laboureur et ses enfants quelle est la quintessence du message, travailler encore travailler ne ménager pas vos efforts, par la terre vous pouvez vivre vous pouvez vous réaliser vous pouvez prospérer vous pouvez mettre en sécurité vos familles et vous pouvez permettre à votre pays d'être un pays souverain puisque pouvant satisfaire l'indispensable conditionnalité, faire vivre ces populations. En d'autres termes les faire nourrir, c'est par la terre que nous pourrons le faire.

Donc le laboureur et ses enfants pourraient être une conclusion et un appel à l'effort à la peine et au retour du travail sur des valeurs fondamentales que sont la terre et également l'élevage puisque les deux constituent un ensemble homogène qui permettent à la population mondiale de prospérer et d'espérer pouvoir poursuivre le chemin de l'humanité. Donc n'oubliez jamais ce fable le laboureur et ses enfants.

En tant que premier Ministre chef du gouvernement vous avez proposé et valider des recommandations, comme l'a dit un des intervenants il ne faudrait pas que ces recommandations restent dans des tiroirs c'est la raison pour laquelle le premier acte que le ministre de l'agriculture et l'élevage devra faire dans le cadre de la mise en place de ce cadre de concertation c'est de réunir un groupe consultatif pour la mise en œuvre des recommandations des États Généraux à son niveau et en dessous la mise en place d'un comité technique pour la mises en œuvre des recommandations issues des États Généraux de l'agriculture et de l'élevage qui pourront se déclinés en programmes et actions dès demain.

La prochaine campagne agricole 2025 doit députer dans sa formalisation dans sa conception dès demain Monsieur le Ministre de l'agriculture. Nous avons été pris au dépourvu pour cette saison vous avez réussi tant bien que mal à s'arrimer à l'attelage qui était déjà là, tirons les conclusions et les faiblesses antérieures des recommandations pertinentes pour préparer d'ores et déjà la prochaine campagne agricole 2025.

Parce que nous ne pouvons pas nous tirer d'affaire si le secteur agricole et de l'élevage s'avère déséquilibré par rapport à nos actions. L'objectif que l'agriculture et l'élevage puisse contribuer à hauteur de près de 50% du PIB pour la croissance économique doit être un objectif réaliste parce que comme disent les experts de la banque mondiale, si la guinée fait un taux de croissance économique de 4% par an c'est qu'en fait ils n'ont rien fait. 4% sans



rien faire on peut l'atteindre donc, donnons-nous les moyens d'avoir 10% et ce sont 10% de croissance de manière durable qui feront qu'à moyens termes nous allons inverser la courbe de la pauvreté et c'est par le secteur agricole que nous pouvons réussir cela.

Au niveau gouvernemental dès les prochains jours nous allons mettre en place deux comités du gouvernement deux comités mensuels chargés du développement durable et du capital humain un autre comité chargé des finances publiques et des réformes pour que de manière structurée l'ensemble des interventions des ministères sectorielles puissent se retrouver en phase dans une dynamique collective et avancer ensemble c'est dans ce sens que la mise en place du comité technique pour la mise en œuvre des recommandations issue des États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage vous permettons d'être en phase avec les objectifs globaux que s'assignent le Gouvernement.

Donc au nom du Président de la République à qui je remettrai le satisfecit que vous lui avez décerné pour avoir été de par son leadership un acteur majeur pour que l'agriculture soit un secteur que le gouvernement impulse par l'allocation de ressources suffisantes. Au nom du Président le Général de Corps d'Armée Mamadi DOUMBOUYA nous vous remercions et nous déclarons clos les présents assis des États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage de la République de Guinée

Je vous remercie.

Discours avant clôture par Monsieur Félix LAMAH, Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage



- Excellences Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Institutions Internationales
- Mesdames et Messieurs les Partenaires Techniques et Financiers ;
- Mesdames et Messieurs les Invités de marques ;
- Mesdames et Messieurs les Opérateurs du secteur Agropastoral ;
- Mesdames et Messieurs les cadres des Départements,
- Chers participants ;
- Mesdames et messieurs.

Il y a un adage qui dit, je cite :

« Si on veut obtenir quelque chose que l'on n'a jamais eu, il faut tenter quelque chose que l'on n'a jamais fait ».

En effet, après le constat que la Guinée est un pays à forte vocation agropastoral avec des potentiels énormes lui permettant de développer son secteur agropastoral mais qui, malgré beaucoup d'efforts consentis, n'arrive toujours pas à atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle, nous avons conclu qu'il y'a un problème quelques part.

C'est ainsi que nous nous sommes posé la question de savoir qu'est ce qui n'a pas été fait. C'est alors que nous avons décidé d'aller chercher la réponse avec les acteurs ruraux afin de poser les vrais diagnostics et esquisser les pistes de solutions qui doivent gouverner les actions publiques de développement agropastoral des prochaines années.

C'est pourquoi, nous avons décidé d'organiser ces présents États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage, avec les bénédictions de Son Excellence Monsieur le Président de la République, le Général de Corps d'Armée, Mamadi DOUMBOUYA. États Généraux, qui ont été précédés des concertations dans les quatre Régions naturelles.

- Chers participants ; Mesdames et messieurs.

Aujourd'hui, nous voici réunis pour procéder à la clôture de ces États Généraux qui ont durer trois jours et qui ont réunis près de 1500 représentants des agriculteurs et éleveurs des quatre régions naturelles, les institutions républicaines, les illustres hôtes des pays invités, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé, les organes consulaires, les institutions d'enseignement supérieur sans oublier des milliers d'internautes qui ont inter réagit et ont posés des questions pertinentes assorties des propositions de solutions.

Trois jours d'intenses travaux, au cours desquels vous vous êtes concerté autour des panels et masters class animés par des spécialistes et des personnes ressources qui sont venues partager leurs savoirs faires et leurs expériences avec leurs frères de la Guinée.

Trois jours qui ont été mis à profit pour trouver les vois et moyens pour relever les défis qui sont devant nous et qui ne relèvent pas seulement du seul métier d'agriculteur ou d'éleveur, d'une filière, ou d'un acteur mais de chacun d'entre nous. Nous avons tous, collectivement, une partie de la réponse.

Trois jours et des journées de concertations régionales qui ont permis de rétablir la confiance entre décideur et acteurs du secteur agropastoral.

Voilà, mesdames et messieurs, chers participants ce que nous attendions de ces États généraux qui sont organisés pour la première fois dans notre pays, de la manière participative et inclusive.

Pour obtenir quelque chose que n'avons jamais eue, nous avons tenté quelque chose que nous n'avions jamais fait. Il suffit de regarder les conclusions et les recommandations de ces États Généraux pour s'en convaincre car ces recommandations donnent une bonne indication de ce que veulent les Agriculteurs et Éleveurs de notre pays.

L'heure n'est plus à indexer un responsable de notre retard. Tous les acteurs du secteur agropastoral sont concernés. Et c'est ensemble, chacun à son niveau et avec synergie que nous devons relever les manches pour concrétiser ces recommandations qui sont les reflets des concertations régionales, expressions effectives des acteurs de terrain.

Chers acteurs du monde rural, il vous revient, pour paraphraser le Ministre de l'Agriculture Rwanda, vous êtes des acteurs économiques. En tant que tel, la première responsabilité vous incombe et l'État apporte les appuis nécessaires. Autant durera l'assistanat, l'émergence sera peu probable au rendez-vous.

De nombreux concitoyens ont fait part de leurs problèmes assortis de propositions de solutions. Rien ne sera négligé, rien ne sera rejeté. Le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage a pour mission d'accompagner le monde rural et de lui apporter des soutiens visant à booster les différentes chaines de valeur des filières végétales et animales. Pour y arriver, la rigueur doit être de mise. Les choix des ressources humaines seront minutieux et leurs activités soutenues par la rigueur. Leur formation, renforcement des capacités et opérationnalisation seront des exigences administratives.

Ces États Généraux ne sont évidemment pas un aboutissement, mais un commencement. La redevabilité, l'engagement patriotique, la définition de nos choix nationaux sont les maitres mots de ces journées et ils doivent guider nos actions. Ensemble vous avez osez et vous avez pris vos responsabilités en posant les contraintes réelles et en proposant les solutions.

Je voudrais vous rassurer que L'État prendra les siennes à travers le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage pour mettre en œuvre toutes les recommandations qui seront exécutées conformément à la mise en place de programmes d'urgence, à court, moyen et long terme.

Ce que nous venons d'obtenir est un bel acquis. Un acquis qu'il faut faire perpétuer avec tous les Guinéens pour mieux produire afin d'atteindre la souveraineté alimentaire et nutritionnelle.

C'est pourquoi, mesdames et messieurs, chers participants je voudrais profiter pour remercier très sincèrement Son Excellence Monsieur le Président de la République, le Général de Corps d'Armée, Mamadi DOUMBOUYA, qui n'a ménagé aucun effort pour l'organisation parfaite des Concertations régionales qui ont abouties à ces présents États Généraux de l'agriculture et de l'Élevage.

Merci à l'ensemble des membres du gouvernement, symbole fort de notre engagement collectif à nous unir pour trouver les voies d'avenir pour notre Agriculture et notre Élevage.

Nos vifs remerciements à nos Partenaires techniques et financiers et je m'engage à faire revivre le groupe thématique de concertation PTF-MAGEL pour que nous ayons une instance officielle d'échange, de partage, d'harmonisation et de mise en œuvre des projets et programmes voulus par le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.

Encore une fois, je voudrais remercier nos partenaires ainsi que tous ceux qui de près ou de loin ont contribuer tant soit peu pour la réussite de ces États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage.

Enfin, merci chaleureusement, à nos illustres invités, aux participants, Producteurs et Productrices, cadres des services techniques, Autorités coutumières et administratives, venus des pays amis et de toutes les régions du pays.

Sur ce, Tout en souhaitant un bon retour dans vos pays et vos préfectures, je déclare clos les États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage.

Que Dieu aide et protège la Guinée et son Président.

Vive la Redynamisation du secteur agropastoral pour l'atteinte de la souveraineté alimentaire en République de Guinée

Discours de Monsieur Ansoumane KABA, Président de la Confédération Générale des Entreprises de Guinée



Excellence monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage ;
Messieurs les Ministres de l'Agriculture du Rwanda et de Sierra Leone ;
Mesdames et Messieurs les Ministres ;
Mesdames et Messieurs les Partenaires Techniques et Financiers ;
Chers Collègues et Partenaires ;
Mesdames et Messieurs.

C'est avec une immense fierté et un profond sentiment de responsabilité que je prends la parole aujourd'hui au nom de la Confédération Générale des entreprises de Guinée et l'ensemble du secteur privé guinéen à l'occasion de la clôture des États Généraux du secteur agricole guinéen.

Permettez-moi d'exprimer notre sincère gratitude au Gouvernement guinéen sous le leadership Éclairé de son excellence le Général de Corps d'Armée Mamadi DOUMBOUYA pour son engagement résolu en faveur du partenariat public-privé et de vous exprimer également l'engagement du patronat en faveur de ce partenariat. Nous sommes convaincus que le partenariat public privée est la clé de voute pour une transformation qualitative de notre économie et pour faire du secteur agricole un moteur de croissance durable et inclusive.
Excellence Monsieur le Premier Ministre ;
Mesdames et Messieurs.

Le partenariat public privé est le mode de partenariat qu'il faut instaurer dans tous les secteurs de notre économie, l'initiative de ces états généraux nous a offert l'opportunité en tant que secteur privée de contribuer activement à ce cadre de concertation. Nous sommes convaincus que les décisions et les actions fortes annoncées sortiront de ce grand et magnifique rassemblement et qu'elles apporteront les changements souhaités par toutes les parties prenantes.
Excellence Monsieur le Premier Ministre ;
Mesdames et Messieurs.

A la Confédération Générale des entreprises de Guinée, nous croyons fermement au partenariat qui doit contribuer au développement d'un secteur privé fort créateur d'emploi de qualité et qui contribue aux recettes fiscales de l'État. Le dialogue que nous souhaitons engager dans le cadre de Guinée Business Forum, devraient nous permettre de trouver des réponses au sujet qui nous préoccupe.

1 – L'épineuses questions de la propriété foncière de manière durable sinon définitive pour rassurer les investisseurs et consolider la paix sociale ;
2 - De définir clairement le régime juridique d'exploitation de terres octroyées aux entreprises ;
3 – D'apprécier l'opportunité de l'institution d'une redevance sur des espaces non mis en valeur.
4 - la reconnaissance des droits coutumiers revendiqués historiquement par les familles d'agriculteurs.

À cet effet le patronat guinéen par le biais Confédération Générale des entreprises de Guinée se tient à la disposition du ministère de l'agriculture et de l'élevage pour une rencontre constructive impliquant les principaux acteurs du secteur agricole.

Par ailleurs, pour la Confédération Générale des entreprises de Guinée, le secteur agricole étant diversifiée le cadre du partenariat représenté au niveau national par la plateforme de concertation publique privée devrait être alimentée par les problématiques issu du dialogue sectoriel entre les organisations ou les fédérations sectorielles du secteur privé et les administrations concernées une telle structuration du cadre partenarial permettrait d'impacter tout l'écosystème du secteur agricole dans sa diversité et d'amener ainsi les acteurs de chaque secteur à être au cœur des reformes que nous voulons entreprendre.
Je souhaite que ces États Généraux au-delà des conclusions auxquelles ne sont parvenues nous permettre véritablement d'identifier dans une confiance mutuelle les principaux chantiers des acteurs concernés et les moyens a déployé pour le développement de notre agriculture.

La Confédération Générale des entreprises de Guinée et toutes ses structures s'engagent à contribuer activement à la mise en application des recommandations issues des travaux de préparation des États Généraux et s'efforcera à atteindre les objectifs de l'État.

De même j'espère qu'il sera instauré des états généraux de l'agriculture et de l'Élevage chaque deux ans afin de pouvoir apprécier les progrès dans ces domaines aussi et pour être plus proche des agriculteurs des producteurs et des éleveurs retrouveront dans deux ans à Nzérékoré Kankan ou à Labé.
Ensemble avec une détermination conjuguée nous pouvons transformer notre vision en réalité tous unis nous réussirons
Je vous remercie

Présentation des principales recommandations et actes des États Généraux par Monsieur Oumar BARRY, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage



Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
Mesdames et Messieurs les Membres du CNRD ;
Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement ;
Mesdames et Messieurs les Représentants des institutions internationales, Régionales et Nationales ;
Mesdames et Messieurs les invités de marque ;
Mesdames et Messieurs les Présidents des Chambres consulaires ;
Mesdames et Messieurs les Opérateurs du secteur Agropastoral ;
Mesdames et Messieurs, tous protocoles respectés ;
Chers participants ;
Mesdames et messieurs.

L'honneur m'échoit, au nom de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, de vous présenter la synthèse des résolutions et recommandations des Etats Généraux de l'Agriculture et de l'Elevage.
L'an deux mille vingt-quatre, les 3,4 et 5 juillet, se sont tenues à Conakry, les Etats Généraux de l'Agriculture et de l'Elevage.
Les travaux ont été ouverts solennellement par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement et ont connu la participation de près de 1000 participants venus de l'extérieur et des quatre Régions Naturelles de la Guinée.
Six panels et deux masters class ont été animés par de hautes personnalités gouvernementales, de pays amis, de personnes ressources et de spécialistes du secteur agropastoral.
Ces échanges enrichissants et d'une grande profondeur scientifique l'ont été autour des thématiques suivantes :
- Apport du secteur minier au développement agropastoral. Défis et perspectives
- Problématique des infrastructures rurales, quelle approche de durabilité ;
- Recherche agropastorale, Transfert de technologies et changement climatique ;
Défis liés à l'accès durable aux intrants agropastoraux, à la mécanisation et état des lieux des institutions nationales d'appui à l'agriculture et à l'élevage ;
- Valorisation des produits agricoles et animaux ; accès aux marchés locaux et régionaux ;
- Employabilité des jeunes et des femmes dans le secteur agropastoral
- Mobilisation de fonds pour le développement du secteur agropastoral et opportunités d'investissement pour le secteur privé dans l'agrobusiness
- Partage d'expériences et bonnes pratiques des autres pays et acteurs du monde agropastoral
A l'issue de débats fructueux, les principales recommandations sont les suivantes :
• Mettre en place une planification pluriannuelle prenant en compte toute la chaine de valeur ;
• Amener les sociétés minières à s'approprier et à appliquer la stratégie de Responsabilités Sociétales des Entreprises (RSE) pour contribuer au financement des projets agro-pastoraux dans leurs zones d'intervention
• Sensibiliser les communes à inscrire dans leur Plan de Développement Local (PDL) et Plan Annuel d'Investissement (PAI) la construction d'infrastructures agro-pastorales (marchés à bétail, parcs communautaires de bétails, aménagements pour la production maraichère) ;
• Elargir l'appui de la bourse de sous-traitance aux PME/PMI du secteur agro-pastoral ;
• Actualiser le schéma directeur des pistes rurales dont la mise en œuvre permettra de faciliter le drainage des produits vers les marchés ;
• Utiliser la contribution des fonds miniers pour financer la réalisation des infrastructures agropastorales dans le cadre du contenu local ;
• Favoriser l'émergence de chaines de valeur dans les villages riverains des corridors miniers ;
• Poursuivre la réhabilitation des carrières des mines pour le développement des activités agricoles et la foresterie en donnant la priorité aux essences naturelles ;
• Instituer la certification des domaines réhabilités par les sociétés minières qui les ont exploités ;
• Renforcer les capacités des entreprises locales en vue de les rendre compétitives dans les appels d'offres ;
• Encourager les PME/PMI et autres acteurs des services à utilité publique à s'approprier et appliquer la Loi sur le contenu local ;
• Promouvoir la synergie d'action entre les départements concernés ou impliqués dans les questions agropastorales ;
• Organiser une table ronde des bailleurs de fonds pour le financement des activités identifiées sur la base de la feuille de route conçue à la suite des Etats Généraux ;
• Réduire les pertes postes récoltes en construisant des magasins de stockage, des aires de séchage et de battage ;
• Pérenniser les infrastructures par un entretien, un suivi régulier et une évaluation des activités réalisées par les entreprises ;
• Actualiser et mettre en œuvre le schéma directeur d'aménagement des espaces pastoraux et agricoles ;
• Procéder à la construction des abattoirs régionaux et des aires d'abattage répondant aux normes pour aider les ruraux à s'approvisionner en viande de qualité ;
• Accompagner les opérateurs, groupements, associations des jeunes et femmes dans la production suffisante du maïs ;
• Mettre en place un fonds revolving pour les éleveurs afin de garantir l'approvisionnement pérenne des intrants ;
• Réaliser la carte de fertilité des sols ;
• Réhabiliter et renforcer la capacité des centres de recherche comme : Sérédou, Baring bordo, CAE et les ENAE ;
• Renforcer le système d'information entre l'État et les acteurs des différentes filières concernées ;
• Définir une vision à long terme pour l'accompagnement des opérateurs des filières et établir des relations de confiance entre les opérateurs et les autorités administratives ;
• Renforcer les capacités des jeunes dans l'entrepreneuriat agricole ;
• Lever les barrières pour l'accès au foncier par la création
de banque agricole ;
• Prélever un pourcentage sur les taxes à l'importation des produits Agricoles en vue de financer les activités agropastorales ;
• Favoriser la mise en place des assurances agricoles ;
• Subventionner les intrants avicoles et agricoles pour diminuer la charge des producteurs ;
• Promouvoir l'installation et l'accompagnement de nouvelles fermes avicoles afin de réduire drastiquement l'importation de poulet de chair.
• Faire adopter et vulgariser la Loi foncière agricole.
• Vulgariser la Loi d'Orientation Agricole, le Code Pastoral, le Code de l'Elevage et des produits animaux ;
• S 'assurer de la disponibilité des semences de qualités à mettre à la disposition des agriculteurs ;
• Procéder au renforcement de capacités des Conseillers agricoles et à les rendre opérationnels
• S'assurer de la bonne qualité des Produits phytosanitaires mise à la disposition des paysans.
• Encourager la mise en place des Laboratoires de références.


SONOCO
UMIS
SONOCO





Remise des satisfécits aux experts nationaux par Madame DIALLO Fatoumata Bangoura, Cheffe de Cabinet du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage



- Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef Gouvernement ;
- Excellences Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Institutions Internationales
- Mesdames et Messieurs les Partenaires Techniques et Financiers ;
- Mesdames et Messieurs les Invités de marques ;
- Mesdames et Messieurs les Opérateurs du secteur Agropastoral ;
- Mesdames et Messieurs les cadres des Départements,
- Chers participants ;
- Mesdames et messieurs.

En ma qualité de Cheffe de Cabinet du Ministère de l'Agriculture, Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage m'a confié, à l'entame de cette cérémonie de clôture de nos Etats Généraux de l'Agriculture et de l'Elevage, une tâche qui m'honore, qui me rend fière et que j'ai accepté bien volontiers, emprunte d'une émotion certaine.

Nous sommes tous ici conscients, au regard de l'engouement, de la mobilisation exceptionnelle des acteurs ainsi que de la qualité des débats soulignée à plusieurs reprises durant nos travaux, que ces Etats Généraux marqueront l'histoire pour le développement du secteur agropastoral prôné par Son Excellence Monsieur le Président de la République, le Général de Corps d'Armée, Mamadi DOUMBOUYA.

Ces assises, organisées en région puis durant ces 3 jours à Conakry ont été distinguées par leurs thèmes, par la qualité de leurs intervenants et surtout par le souci des organisateurs d'assurer la qualité et la réussite.

Si je prends la parole à cet instant précis, c'est surtout pour vous dire que nous ne serions pas ici aujourd'hui, avec les résultats qui sont les nôtres, sans la participation active de l'ensemble de l'équipe du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et de ses partenaires. Une équipe conduite sous le leadership de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, soutenue par Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

Une équipe, une très grande équipe qui, comme vous l'avez certainement remarqué, a été consolidée, fortifiée et soudée autour et par nos experts nationaux, anciens Hauts Cadres de notre administration, jeunes retraités pétris d'expérience, de compétences et de connaissances, rappelés à la tâche par Monsieur le Ministre pour l'occasion.

Sans hésiter, et pour la nation, ils ont tous répondu à l'appel pour participer à l'organisation technique de ces Etats Généraux.

En ne ménageant aucun effort, ils ont initié une approche simple, concrète, adaptée, emprunte de leurs compétences et de leurs expériences pour diriger la formulation des thématiques, organiser les panels, mobiliser jours et nuits les spécialistes et les personnes ressources venues partager leurs savoirs faires et leurs expériences pour enrichir nos débats.

□ Merci d'avoir fait profiter au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage de vos compétences. Toute l'équipe est allée plus loin grâce à vos forces,

□ Merci d'avoir amené les réflexions à un autre niveau grâce à vos visions, vos intelligences, vos connaissances du terrain et de notre administration, vos apports à l'organisation ont été si précieux,

□ Merci pour cette énergie positive, pour votre bienveillance à l'endroit de cette nouvelle génération de cadres. Votre présence dans l'équipe a été plus qu'appréciée.

Madame et Messieurs les Experts nationaux, porteurs et maîtres du Comité Technique de ces Etats Généraux, vous êtes des leaders naturels qui ont fait en sorte que l'équipe toute entière a été plus productive et plus efficace. Merci du fonds du cœur.

Soyez rassurés chers collègues que nous formons une même famille, «MAGEL un jour, MAGEL pour toujours», et nous sommes persuadés que le lien intergénérationnel est source de bienfaits pour tous les âges.

Il fondamental au sein de la famille, il est essentiel dans bien des chantiers à l'image de ces Etats Généraux, il contribue au développement personnel et professionnel des plus jeunes et, plus largement, à la cohésion sociale en faisant tomber les barrières et les préjugés des uns sur les autres.

Pour illustrer mon propos mais également notre état d'esprit, il me sera plus facile de citer une référence, Amadou Hampaté Bâ, qui disait que « Les orteils des jeunes doivent se poser exactement sur les traces laissées par les anciens ».

Encore une fois, je voudrais vous remercier chaleureusement au nom de Monsieur le Ministre, pour avoir tant contribuer à la réussite de ces États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage.

Madame et Messieurs afin de vous remettre votre satisfécit, j'invite mes Chers Chefs de Service du Cabinet du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage à me rejoindre.

Liste des Experts :

- Docteur Mami KEITA, ancien fonctionnaire de l'USAID ;
- El hadj Mamady CONDE, ancien Secrétaire Général du Ministère de l'Élevage
- Jean-Luc FABER, Commandeur de l'Ordre National du Mérite de la République de Guinée, ancien Conseiller Principal du Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage ;
- Dr Aissatou BALDE, ancienne Conseillère principale du Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage
- Joseph Boniface MANSARE, ancien Directeur National des Productions et Industries Animales ;
- Dr Fodé Sory KEITA, ancien Directeur Général du Bureau de Stratégie et de Développement du Ministère de l'Élevage ;
- Dr Boubacar DIALLO, ancien Coordinateur National du Projet de Gestion Durable du Bétail Ruminant Endémique en Afrique de l'Ouest (PROGEBE-Guinée) ;
- Dr Sidafa CONDE, ancien Directeur National Adjoint de l'Agriculture

PARTICIPANTS MASTERS CLASS ET PANELISTES.

Panel 1 : Apport du secteur minier au développement agropastoral. Défis et perspectives



M. Djiba DIAKITE
Ministre Directeur de Cabinet
de la Présidencede la République
Président du Comité Stratégique
du Projet Simadou



M. Bouna SYLLA
Ministre des Mines
et de la Géologie



Dr. Diaka SIDIBE
Ministre du Commerce, de
l'Industrie, des Petites et
Moyennes Entreprises



M. Facinet SYLLA
Ministre du Budget



M. Félix LAMAH
Ministre de l'Agriculture
et de l'Élevage



M. René Désiré Morel
Directeur général Adjoint Guinea
Alumina Corporation (GAC)



M. Olivier BUYOYA
Directeur Régional de SFI
pour l'Afrique de l'Ouest

Panel 2 : Problématique des infrastructures rurales (aménagements hydro-agricoles et pastoraux, pistes rurales, magasins de stockage, fermes...) quelle approche de durabilité ?



M. Soriba CAMARA
Consultant indépendant



M. Mamadou Saliou 2 DIALLO
Expert-Consultant en Infrastructure
Agricole et Eau potable



Dr. Mamadouba CONTE
Chef de Département Génie Rural Institut
Supérieur Agronomique et Vétérinaire Valéry
Giscard D'Estaing de Faranah



M. Mohamed Moustapha CAMARA
Directeur des Études et Contrôles des Travaux
Agriculture et Développement Rural de
l'Administration et Contrôle des Grands Projets

Panel 3 : Recherche agropastorale, Transfert de technologies et Changement climatique



Mme Djami DIALLO
Ministre de l'Environnement et du Développement Durable



M.Ousmane Gaoual DIALLO
Ministre du Transport
Porte-parole du Gouvernement



Prof. Sara Bailo DIALLO
Directeur du Centre de Recherche et de Gestion du Système national de Recherche Agronomique, Zootechnique et Halieutique



Professeur Youssouf SIDIME
Directeur du Centre de Recherche pour la Valorisation de l'Invention Innovation Scientifique et Technologique en Guinée



Dr Mamadou Tanou DIALLO
Assistant du Représentant de la FAO en Guinée, Chargé du Programme et de l'Élevage



M. Jean-Luc FABER
Expert National Agronomie
Modérateur du panel

Panel 4 : Défis liés à l'accès durable aux intrants agricoles et d'élevage, à la mécanisation et état des lieux des institutions nationales d'appui à l'agriculture et à l'élevage



M. Joseph Boniface MASARE
Ingénieur Zootechnicien



M. Ibrahima BALDE
Entrepreneur Agricole
Président de la CONASEG



Mme Madina DANSOKO
Entrepreneur agro-business
Première vice-présidente de la Chambre Nationale de l'Agriculture de Guinée



M.Mamy KEITA
Agroéconomiste, spécialisé en management des projets agricoles



M. Yaya SACKO
Agro-pédologue



Dr Sidafa CONDE
Expert National Agro-pédologue

Panel 5 : Valorisation des produits agricoles et animaux ; accès aux marchés locaux et régionaux (transformation, conditionnement et amélioration des circuits commerciaux)



Mme M'Ballou FOFANA
Directrice fondatrice de la ferme intégrée FABIK



M. Amadou Sara DIALLO
Manager chez Bd FARM GROUP



M. Mamadou Saliou SOUARE
Directeur Commercial de TROPICO SARL



M. Abdoulaye Bella DIALLO
Directeur du Centre de Recherche pour la Valorisation de l'Invention Innovation Scientifique et Technologique en Guinée



Mme Sia Kanio TOLNOTanou DIALLO
Directrice Générale Adjointe AGUIPEX

Panel 6 : Employabilité des jeunes et des femmes dans le secteur agropastoral



Madame Djami DIALLO
Ministre de l'Environnement et du Développement Durable



M. Khadiatou Virginie TOURE
Directrice Générale du Fonds d'Appui aux Activités Économiques des Femmes et Filles



Prof. Sara Bailo DIALLO
Directeur du Centre de Recherche et de Gestion du Système national de Recherche Agronomique, Zootechnique et Halieutique



M. Michel KOIVOGUI
Chef du Projet d'Amélioration de la Formation et de l'Insertion dans les Secteurs de l'Agriculture et des Mines (PAFISAM) au METFPE



Mme iranke N'gaguep CAMARA
Conseillère Technique en Égalité Homme Femme et Inclusion Sociale (CECI-Guinée



M. Jean-Luc FABER
Expert National Agronomie
Modérateur du panel

Master Class 1 : Partage d'expériences et de bonnes pratiques des autres pays acteurs du monde agricole



Dr. KPAKA Henry
Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire de la Sierra Leone



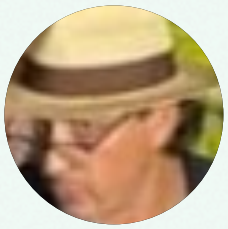
Dr. MUSAFIRI Ildephonse
Économiste principal, représentant régional de l'ILRI



Dr. Abdrahmane Wane
Directeur du Centre de Recherche et de Gestion du Système national de Recherche Agronomique, Zootechnique et Halieutique



Dr Mamoudou DIALLO
Docteur Vétérinaire, Consultant International, Conseiller Technique Ministre de l'Agriculture et des Forêts - Luanda-Angola



Dr. GASMI Karim
Docteur Vétérinaire, Consultant expert, Spécialiste en zootechnie, nutrition et pathologies aviaires



M. BOCOUM Hamadoun
Agro Economiste,
Euro consultant PME/PMI



Dr. Gualbert GBEHOUNOU
Représentant FAO en République de Guinée

Master Class 2 : Mobilisation de fonds pour le développement du secteur agro-pastoral et opportunités d'investissement pour le secteur privé dans l'agro business



M. Mamadou Balde
Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Guinée



M. Martial GOEH-AKUE
Administrateur Directeur Général de Vista Gui



Mme. Diana Kouyaté
Directrice Générale de l'Agence de Promotions des Investissements Prives



M. Amara Kourouma
Directeur Général Crédit Rural de Guinée



M. Roland Yameogo
Représentant Résident, SFI



M. Abdoul Karim Diallo
Directeur Général du Groupe SONOCO



M. Ibrahima Sory Camara
Directeur national des investissements publics



M.Kabélé Soumah
Secrétaire Général Ministère du Plan et de la Coopération



Dr. Karine Tade Diallo
Directrice nationale des Partenariats Public-privé

LES EXPERTS NATIONAUX



El hadj Mamady CONDE
Ancien Secrétaire Général
Ministère Élevage



M. Jean-Luc FABER
Acien Conseiller Principal Ministre Agriculture et Élevage Commandeur de l'Ordre National du Mérite de la République de Guinée



Dr. Sidafa CONDE
Ancien Directeur National Adjoint de l'Agriculture



Dr Fodé Sory KEITA
Ancien Directeur Général du Bureau de Stratégie et de Développement du Ministère de l'Élevage



M. Joseph Boniface MANSARE
Ancien Directeur National des Productions et Industries Animales



Dr Aissatou BALDE
Ancienne Conseillère principale du Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage



Dr. Boubacar DIALLO
Ancien Coordinateur National du Projet de Gestion Durable du Bétail Ruminant Endémique en Afrique de l'Ouest (PROGEBE-Guinée)



Dr. Mami KEITA
Ancien fonctionnaire de l'USAID

ETATS GÉNÉRAUX DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE 3,4,5 JUILLET 2024

Ministère de l'Agriculture
et l'Elevage
MAGEL



CNA
CHAMBRE NATIONALE
D'AGRICULTURE

AGENDA

Jour 1

8h30 - 9h30	Accueil et installation des participants
9h30 - 10h00	Installation des Officiels
CEREMONIE D'OUVERTURE	
10h00 - 10h20	Prestation artistique
10h20 - 10h30	Mot de Bienvenue : M. Oumar Barry, Secrétaire Général du MAGEL
10h30 - 10h50	Restitution des concertations régionales : M. Pierre Kamano, Directeur Général du Bureau de Stratégie et de Développement MAGEL
10h50 - 11h05	Témoignages des Représentants des Producteurs des 4 régions naturelles Basse Guinée : M. Moussa Camara, Président des Planteurs de la filière fruits Moyenne Guinée : M. Mamadou Diakité, Président de l'Interprofession régionale de la filière Avicole de Labé Haute Guinée : M. Adama Kanté, Président de la Fédération de l'Union des Producteurs d'igname et sésame de Guinée Guinée Forestière : M. Zézé Zoumanigui, Président de la Fédération des Producteurs Café-Cacao
11h05 - 11h10	Allocution de Mme Madina Dansoko Diallo, Vice-Présidente de la Chambre Nationale d'Agriculture
11h10 - 11h15	Allocution de Dr Gualbert Gbèhounou, Représentant de la FAO en Guinée
11h15 - 11h30	Discours du Ministre Félix Lamah, Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage
11h30 - 12h00	Discours d'ouverture de M. le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Amadou Oury Bah
12h00 - 12h30	Photo de famille des officiels et des Sponsors – Visite des Stands
12h30 - 13h30	Pause déjeuner
13h30 - 13h40	Allocution de Top Guinée - Sponsor Platinum des États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage
PANELS ET MASTERCLASS	
13h40 - 15h15	Panel I : Apport du secteur minier au développement agropastoral. Défis et perspectives Intervenants • M. Djiba Diakité, Ministre Directeur de Cabinet de la Présidence • M. Bouna Sylla, Ministre des Mines et de la Géologie • M. Félix Lamah, Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage • Dre Diaka Sidibé, Ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME • M. Facinet Sylla, Ministre du Budget • René Morel, Directeur Général Adjoint de Guinea Alumina Corporation (GAC) Modérateur : M. Olivier Buyoya, Directeur Régional Afrique de l'Ouest, IFC
13h30 - 13h40	Allocution de Top Guinée - Sponsor Platinum des États Généraux de l'Agriculture et de l'Élevage
15h15 - 15h30	Pause-café
15h30 - 17h00	Master class I : Partage d'expériences et de bonnes pratiques des autres Pays acteurs du monde agricole Intervenants • Dr. Henry Musa Kpaka, Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire, Sierra Leone • Dr. Ildephonse Musafiri, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales, Rwanda • Dr. Karim GASMI, Consultant-Expert en Zootechnie, Nutrition et Pathologies aviaires, Maroc • Dr. Soule Bio Goura, Expert Pastoralisme et Transhumance, Direction de l'Agriculture et de Développement Rural de la CEDEAO • M. Hamadoun BOCOUM, Représentant SAHEL AGRI • Dr. Abdourahamane Saada Wan, Représentant Régional de l'ILRI • Dr. Mamoudou DIALLO, Ancien Représentant de la FAO au Tchad, au Cameroun et en Angola • Modérateur : Dr Gualbert Gbèhounou, Représentant de la FAO en Guinée

Jour 2

PANELS ET MASTERCLASS	
9h00 - 10h30	Panel II : Problématique des infrastructures rurales (aménagements hydro-agricoles et pastoraux, pistes rurales, magasins de stockage, fermes...) quelle approche de durabilité ? Intervenants • Dr. Mamadouba Conté, Chef de Département Génie Rural ISAV, Faranah • M. Soriba Camara, Ancien Directeur national du Génie Rural • M. Yasso Camara, Directeur Exécutif ONG ADAM • Mohamed Moustapha Camara, Directeur du Département Agriculture et Développement Rural de l'ACGP • Modérateur : Mamadou Saliou 2 Diallo, Expert-Consultant en Infrastructure Agricole et Eau potable
10h30-11h00	Pause-café
11h00 - 12h30	Panel III : Recherche agropastorale, Transfert de technologies et Changement climatique Intervenants • Mme Djami Diallo, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable • M. Ousmane Gaoual Diallo, Ministre des Transports et Porte-Parole du Gouvernement • Pr. Youssouf Sidimé, Ancien Directeur Général de l'Institut Supérieur de Dalaba • Pr. Sara Bailo Diallo, Enseignant-Chercheur en Pédagogie, Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire de Faranah • Dr. Tanou Diallo, Assistant du Représentant de la FAO en Guinée, Chargé de Programme • Modérateur : Jean-Luc Faber, Expert National
12h30 - 13h30	Pause déjeune
13h30 - 15h00	Panel IV : Défis liés à l'accès durable aux intrants agricoles et d'élevage, à la mécanisation et état des lieux des institutions nationales d'appui à l'agriculture et à l'élevage Intervenants • M. Mamy Keita, Expert national • M. Yaya Sacko, Ancien Directeur National du SENASOL • M. Joseph Boniface Mansaré, Expert National • Mme Madina Dansoko, Vice-Présidente de la Chambre Nationale d'Agriculture • M.Ibrahima BALDE, Président du CONASEG •Modérateur : Dr. Sidafa Condé, Expert National
15h00 - 15h15	Pause-café
15h15 - 15h45	Réponse aux Questions des internautes
15h45 - 17h00	Panel V : Valorisation des produits agricoles et animaux ; accès aux marchés locaux et régionaux (transformation, conditionnement et amélioration des circuits commerciaux) • Mme Hadja M'Ballou Fofana, Présidente des Femmes Rurales de Guinée • M. Youssouf Youla, Directeur Général La Petite Damba • M. Mamoudou Mara, Directeur Général de Agence Guinéenne de Promotion des Exportations (AGUIPEX) • M. Mamadou Saliou Souaré, Directeur Commercial Entreprise Tropico - Guinée • M. Amadou Sara Diallo, Directeur Général B&D-FARM Groupe Modérateur : Abdoulaye Bella Diallo Directeur Général – BSD, Ministère du Commerce, Industrie et PME

Jour 3

PANELS ET MASTERCLASS	
8h00 - 09h30	Rencontre d'échanges entre les Jeunes Agri-Entrepreneurs et le cadres du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (participation sur inscription)
9h30 - 11h00	Master class II : Mobilisation de fonds pour le développement du secteur agro-pastoral et opportunités d'investissement pour le secteur privé dans l'agro business •M. Mamadou Baldé, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie •Mme. Diana Kouyaté, Directrice Générale de l'Agence de Promotions des Investissements Privés • M. Amara Kourouma, Directeur Général Crédit Rural de Guinée • M. Roland Yameogo, Représentant résident, SFI • M. Abdoul Karim Diallo, Directeur Général du Groupe SONOCO • M. Ibrahima Sory Camara, Directeur national de la Direction national des investissements publics, MEF • Modérateur : Dr Karine Tade Diallo, Directrice nationale des Partenariats • Public-privé
11h00-11h15	Pause-café
11h15-12h45	Panel VI : Employabilité des jeunes et des femmes dans le secteur agropastoral • Mme. Aissata Yattara, Représentante de la Confédération nationale des organisations paysannes, CNOPG • M. Youssouf Saran Donzo, Directeur National Adjoint de l'Emploi jeunes, Ministère de la Jeunesse • M. Boubacar Dansoko, Président de la Fédération Interprofessionnelle Nationale Avicole (FINA-Guinée) • M. Ibrahima Konaté, Directeur Général SAEL SAL • M. Michel Koivogui, Ancien Secrétaire Général de l'Enseignement technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi • Mme Virginie Touré, Directrice du Fonds d'Appui aux Activités Économiques des Femmes et Filles • Modérateur : M. Illiassa BALDE Conseiller du Premier Ministre sur les questions du Secteur Privé, du Commerce,
12h45 - 14h00	Synthèse des recommandations par le Comité technique
14h00 - 15h00	Pause déjeuner
CEREMONIE DE CLOTURE	
15h00 - 15h30	Accueil et installation des officiels
15h30 - 16h00	Présentation des principales recommandations et actes des États Généraux : M. Oumar Barry, Secrétaire Général du MAGEL
16h00 - 16h15	Remise des satisfécits aux Experts
16h15 - 16h20	Discours de M. Ansoumane Kaba, Président de la Confédération Générale des Entreprises de Guinée, CGE-GUI
16h20 - 16h30	Discours de clôture du Ministre Félix Lamah, Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage
17h00 - 19h30	Cocktail de Clôture et animation